

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES

SUBSCRIPTIONS ET DE LA SIGNATURE

DROIT FRANÇAIS

DE LA SIGNATURE

DES

ACTES EXTRA-JUDICIAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

PAUL THUBEUF

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1894

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES

SUBSCRIPTIONES ET DE LA SIGNATURE

DROIT FRANÇAIS

DE LA SIGNATURE

DES

ACTES EXTRA-JUDICIAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 21 juin 1894, à 2 heures 1/2.

PAR

PAUL THUBEUF

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GIRARD,

Suffragants : { MM. LÉON MICHEL, *professeur*.
WEISS, } *agregés*.
LESEUR, }

PARIS

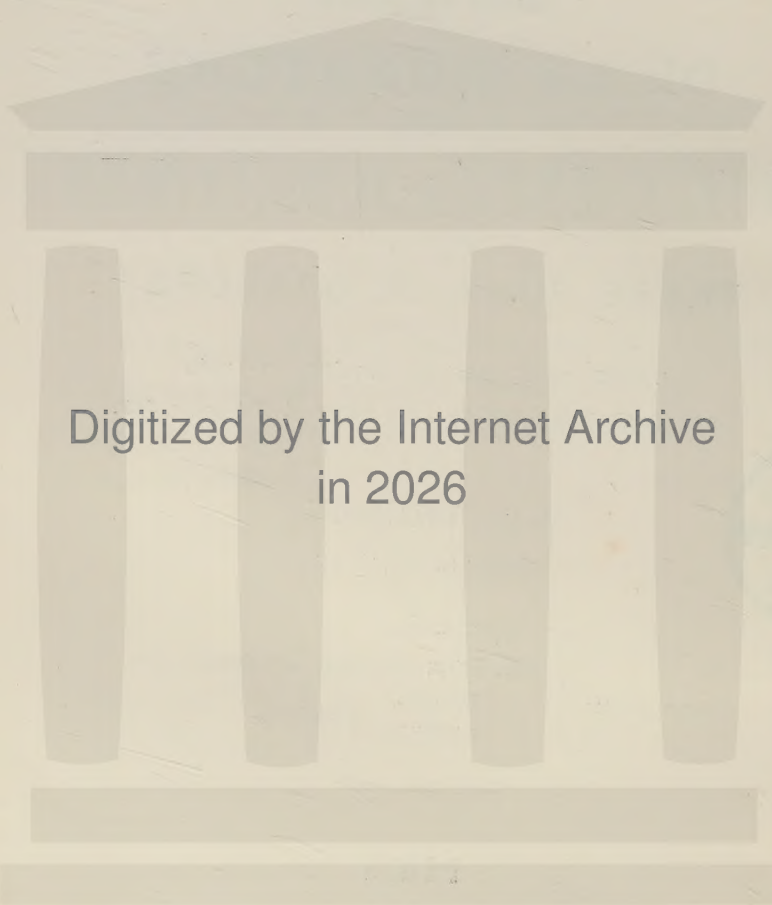
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1894





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DROIT ROMAIN

DES

« SUBSCRIPTIONES » & DE LA SIGNATURE

INTRODUCTION

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LES TITRES ÉCRITS A RÔME

I

Les actes écrits qui dans le monde moderne du droit et des affaires tiennent une si grande place étaient loin d'avoir à Rome une pareille importance. Il en est de même, du reste, dans presque toutes les civilisations de l'antiquité et chez tous les peuples primitifs. Comme leurs institutions, leur littérature, leurs lois même, les contrats se créent et se conservent oralement chez les peuples jeunes qui se confient plus volontiers à la bonne foi et à la mémoire des hommes qu'à la présence matérielle d'un écrit destiné à consommer, à prouver, à reconnaître ou à confirmer une opération juridique.

Le premier moyen qui se présente à leur idée est d'emprunter à la religion ses cérémonies et ses formules et de prendre la divinité à témoin dans les actes de la vie privée comme dans ceux de la vie publique. Le serment est alors le principal générateur d'obligations, de même qu'il est le mode de preuve par excellence.

Plus tard, si la pratique abandonne, ou à peu près la forme religieuse du serment, elle conserve cependant la nécessité de paroles prononcées et les formules traditionnelles et strictement fixées à l'avance. Pour créer une obligation, comme pour l'éteindre, pour transmettre des droits réels, c'est à la parole, au *verbum dictum* que les Romains ont recours pendant la période classique de leur histoire juridique ; c'est par la parole qu'ils procèdent en justice ; c'est la preuve orale, la preuve par témoins qu'ils accueillent avec le plus de faveur. Et cette prédominance de la formation et de la preuve orales des contrats sera une des causes qui nous expliqueront l'apparition tardive et restreinte de la signature en droit romain.

Cependant si l'écrit ne tient pas dans le système juridique romain la place principale, il a eu cependant une certaine importance, qui a augmenté à mesure que la civilisation se développait et en vertu même des nécessités de la pratique plus large des affaires.

S'il s'agit de créer des obligations, à côté de la stipulation, qui est la forme essentiellement romaine, nous trouvons dès le VI^e siècle de Rome au plus tard le livre

de caisse ou Codex servant non seulement à nover mais aussi à créer des obligations et à les éteindre. Si ce mode principal de contrat *litteris* est réservé aux citoyens romains — ce qui était controversé — les pérégrins ont à leur disposition des écrits empruntés à la Grèce, ainsi que le montrent leurs noms : *syngraphæ* et *chirographa*.

Les citoyens romains eux-mêmes reconnaissent les avantages de ces sortes d'écrits, se les approprient, mais en leur donnant le caractère de simples modes de preuve, preuve d'autant plus rationnelle, que, à la différence des *nomina transcriptitia* du Codex, ces actes émanent de la personne qui s'oblige et non du créancier. De même les *arcaria nomina* qui indiquent un mouvement de caisse, ne constituent pas une création d'obligation, mais peuvent seulement servir à la preuve d'opérations préexistantes « *nullam facere obligationem, sed obligationis factæ testimonium præbere* » (1).

Peu à peu, la coutume se généralise, de constater par écrit les contrats, de dresser ce qu'on appelle d'une manière générale des *instrumenta*. Ce ne sont pas seulement les contrats que l'on constate ainsi, mais les différents actes de la vie civile. Dès sa naissance le citoyen romain est inscrit sur des registres publics et acte est dressé de la déclaration du père à partir de Marc-Aurèle (2) ; l'adoption au temps de Justinien est constatée

(1) Gaius, 3, 131.

(2) Apuleius de Mag., c. 89. Marquardt, *Vie privée des Romains*, trad. Brissaud, tome I, p. 103.

par les actes publics « *actis intervenientibus* » (1) ; sous Anastase l'émancipation est insinuée dans les *acta* du juge compétent (2) ; dans le cas d'affranchissement *vin-dicta*, le maître remettait à l'esclave affranchi un écrit devant servir à la preuve de cet acte, mais non nécessaire, l'*instrumentum manumissionis* auquel font allusion deux constitutions de Dioclétien (3) ; l'affranchissement *censu* était effectué par un écrit même, par une inscription sur les registres du cens, enfin Justinien introduit, parmi plusieurs autres formes nouvelles, l'affranchissement par simple lettre missive, avec la *subscriptio* toutefois de cinq témoins ; une fois affranchi l'esclave doit encore fournir des comptes écrits à son maître (*tabulæ*) (4). Le tuteur qui a dû dresser un inventaire au début de son administration (*repertorium* ou *inventarium*) (5) doit rédiger des notes au fur et à mesure de sa gestion (6) (*instrumenta tutelaria* ou *pupillaria*). La rédaction d'un écrit constatant les conventions relatives à la dot et aux biens des époux (*tabulæ nuptiales* (7), *tabulæ sponsalium et nuptiarum*, *dotales*, *matrimoniales*) accompagnait depuis longtemps déjà dans l'usage la célébration des justes noces, soit avant, quelquefois après, ou suivant une

(1) Inst. L. I, t. XII, § 8. Code L. VIII, t. 47 (48) const. 11.

(2) Code L. VIII, t. 48 (49) const. 5.

(3) Code L. VII, t. 16, const. 25 et 26.

(4) St-Augustin, Sermon. XXI, 6.

(5) Code, L. V, t. 37, c. 24.

(6) Dig., L. XXVII, t. III, l. I, § 3.

(7) Tacite, *Annales*, XI, 30. Code L. V, t. IV, c. 9.

coutume fréquente au moment même du mariage (1), quand Justinien exigea pour le mariage des grands personnages à partir du rang d'illustres soit la confection de *documenta nuptialia*, soit celle d'un acte dressé par le *defensor Ecclesiæ* (2). Cet *instrumentum dotale* est nécessaire pour la légitimation par mariage subséquent (3). La donation, qui pouvait d'ailleurs avoir lieu *litteris*, était constatée souvent par un *instrumentum* (4) et insinuée dans les actes publics. Constance Chlore rendit cette formalité nécessaire pour toutes les donations (5), Constantin et Licinius en 316 prescrivirent en conséquence la constatation par écrit de toutes les donations (6), enfin Justinien abroge, il est vrai, cette dernière obligation, mais il maintient la nécessité de l'insinuation pour les donations de plus de 500 solides (7). Dans le testament d'abord purement oral ou réel, les formalités symboliques sont accompagnées du temps de Gaius de la confection d'un écrit (*tabula testamenti*) présenté aux témoins comme l'expression des dernières volontés du testateur ; le préteur va plus loin, néglige les paroles solennelles et s'en tient à la confection de l'écrit devant témoins pour donner la *honorum possessio secundum tabulas* « *etsi... nuncupationis verba testator non locutus*

(1) Juvénal, II, 119. Tacite, *Annales*, XI, 27.

(2) Nov. 114 (ch. 4, § 1, 2).

(3) Code, L. VII, t. XVI, c. 25 et 26.

(4) Frag. Vat., 268.

(5) Code Théodosien, III, XV, 1.

(6) Frag. Vat., 249.

(7) Inst. L. II, t. VII, § 2.

sit (1) ». Sous Justinien enfin, nous trouvons un testament écrit, portant extérieurement le cachet et l'*adscriptio* de sept témoins.

Ainsi donc du temps de Justinien dans presque toutes les branches du droit, c'est devenu une habitude ou une nécessité juridique de rédiger un écrit, soit pour la conclusion, soit pour la preuve des différents actes de la vie civile.

II

Cette coutume s'étant établie peu à peu et en raison des nécessités journalières de la pratique, la forme de ces actes écrits n'a pas été réglée d'après un principe général. A chaque sorte d'opération correspond une forme d'acte, et souvent même le même acte est rédigé de façons différentes, variables suivant les époques. Il est peut-être pourtant possible d'indiquer les formes principales des principaux types des actes romains.

Pour ce qui est du contrat *litteris*, il résulte de mentions portées par le créancier sur son codex, sorte de grand livre où il inscrit soit des mouvements réels de sa caisse (*nomina arcaria*), soit des entrées et des sorties fictives (*nomina transcriptitia*), mention simple pour les premiers, mention double pour les seconds.

Quant aux différents actes écrits qui ont servi de me-

(1) Gaius, Comm. II, § 113, 114, 119.

morandum ou de mode de preuve des opérations juridiques, différentes formes se sont succédé, et se sont partagé la faveur des Romains. Sans remonter aux procédés primitifs qui consistaient, au dire des historiens, à écrire sur les feuilles des arbres (1), ou sur leur écorce (2), sur la peau (3), sur la toile (4), ou à l'usage réservé aux actes d'une extrême importance de la gravure sur bois (5), sur métal ou sur pierre, on peut dire que la pratique romaine s'est divisée, quant à la forme matérielle des actes, en deux types distincts ; les tablettes de cire, soit réunies en diptyques, triptyques, polyptyque, *codices* et *codicilli* et les rouleaux ou cahiers de papyrus et de parchemin.

L'usage des *tabulæ ceratæ* paraît avoir été pendant la plus grande partie de la République romaine le procédé le plus répandu d'écriture, aussi bien pour les titres juridiques que pour la correspondance et les autres écrits de la vie pratique. Ce sont des tablettes de bois de dimensions variables, creusées peu profondément tantôt sur les 2 côtés, tantôt sur un seul, mais toujours en laissant une sorte de marge en relief tout autour ; le creux qui restait au milieu était rempli en partie par une couche de cire noire, sur laquelle on écrivait de manière à laisser voir partout où des caractères avaient été tracés

(1) Pline, *Histoire naturelle*, XIII, 69.

(2) Ulpien, Dig. L. XXXII, l. 52 pr.

(3) Festus.

(4) Tite-Live X, 38, 6. — IV, 7, 12 a. — Code Théodosien XI, 27, 1.

(5) St-Jérôme, Epître 8.

le fond blanc du bois. Le complément nécessaire de ces tablettes était le stylet terminé d'un côté par une pointe acérée, qui servait à écrire, de l'autre par une sorte de spatule qui permettait, en égalisant la couche de cire, d'effacer les caractères tracés et de faire servir la tablette à de nouvelles affaires, ou, nous dit Horace, à de nouvelles lettres d'amour. Les lignes de l'écriture étaient généralement tracées dans le sens le plus large, contrairement à nos habitudes et aussi à celles des Romains quand ils écrivaient sur parchemin.

La tablette simple, souvent munie d'un anneau permettant de la porter facilement sur soi, était fort usitée chez les Romains, qui s'en servaient, pour noter leurs recettes et dépenses, comme d'une sorte de *memorandum*.

Mais très souvent aussi plusieurs tablettes étaient réunies entre elles par un ou plusieurs fils de métal ou de cuir, passés dans des trous pratiqués dans un des côtés les plus larges, et formaient ainsi unies comme les feuilles de nos livres ce qu'on appelait un codex ou *codicillus*. Cette expression est le plus souvent réservée au cas où les feuillets sont nombreux, mais elle s'applique aussi aux diptyques et triptyques.

Les triptyques ou *codices triplices* (1) comprenaient deux parties, deux rédactions différentes du contrat, l'une la *scriptura interior*, destinée à conserver à l'abri

(1) Mart. XIV, 6.

des falsifications les clauses et conditions du contrat, est écrite sur les pages 2 et 3, puis un fil reliant au moyen des trous pratiqués les première et deuxième tablettes, ou bien les entourant simplement, venait plonger ses extrémités dans une rigole pleine de cire ménagée vers le milieu de la 4^e page, on imprimait les cachets des témoins et des contractants sur cette cire, en inscrivant à côté leurs noms, et il devenait ainsi impossible d'ouvrir la *scriptura interior* sans briser l'empreinte des sceaux. A gauche de la rigole dans certains titres commençait la *scriptura exterior* qui se continuait sur la page 5, dans d'autres la page 4 ne portait que la rigole des cachets et la *scriptura exterior* n'occupait que la page 5. Cette *scriptura exterior* permettait sans rompre les cachets de se remémorer le contenu de l'acte. Quelquefois encore l'énoncé sommaire en était indiqué à l'encre sur le bois même des tablettes. Les pages 1 et 6 ne portaient point de couche de cire.

Les diptyques étaient usités probablement pour les titres de peu d'étendue comme les quittances (quittances de Pompéï). On se servait non seulement de diptyques de cire, mais aussi de bois, d'ivoire, de parchemin, et surtout de bronze. Cette dernière matière est celle des diplômes militaires ; dans ceux-ci la *scriptura exterior* est gravée sur la première pagé et dans le sens de la largeur, la page 4 ne porte que les sceaux et les noms y adjoints. La *scriptura interior* contenue aux pages 2 et 3, fermée à l'origine au moyen de fils de fer, à partir

d'Antonin le Pieux (1) n'est plus close ni rédigée avec autant de soin, toute falsification étant rendue très difficile par l'emploi du bronze.

Les diptyques et triptyques étaient fort usités pour y insérer des documents juridiques, quittances, cautionnements, obligations, contrats de mariage, testaments. Les triptyques de Transylvanie relatant des contrats conclus par différentes personnes, pour des affaires souvent de peu d'importance prouvent que c'était une coutume très générale, les formules romaines qui s'y trouvent démontrent que ce n'était pas une pratique particulière à cette province, et enfin l'emploi de formes à peu près identiques à Pompéi un siècle auparavant en fait connaître la persistance.

Cependant ce procédé d'écriture disparut devant l'emploi plus commode du papyrus. Quoique l'on ait employé quelquefois le papyrus relié en Codex (2) (mais qui ne pouvait être écrit que d'un côté), en général c'est un rouleau (*volumen*) formé de *paginæ*, réunions elles-mêmes de bandes (*schidæ ou inæ*) de moelle d'une sorte de sureau (*παπυροι*), bandes fabriquées en Égypte et de plusieurs formats. Les documents officiels jusqu'à César étaient écrits transversalement (*transversa charta*) mais dans la transcription des actes quand on emploie plus d'un feuillet, on forme autant de colonnes qu'il y a de feuilles. Puis après avoir plié ou roulé la bande, on y fait passer

(1) Krüger, *Sources* ; trad. Brissaud, p. 322.

(2) Ulpien, Dig. XXXII, 51 pr. — Marini, *Papiri diplom.*, p. XVII.

au moyen d'une aiguille des fils dont l'extrémité sera fixée sur la face extérieure par les cachets des témoins, accompagnés de leurs noms.

Le papyrus lui-même céda la place au parchemin plus facile à se procurer et aussi plus pratique puisqu'on peut le couvrir d'écriture des 2 côtés, qui sont généralement polis. Dès les premiers temps de l'Empire, il est question de *pugillares membranei* (1). Dans les livres de comptabilité les *ceræ* font place à la *membrana* (2), et l'on écrit sur parchemin les reconnaissances de dettes (3). Justinien admet la validité des testaments faits *in chartis membraneis* aussi bien que *in tabulis* (Inst. II, 10, 12). Presque tous les actes, à partir de Constantin, qui nous sont parvenus, sont écrits sur papyrus aussi bien les originaux que les copies sauf quelques-unes de ces dernières gravées sur pierre. Employé d'abord en rouleau comme le papyrus, le parchemin fut ensuite plus généralement plié en quatre, paginé et relié dans la même forme que les *codices* ou les *codicilli* (4).

Pour la rédaction des différents titres privés, les parties sont aidées, au moins à la fin, par des spécialistes : les *tabelliones* et les *tabularii*. Les *tabelliones* sont mentionnés pour la première fois dans un texte d'Ulpien (Dig. L. XLVIII, t. XIX, l. 9, §§ 4, 5, 6, 7). Ils sont ci-

(1) Mart. XIV, 7.

(2) Gaius, Dig. L. II, t. XIII, l. 10.

(3) Scævola, Dig. L. XXXII, l. 102.

(4) Voir. Marquardt, *La vie privée des Romains*, trad. V. Henry, t. II, p. 467 à 498.

tés fréquemment surtout à partir de Justinien, tantôt sous le nom de *tabelliones*, tantôt sous ceux de *συμβολαιο-γραφοι*, de *forenses*, *αγοραιοι* parce qu'ils exercent leur profession sur le *forum*, *l'agora*. Leurs actes sont appelés pour cette raison *instrumenta forensia*. (Code L. IV, t. 21, c. 20) *συμβολαια, αγοραια* (Nov. 49, ch. 2. — Nov. 73, ch. 7). Les *tabelliones* sont placés sous la surveillance des magistrats et les indignes sont exclus de cette profession. On les trouve formant une sorte de corporation, *schola*, à Ravenne au VII^e siècle et à Constantinople au IX^e. Leurs fonctions consistaient surtout dans la rédaction des actes juridiques, contrats, testaments, etc, quelquefois aussi des pièces des procès (1).

Quant aux *tabularii* qui paraissent avoir été d'abord des comptables publics et des conservateurs des actes publics et privés dans les archives de la cité, ils arrivèrent progressivement à concourir à la rédaction des actes. Peu à peu leur présence dans les actes, leur participation à la rédaction apparaît comme habituelle et dans certains cas comme nécessaire.

Pour les actes publics dont la portée est beaucoup plus générale, on recourt à des modes de conservation plus certains que pour les actes privés. Dès le début de la République on grave, probablement sur le bronze, peut-être sur le bois ou l'ivoire, le monument législatif qui devait être la base de la législation romaine : la loi des XII Tables. Ce mode de publication, usité d'une façon générale

(1) Bethmann-Hollweg, *Civil process*, t. III, p. 168-sqq.

pour les traités, était quelquefois employé pour les plébiscites sur l'ordre de la loi elle-même ou du Sénat ou d'un magistrat. Les tablettes de bois d'abord en usage furent remplacées par les tables de marbre d'une conservation plus assurée. Mais dans tous les cas une copie de la loi était conservée dans l'*ærarium*.

Il ne nous est guère parvenu de lois d'une façon absolument complète, mais d'après les fragments que nous en avons, d'après aussi ce que nous en disent les auteurs, on peut diviser leur texte en *præscriptio* ou mentions préliminaires, indiquant les auteurs du projet, la date et le lieu du vote, l'ordre dans lequel ce vote avait été émis ; en *rogatio* contenant la disposition législative proprement dite, et en *sanctio*, ensemble des dispositions prises pour assurer l'exécution de la loi et en punir la violation.

Les sénatus-consultes étaient rédigés par écrit après la séance, en présence de plusieurs sénateurs, au moins à partir de César. Comme les lois ils étaient conservés à l'*ærarium*.

Les édits étant d'une façon générale des proclamations par écrit adressées par un magistrat au peuple, il s'ensuit que les innovations législatives que le préteur introduisit par la voie de l'édit furent aussi écrites et portées à la connaissance du public par l'affichage, affichage qui avait lieu au *forum*, bien en évidence : « *ubei de plano recte legi possitur* » (*Lex repetund.*, I, 65, 66). Mais l'édit qui n'avait pas de sa nature le caractère de

perpétuité des lois et qui était renouvelé à chaque changement de magistrat, n'avait pas besoin d'être gravé sur l'airain, on se contentait de simples tables de bois blanches (Dig. L. II, t. I, l. 7-9), l'*album* qui donne parfois son nom à l'édit, quelquefois de simples feuilles de papyrus ou de parchemin (*vel in charta, vel in alia materia*. Dig. L. II, t. I, l. 7 pr.).

Quant aux constitutions impériales, leur rédaction, leur constitution matérielle et leur publication furent réglées d'une façon plus détaillée.

Les édits sont presque tous rédigés par écrit sauf quelques *orationes in castris* (1). La forme en était la même que celle des édits des magistrats : on donnait d'abord le nom de leur auteur, en faisant précéder les dispositions du mot *dicit* et celles-ci étaient conçues dans la forme du discours direct. Ils étaient exposés en public, *in albo*, généralement au lieu où l'Empereur résidait à ce moment, ils étaient insérés aux *commentarii* des Empereurs (Lettres de Pline à Trajan, 65-66) et une copie en était adressée aux magistrats chargés de les appliquer.

Les décrets affectaient la même forme que les jugements ordinaires. Les mandats sont adressés à un fonctionnaire en particulier, mais des ordres identiques sont souvent expédiés à toute une catégorie de fonctionnaires.

Quant aux rescrits, quand ils n'étaient pas rendus sous forme de *subscriptio*, ils avaient la forme d'une

(1) Fragments du Vatican, 195. — C. Theod., VII, 20, 2.

lettre. En tête se trouvent le nom de l'empereur, et celui du destinataire au datif ou à l'accusatif avec *ad*, souvent aussi le mot *salutem*. Deux bureaux de la chancellerie impériale sont chargés de les rédiger, les bureaux *ab epistula* et *a libellis*, le premier pour les réponses aux magistrats, le deuxième pour celles aux particuliers. Sous le Bas-Empire, c'est le *magister memoriæ* qui est chargé de ce soin, les *magistri epistularum* et *libellorum* ne font plus que les préparer. A cette époque les constitutions étaient écrites en caractères spéciaux dont l'usage était réservé exclusivement à la chancellerie impériale.

III

Les actes législatifs d'une part, les titres juridiques d'autre part nous ont été conservés en assez grand nombre. Les uns nous ont été transmis dans leur forme originale, soit d'une manière complète, soit par fragments ; c'est ainsi que nous avons des collections de contrats, de quittances, de testaments, etc., dans les tablettes trouvées à Pompéï dans la maison de C. Jucundus, dans les triptyques de Transylvanie, dans les papyrus de Ravenne et les nombreux autres monuments de ce genre que Marini a reproduits dans ses *Papiri diplomatici*. D'autres ne nous sont parvenus que par leurs copies, soit des copies ordinaires tracées sur les mêmes matières que les originaux, soit gravées d'une manière plus

résistante et plus durable sur des tables de bronze, sur des plaques de marbre ou sur des monuments de pierre. Les Romains, juristes et formalistes au fond de l'âme, aiment à conserver ainsi le souvenir de l'acte juridique pour lui-même et dans sa forme réelle. Tout près des bas-reliefs artistiques de la Colonne Antonine, ils gravent sur le marbre, avec les pièces justificatives, une supplique à l'empereur relative à la petite cabane qu'occupait le gardien de la colonne. Enfin nous possédons des modèles d'actes, compris dans les textes du *Corpus juris civilis*, qui nous permettent, en nous aidant des renseignements que nous donnent ces mêmes auteurs juridiques et les auteurs littéraires, de nous représenter d'une façon plus ou moins complète, ce qu'étaient les actes véritables.

IV

Dans ces différents actes, quelle place tiennent les *subscriptiones* ? Quelle est la forme de ces *subscriptiones* et dans quels cas étaient-elles requises ou usitées ? Tel sera l'objet de la première partie de cette thèse. Nous examinerons dans la seconde partie si dans ces différentes *subscriptiones* il y avait l'équivalent de notre signature moderne, à quelle époque celle-ci s'est produite, pour quelles raisons elle apparaît si tard et comment s'opère la transition de la *scriptio* romaine à la simple signature du nom.

PREMIÈRE PARTIE

DES SUBSCRIPTIONES

Dans la plupart des différents titres écrits que nous venons de passer rapidement en revue, on trouve souvent, en dehors du texte qui constitue la teneur juridique de l'acte, — motifs et dispositif du contrat, du testament, du monument législatif, mesures prises pour en assurer l'exécution — des phrases et des formules qui accompagnent ce texte, le complètent soit en le précédant, soit en le suivant et qu'on désigne parfois sous le nom de protocoles et d'eschatocoles.

En tête du titre on distingue : l'invocation, par laquelle, dans la période chrétienne, l'auteur du titre se place sous la protection de Dieu au moyen d'une phrase ou par le symbolisme d'un monogramme ou d'une croix; l'*intitulatio*, qui indique le nom et le titre de celui de qui l'acte émane; l'*inscriptio*, qui indique la personne ou les personnes à qui il est adressé, et qui souvent est accompagnée d'une formule de politesse (*salutatio*).

L'acte finit parfois, comme il a commencé, par une prière adressée à Dieu pour la réalisation des volontés exprimées au cours du contrat ou de la décision. Pres-

que toujours aussi l'acte est daté, généralement par le nom des consuls en fonction au moment de la conclusion, souvent de plus par l'indication du mois et du jour calculé relativement aux ides et aux calendes, et le lieu de sa conclusion est indiqué. Enfin cette partie finale comprend aussi les différentes formules qu'on a rangées sous le nom de *subscriptiones*.

D'une manière générale, la *scriptio* est une phrase, rarement un nom seul, écrite au-dessous d'un acte, soit par l'auteur de cet acte, soit par les personnes qui ont concouru à sa rédaction, soit même par les témoins ou d'autres personnes, pour confirmer ce titre, fournir ou faciliter la preuve de son authenticité, en assurer ou en certifier la publication.

Ce n'est pas seulement la critique moderne qui a fait cette distinction entre le *contexte* et la *scriptio*, les Romains se servent pour désigner ces différentes additions au texte principal des mots : *scriptio* (1), *scribere* (2), *libellum scriptum* (3), *scriptores* (4) et

(1) Inst. L. II, t. XII, pr. — L. II, t. X, § 3. — Dig. L. XLVIII, t. X, l. 15, § 1. — L. XLVI, t. I, l. 68, § 1. — L. IV, t. I, l. 1, § 1. — L. XLIV, t. VII, l. 61 pr. — Code, L. VIII, t. XVII, c. 11. — L. I, t. I, c. 8. — L. VII, t. XLIII, c. 1. — Gaius, Comm. I, § 94. — Cic., in *Q. Cæcilium*, § 49, etc.

(2) Inst. L. III, t. XXIII, pr. — Digeste, L. XVIII, t. X, l. 15, § 2. — L. XLV, t. I, l. 126, § 2. — L. XV, t. IV, l. 1, § 4. — Code, L. IV, t. XXVI, c. 3. — L. V, t. XXXVII, c. 15. — Nouvelle 134, c. 8. — Paul, *Sentences*, V. 25, 5. — Donation de Statia-Irène. — Suétone. Tibère, 32, etc.

(3) Dig. L. XXXIX, t. IV, l. 4, § 1.

(4) Cicéron, In *Q. Cæcil. div.*, c. 15, § 47.

dans les textes rédigés en langue grecque, des mots : *υπογραφειν* (1) et *υπογραφα* (2).

On trouve aussi fréquemment dans les textes les expressions : *signare* (3), *adsignare* (4) et *subsignare* (5). Les deux premières expressions désignent l'acte d'apposer le *signum*, c'est-à-dire un sceau, un cachet imprimé sur la cire. Mais par suite de la similitude des mots, de la parenté étymologique avec les expressions françaises « signer » et « signature », beaucoup d'auteurs modernes ont été amenés à traduire ces expressions les unes par les autres. C'est là, ou bien forcer la signification moderne du mot signature, ou bien se méprendre sur la signification antique du *signum*. Le *signum* ne reproduit pas le nom de celui dont il émane, mais un dessin quelconque. Il accompagne souvent la *subscriptio*, il est parfois en rapport direct avec elle, mais ils ne se confondent pas. Quant au mot *subsignare* qui signifie généralement apposer son cachet au bas de quelque chose, il est quelquefois employé à la place de *subscribere*, ainsi que nous en avertissent Paul (l. 39, *De verb. signif.* : « *Subsignatum dicitur quod ab aliquo subscriptum est* ») et Festus : « *Signare rem jam dicitur signis notare ut pecora similiaque. Sed antiqui eo pro scri-*

(1) Nov. 74, c. 4, § 1.

(2) Nov. 117, c. 2.

(3) Paul, *Sent.*, 5, 25, 6. — Dig. L. XXVIII, t. I, l. 22, § 4 et 30.

(4) Dig. L. XXX, l. 92. — L. VIII, t. XL (XLI) l. 6.

(5) Code, L. IV, t. XXIX, c. 23, § 2.

bere utebantur, unde et subsignare et consignare inventum positum pro subscribere et conscribere ».

Une autre confusion a lieu entre la *subscriptio* et la *superscriptio* dans les constitutions impériales. La *superscriptio* était l'adresse du destinataire écrite sur les côtés extérieurs du titre qui contenait la constitution, et qui dans les compilations est reproduite en tête de celle-ci. Des scribes ignorants ont quelquefois réuni la *subscriptio* d'une constitution avec l'*inscriptio* et la *superscriptio* de la suivante, et l'on a confondu l'ensemble sous le nom de souscription.

Il importe aussi de mettre de côté la *subscriptio censoria* dont parle Cicéron dans le discours *pro Cluentio* (c. 42-47) et en particulier au § 131 : « *subscripsit L. Gellius (censor)* », que Geib (*Geschichte des römischen Criminalprocesses*, p. 282, note 63) et Rudorff (*Römische Rechtsgeschichte* t. II, p. 429, n. 6) confondent avec l'accusation criminelle, qui n'est que la *nota censoria* (Tite Live, 39, 42 ; Asconius, *In orat. in toga candida*) et qui n'a guère de commun que le nom avec les autres espèces de *subscriptiones*.

En dehors de ces cas, les mots *subscriptio*, *subscribere* désignent différentes sortes d'écritures, de main propre ou non, placées au bas des actes et dont les formes sont très diverses.

CHAPITRE PREMIER

DIFFÉRENTES FORMES DE SUBSCRIPTIONES.

On peut diviser les diverses sortes de *subscriptiones* en formules par lesquelles on consent à ce qui est indiqué dans l'acte, et en indications servant à donner créance à l'acte. Dans chacune de ces divisions on peut sous-distinguer les subscriptions qui émanent du même auteur que l'acte et celles qui se trouvent sur un acte étranger à leur auteur.

SECTION I. — *Subscriptiones confirmatives.*

§ 1. — *Sur un acte propre.*

L'hypothèse qui se présente d'abord est celle de l'auteur du titre, confirmant au bas du contrat, du testament, de la constitution, etc., ce qu'il a déjà exprimé dans le corps de l'acte. Une telle *scriptio* a-t-elle été nécessaire à Rome ? On le prétend en se fondant sur une constitution de Léon qui se trouve au Code (L. VIII, t. XVII, l. 11) : « *Scripturas quæ sæpe adsolent a quibusdam secreta fieri... quæ idiochira græce appellantur, sive tota series eorum manu contrahentium vel notarii aut al-*

terius cujuslibet scripta fuerit, ipsorum tamen habeant subscriptiones... suum robur habere decernimus ». Mais on répond que la condition exigée pour la validité du titre : *ipsorum habeant subscriptiones* peut très bien ne se rapporter qu'au dernier membre de phrase : *vel notarii aut alterius cujuslibet* (1). C'est seulement dans ce cas qu'une constitution de Zénon (Code, L. VIII, t. LIII, c. 31) dans les titres de donation, suppose nécessaire une subscription du donateur ; c'est aussi à ce cas que se réfère une autre de Justinien (Code, L. IV, t. XXI, c. 17) comme semble l'indiquer l'expression *in mundum recepta*, et comme le même Justinien le montre clairement aux *Institutes* (L. II, t. XXIII, pr.) « *vel ab alio quidem scripta, a contrahente autem subscripta* ». Justinien encore (Code, L. VII, t. VI, c. 1, § 1, c) oppose comme deux modes également valables les *litteras sive in subscriptione positas, sive in totum textum effusas*. La loi 50 au Digeste, L. XXIX, t. II, qu'on présente quelquefois comme une nouvelle preuve, peut aussi bien s'entendre du cas de titre écrit par un tiers, et il ne s'agit ici que d'une lettre et par suite de la formule de politesse qu'on mettait au bas des lettres. Le fragment de Paul (*Sentences*, L. V, t. XXV, § V), où du reste on a cru voir une interpolation, le mot *subscripserit* manquant dans le texte correspondant des *Pandectes* (L. XLVIII, t. X, l. 9, § 3) et de la

(1) Brünner, *Zur Rechtsgeschichte der Römischen Urkunde*, t. I, p. 58. La simple *scriptio* suffirait à faire du *chirographum* un *idiochiron*, ou plutôt l'*idiochiron* serait une sorte particulière de *chirographum* : le *chirographum* écrit ou souscrit de main propre.

Collatio (VIII, 1), ne prouve rien à cause de la généralité des termes. Il en est de même de la loi 20 au Code, L. VIII, t. LIII. Au fragment 5 (Code, L. IV, t. XXII) il est bien évident que le titre n'a pas été écrit par celui qui souscrit.

Si nous n'avons pas d'exemple certain de *subscriptio* de l'auteur principal de l'acte ayant écrit lui-même l'acte, c'est que la nécessité ne s'en faisait pas sentir, le fait d'écrire tout au long le contrat étant un indice suffisant de la volonté des contractants.

§ 2. — Sur un acte étranger.

I. Mais cette utilité apparaît quand on a fait rédiger l'acte par un tiers ou qu'on lui a dicté le texte. Alors une confirmation de main propre se conçoit fort bien, et dans la réalité elle a souvent lieu. Elle est même devenue nécessaire dans un certain nombre de cas. C'est ainsi qu'il faut entendre la constitution de Léon (Code VIII, XVII, 11) et celle de Zénon (Code VIII, LIII, 31) citées plus haut. — Dans le testament de Dasumius (1), celui-ci, après avoir approuvé les ratures et surcharges, indique le nom du « *testamentarius* » par qui il a fait écrire son testament (lignes 122 sqq.). Il en est de même dans les testaments d'Auguste et de Tibère tels qu'ils sont rapportés par Suétone (Octave 101. Tibère 76). C'est une *subscriptio* de cette nature qu'exige le sénatus-

(1) M. Girard, *Textes*, p. 697.

consulte Libonien pour le cas où l'écrivain du titre est en même temps bénéficiaire d'un legs ou de l'institution d'héritier, et il donne lui-même la formule de la *specialis subscriptio* nécessaire si c'est un *extraneus* : « *quod illi dictavi et recognovi* » (Dig. L. XLVIII, t. X, l. 1, § 8), ou encore d'une façon plus précise « *si specialiter subscriptione sua declaravit dictasse servo alicujus, ut domino ejus legatum ab heredibus suis daretur* » (Dig. XLVIII, t. X, l. 15, § 1). Si l'écrivain est le *filius* ou l'esclave du testateur, on se contente alors d'une *generalis subscriptio* : « *si modo post eam scripturam manu sua testator testamento codicillisve subscripserit* » (Dig. XLVIII, t. X, l. 15, § 2) Sintenis (1) et Keller (2) ont entendu par là qu'il suffisait dans ce cas d'une simple signature du nom, mais il paraît certain qu'au temps où ce passage a été écrit, cette forme moderne de la signature n'était pas usitée, pas plus pour les testaments que pour les autres actes. Ce qui est exigé c'est encore une déclaration manuscrite du testateur qu'il a dicté le testament (l. 14 pr. Dig. eod. tit.) avec cette différence entre la *specialis* et la *generalis subscriptio*, que dans cette dernière il n'aura pas besoin de déclarer expressément qu'il a dicté tel legs, mais seulement qu'il a dicté son testament.

II. Une manière très particulière des Romains de faire connaître que l'écrit a bien été rédigé sous leur dictée

(1) *Civilrecht*, 3, § 171, 383, n° 18.

(2) *Institutionen Grundriss*, 362.

ou sur leur ordre, consiste à ajouter au texte écrit par un secrétaire quelques mots de leur main renfermant une formule de politesse depuis le simple *vale* jusqu'aux souhaits religieux. C'est dans les lettres qu'apparaissent d'abord ces formules, à la place qu'occuperait aujourd'hui la signature et en tenant lieu. Ceci s'applique même aux lettres d'affaires, aux lettres contenant des déclarations unilatérales. C'est à une *subscriptio* de ce genre que Modestin pense en parlant d'une *epistula* contenant un *jussum* donné par le tuteur à l'esclave du pupille. Ce peut être aussi à *epistulas* que correspond *subscripserit* dans le texte de Paul (*Sent.* V, 25, 5). De la lettre cette coutume est passée insensiblement aux contrats rédigés en forme de lettre. Cependant il est à noter que dans les titres de cette sorte qui ont été reproduits assez nombreux au Digeste, tandis que dans un certain nombre d'eux, on a conservé le *Ille illi salutem* du début (L. XVII, t. 1, l. 62, § 1. L. XVII, t. 1, l. 59, § 5 ; l. 60, § 1. L. XXXIX, t. V, l. 35, pr. et l. 32. L. XLIV, t. VII, l. 61, § 1, etc.), la formule finale a été supprimée. On la trouve dans les requêtes et les écrits adressés à l'empereur par les fonctionnaires et les particuliers. Ainsi s'explique un passage de Suétone (Tibère, 32) : *Cum Rhodiorum magistratus quod litteras publicas sine subscriptione ad se dederant, evocasset, ne verbo quidem insectatus ac tantummodo jussos subscribere remisit.* Ainsi encore dans une lettre du pape Jean II à Justinien (Code, L. I, t. 1, c. 8) se trouvent à la fin deux formules de sa-

lutation : l'une précédée des mots : *Et alia manu* l'autre des mots : *Et item subscriptio* (1).

Ces formules de politesse étaient usitées aussi de la part des empereurs dans leurs constitutions en forme de lettres. Les titres préparés dans les bureaux de la Chancellerie impériale reçoivent de la main de l'empereur une formule variant depuis le simple *vale* de l'époque classique, « *quo semper finitur epistula verbo* », nous dit Ovide, jusqu'aux phrases ampoulées et redondantes du cérémonial byzantin. Ce sont ou de simples souhaits de santé ou des recommandations à la miséricorde divine. C'est ainsi qu'on se traite de « *parens carissime, amantissime, desideratissime, jucundissime* », ou de « *religiosissime pater* ». C'est ainsi encore que l'empereur écrit : « *Divinitas ou divinitas summi dei te servet per multos annos* » ou « *multis temporibus* » ou bien encore « *incolumen te deus omnipotens diutissime servet* » (V. Hænel, *Corpus legum*, p. 189 à 260). La formule s'allonge avec l'importance du destinataire et l'on dit au Sénat : « *Optamus vos felicissimos ac florentissimos nostri-que amantissimos per multos annos bene valere, sanctissimi ordinis patres conscripti* ».

Dans certains rescrits, généralement assez courts, l'empereur a sans doute trouvé superflue une formule de salutation et s'est borné à écrire un R., initiale de

(1) Peut-être peut-on expliquer cette redondance en considérant la seconde comme étant seule de la main du pape, les mots *Et alia manu* qui précèdent la première, manquant dans certains manuscrits.

Rescripsi. D'autres fois il a écrit : *Scripsi* ou *Rescripsi* (*Corpus Inscriptionum Latinarum*, VIII, n° 10570, III, n° 411 et rescrit de Skaptoparène). Les copistes et compilateurs qui nous ont transmis les constitutions impériales ont eu soin généralement de séparer du contexte la subscription impériale en la faisant précéder des mot : « *Et alia manu* ou *Et manu divinâ* ou *Subscription imperialis* ou *Et adjecta subscriptio* ».

III. Après les hypothèses des *subscriptiones* sur des actes qu'on a écrits soi-même, ou qu'on a dictés, se présente celle d'un acte conclu par une autre personne mais qui a besoin pour sa parfaite validité du consentement du *subscriptor*. Le premier exemple est celui d'un esclave qui a contracté dans l'intérêt de son maître ; celui-ci écrit de sa main quelques mots au-dessous du contrat : ce contrat a été fait, dit le fr. 126, § 2 au Dig. L. XLV, t. I, « *subscribente domino* ; ou *subscripsit dominus*. » Celui-ci sera tenu de l'action *quod jussu* : « *si servi chirographo subscripserit dominus, tenebitur quod jussu* » (Dig. L. XV, t. IV, l. 1, § 4). Cette *scriptio* du *dominus* est encore visée dans d'autres textes : Dig. L. XV, t. III, l. 20) : *pupilli servis... subscribente tutore* ; L. XVIII, t. V, l. 8 : *vendente servo subscripsit* ; Code, L. IV, 2, XXVI, l. 3 : *neque subscribente domina... pecuniam mutuam servo... dedisses*. Quelle était la forme de cette *scriptio* ? probablement quelque chose de semblable à la formule qui se trouve à la fin de la donation de Statia Irene : *consensi subscripsi et atsignavi* à l'acte *sicut*

scriptum est ; ou au « *επεγνων καθως προεγραπται* » d'une autre subscription (Dig. L.XLIV, t. VII, l. 61 pr.), accompagnés du cachet du *dominus* : *adsignante domino* (fr. 126 cité plus haut).

Au même ordre d'idées appartiennent les *subscriptions* de certains fonctionnaires pour la validité de certains actes publics (nov. de Majorin, 7, 1, 9 ; nov. de Valentinien, 31, 1, 6). Le consentement du mari à certains actes passés par la femme se traduit aussi par une *subscription* : « *consensum pariter atque subscriptionem instrumentis præbere* » (Code Théodosien, III, I, 3). On envisage comme une chose possible que le *pater* ajoute sa *subscription* à l'*instrumentum matrimoniale* (Code, L. V, t. IV, c. 2) puisque Septime Sévère et Caracalla croient utile de décider que l'absence de cette *subscription* n'empêchera pas le consentement au mariage d'être valable.

Il est plus difficile de savoir quelle était la forme de la *subscription* du créancier gagiste qui, d'après deux passages de Marcien et de Modestin (Code, L.XX, t. VI, const. 8, § 15, et 9, § 1), suffisait à faire présumer le consentement de ce créancier à l'aliénation du gage par le débiteur, ou l'abandon de son rang en faveur d'un autre créancier gagiste. Suivant Cujas (Commentaires sur les Digestes de Julien, L. 39, sur la loi 92 de *Legatis* I), ce serait une déclaration expresse de son intervention à l'acte, par exemple : « *Titius instrumento emtionis contractæ inter illum et illum proprio chirographo subscripsi* ». Suivant

Bruns (1), le cas visé serait celui où le créancier aurait été présent à l'acte seulement comme témoin, et sa *subscriptio* serait l'indication de son nom telle qu'elle est usitée en pareille matière. Cujas se fonde pour repousser cette dernière manière de voir, sur la loi 39, Dig. *de pignorat.* (XIII, 7) où Modestin déclare que le fait par le débiteur gagiste d'avoir apposé comme témoin son sceau et son nom au testament dans lequel le créancier disposait du bien donné en gage comme d'un objet qu'il aurait acheté, ne suffisait pas à faire présumer que ce débiteur avait renoncé à la propriété de son bien. Mais on répond qu'à cette époque les testaments étaient présentés aux témoins clos et cachetés, qu'ainsi ils ne pouvaient avoir connaissance de leurs clauses, tandis qu'ils connaissaient celles des contrats auxquels ils figuraient, et que par suite on ne peut raisonner par analogie des testaments aux contrats. On ajoute que d'autres textes, dans des matières contractuelles, admettent cette renonciation tacite par le simple *signum*, « *præsentē et adsignante* » (Dig. L. XXX, l. 92) ; par la simple présence comme témoin : « *si quasi testis adfuit* » (Dig. L. XXI, l. 34, § 2). Enfin dans cette matière même du gage, on discute (Dig. L. XX, t. I, l. 26, § 1) sur le point de savoir si on devait sous-entendre le consentement à un acte de la part de celui qui l'avait écrit sous la dictée d'un autre, même s'il n'avait pas apposé son *signum*, ce qui suppose que, dans le cas où il l'aurait fait, il n'y avait pas de con-

(1) *Kleinere Schriften*, t. II, p. 104.

troverse. Mais il faut remarquer que dans ce texte les mots « *signo suo* » sont accompagnés de ceux-ci : « *aut scriptura sua* », et comme d'autre part, si Bruns a réfuté l'opinion de Cujas qu'il ne puisse pas être dans les lois 8 et 9 *Quibus modis*, question de la *scriptio* comme témoin, il n'a pas démontré qu'il ne puisse être question que de cela, il y a lieu de conclure à la possibilité de l'existence de *subscriptions* des créanciers gagistes, par lesquelles ils renoncent formellement à leur droit.

IV. — Il se peut aussi que l'acte étant valable sans le consentement du *subscriptor*, celui-ci intervienne pour lui donner une force juridique plus grande, en y ajoutant l'autorité de son nom ou de sa solvabilité.

C'est d'abord le cas de la caution. Sans doute en règle générale, le cautionnement était plutôt conclu dans le texte même du contrat, comme dans les triptyques de Transylvanie, cependant rien ne s'opposait à ce qu'on l'écrivit en dessous, surtout quand le cautionnement était conclu postérieurement au contrat principal, et en effet, c'est ce qui arrivait, comme nous le montrent les expressions des textes : « *lecta subscriptione fidejussionis* » (Dig. L. XLVIII, l. 68, § 1) ; « *si non subscripsisti quasi fidejussor* » (Code, L. V, t. XXXVII, c. 15) ; « *si mulier in instrumento mutui viro suo consentiat aut subscribat* (1) » (Nov. 134, ch. 8), et une vente de l'an 160 (2)

(1) *Sic*, Bruns. *Kleinere Schriften*, le texte latin de l'édition Schœll porte *scribat*, mais le texte grec porte bien « *υπογραφει* ».

(2) Girard, *Textes*, p. 724.

porte au milieu des indications des noms des *signatores* :

« Αλεξανδρος Αντιπατρι σεκοδο αυκτωρ σεγναι ».

La caution apportait à l'auteur principal de l'acte l'appui de sa solvabilité ; dans un certain nombre de textes relatifs au droit pénal, on voit, toujours au moyen d'une *subscriptio*, des accusateurs secondaires, apporter à l'accusateur principal l'appui de leur nom et de leur responsabilité. La *subscriptio* est si universellement employée pour cela que ces aides-accusateurs sont toujours désignés sous le nom de *subscriptores* ; ainsi dans Cicéron, *In Q. Cæcilium div.*, c. 15, § 47-49 : « *venit paratus cum subscriptoribus exercitatis et disertis* » « *Appuleium esse video proximum subscriptorem* », et Asconius ajoute : « *Subscriptores dicuntur qui adjuvare accusatorem causidici solent* ». D'autres passages de Cicéron, font encore mention de cette *subscriptio* : *Ad Quintum fratrem* 3, 3, 2 « *Gabinium de ambitu reum fecit P. Sulla subscribente privigno Memmio* » *In Q. Cæcil.*, § 49 : « *Quartum quem sit habiturus non video, nisi quem forte ex illo grege moratorum, qui subscriptionem sibi postularunt* ». Ainsi encore Velleius (2, 69) dit : « *Capito.. Agrippae subscripsit in C. Cassium* » (1). Si, comme il semble, il résulte de l'étude des différents genres de *subscriptiones* qu'elles consistent toujours, jusqu'aux derniers temps du droit, en une phrase plus ou moins longue et jamais en une simple signature du nom, il faut admettre qu'ici aussi le *subscriptor* apposait au bas de l'accusation quelques

(1) Voir aussi Pline, Ep. V, 1 : « *subscripsit centumvirale iudicium* ».

mots par lesquels il déclarait entendre partager avec l'auteur principal la responsabilité et toutes les suites de droit de cette accusation.

V. — Une autre forme de consentement donné par la *subscriptio* au contenu d'un acte étranger, consiste à reconnaître la véracité des faits énoncés dans l'acte souscrit. C'est ainsi qu'un texte du Digeste (L. XLIV, t. VII, l. 61, pr.) entend le mot *subscriptio* « *Procurator Seii admisit subscriptionem ad argentarium vascularium in verba infra scripta* : Δουκιος Καλκυνδιος επεγγων καθως προγεγραπται εστιν λοιπα παρ' ημιν, οφειλομενα τω δεινι τοσα ». C'est ainsi encore que d'autres textes désignent l'admission d'une reddition de compte : « *Quem rationes reddere volo ejus temporis, quod erit post novissimam meam subscriptionem... postea rationes subscripsit... quæro an heredes ab Erote nihil exigere debent ejus temporis, quo Lucius Titius subscripsit* » (Dig. L. XXXIV, t. III, l. 12) et « *Reipublicæ rationes subscriptæ et expunctæ adversus eum quidem qui administravit, ultra viginti, adversus heredem vero ultra decem annos retractari non possunt* » (Dig. L. XLIV, t. III, l. 13, § 1). C'est encore le verbe *subscribere* qu'on emploie pour désigner l'acceptation d'une sentence arbitrale : Code, L. II, t. LV (LVI), c. 4, § 6 : « *Si quis autem post arbitri definitionem subscripserit εμμενειν, vel στοιχειν, vel πληρουν, vel παντα ποιειν, vel διδουαι* ».

VI. — Il se peut enfin que la *subscriptio* soit une réponse à l'acte sous lequel elle se trouve, qu'elle serve à

une autorité à accorder au bas d'une requête ce qui lui était demandé par cette requête.

Ainsi, dans la procédure de la *potioris nominatio* pour la tutelle, les magistrats répondaient au bas des *litteræ* qui leur étaient remises. « *Illud curare debet ut intra diem decimum quam litteras reddidit magistratibus, rescriptas deponcat, et ubi eas acceperit per dinumerationem simili modo reverti debebit et si sessionem invenerit pro tribunali, reddere prætori ut subnotet sua manu quod volet* » (Frag. du Vatican, 163). Il est probable que c'est cette réponse *propriâ manu* que Constantin impose aux présidents de province dans la loi 2 au Code I, 51 quand il dit : « *Præsides non per adssessores, sed per se subscribant libellis* » et qu'il punit d'exil l'assesseur qui se permettrait cette « *subscriptionem inconsultis nobis* » en réservant des peines encore plus sévères pour le *præses*.

Une inscription de l'an 155, rapportée dans Orelli (n° 4370) (1), comprend une requête d'un affranchi impérial qu'un pontife transmet à un de ses collègues *promagister collegii pontificum* (*Velius Fidus Jubentio Celso collegæ suo salutem*) et ce Jubentius Celsus, au-dessous de la requête qui tendait à obtenir un permis d'inhumer, a écrit : « *Decretum : Fieri placet ! Jubentius Celsus promagister subscripsi* ». Ce qui constitue la *scriptio*, ce sont les mots précédents : *Fieri placet*.

Sous un titre de papyrus de Ravenne qui est repro-

(1) C. I. L. VI, 2120.

duit dans Marini (1), et dans lequel des particuliers demandent communication d'une pièce, après la constatation par l'écrivain du titre que les magistrats ont consenti à cette communication : « *Petrus Taurinus, Johannes dixerunt : Gesta vobis competens ex more edere curabit officium* », deux fois le mot *edantur* est écrit, les deux fois de mains différentes, comme on peut s'en assurer par le *fac-simile* de Marini, et d'une façon qui rappelle beaucoup la disposition matérielle de nos signatures modernes. Certainement ces deux mots sont de la main de chacun des magistrats, qui ne se contentent pas de leur décision orale, mais y joignent un ordre écrit de communication, ordre auquel *l'exceptor*, employé des archives, a obtempéré, ainsi qu'en fait foi une dernière *subscriptio* : « *Fl. Severus exceptor edidi.* »

La *subscriptio imperialis* est aussi une sorte d'ordonnance rendue au-dessous et en réponse d'une requête. Les constitutions rendues en cette forme s'opposent à celles qui étaient rédigées sur un titre indépendant de la demande et qu'on désignait sous le nom d'*epistulæ*. Ulpien fait allusion à ces deux sortes de constitutions en leur accordant à toutes deux la même force de loi. Dig. L. IV, t. I, l. 4, § 1 : « *Quodcumque igitur imperator per epistulam et subscriptionem statuit.. legem esse constat* ». Il est fait allusion à ces rescrits rendus sur le titre même dans plusieurs textes : Gaius, Comm. I, § 94 « *idque subscriptione divi Hadriani significatur* ». Paul, Dig. L. IV,

(1) *Papiri Diplomatici*, Tab. III.

t. VII, l. 32, § 14 : « *libello cujusdam id querentis imperator Antoninus subscripsit.* » Inst. L. II, t. XII pr. : « *Quod quidem.. subscriptione divi Hadriani etiam dimissis militia, id est veteranis, concessum est* ». et Code L. VII, t. XLIII, c. 1 : « *propter subscriptionem patris mei* » dit l'empereur Titus Aélius Antoninus. — L'*epistula* paraît avoir été de règle pour les fonctionnaires, la *subscriptio* pour les simples particuliers (1). Cela se comprend, car, muni d'un rescrit séparé de son *libellum*, un particulier aurait pu aller trouver le juge, et lui présenter un état de fait différent de celui qu'il avait exposé au prince et qui avait motivé le rescrit, les rescrits étant généralement plutôt des décisions d'espèces que la position de règles de droit générales.

SECTION II. — Subscriptiones attestatives d'authenticité.

§ 1. — Sur un acte propre.

La *subscriptio* est parfois une note de l'écrivain du titre indiquant son nom et énonçant qu'il a écrit sous la dictée de la partie ou qu'il a rédigé l'acte. Ainsi les notaires (2) (*forenses, tabularii*) à l'époque où il est devenu d'usage de faire rédiger par eux les actes juridiques, écrivent au bas la mention : « *Ego N. N. forensis, hanc*

(1) Krüger, *Sources du droit romain*, trad. Brissaud, p. 128.

(2) Sur la « *completio* » notariale, voir Brünner. *Zur Rechtsgeschichte der römischen und germanischen Urkunden*, p. 73 sqq.

donationem complevi et absolvi ». Cette formule se trouve dans une foule de titres du V^e au VII^e siècle (Papyrus de Ravenne). Il faut remarquer qu'une constitution de Justinien (Code, L. IV, t. XXI, c. 17), emploie des expressions absolument correspondantes, quand elle ordonne que les divers actes écrits, (contrats, donations, transactions) « *si per tabellionem conscribantur* » n'auront de valeur juridique que si « *etiam ab ipso completa et postremo partibus absoluta sint.* » Il est probable d'après cette concordance avec les titres qui nous sont restés, avec aussi un texte presque semblable aux *Institutes* (L. III, t. XXIII, pr.) que le participe *absoluta* se rapporte à un acte du notaire aussi bien que *completa*, que *partibus* est un datif : pour les parties, et qu'il ne faut pas lire, comme Krüger l'a fait, d'après une scholie, *a partibus*, ce qui ferait double emploi avec un membre de phrase qui précède : « *subscriptionibus partium confirmata* ». Du reste dans les monuments que nous avons, la *scriptio* du notaire suit toujours celle des parties (1).

(1) L'indication de l'écrivain du titre faite par lui-même et à la fin de l'acte se trouve aussi dans un papyrus provenant de l'île Elephantine et datant de 153 ou 154. (Bruns-Fontes p. 324). La même mention existe fréquemment dans des titres anciens, mais autrement que sous la forme d'une *scriptio* : dans les diptyques ou triptyques on la trouve parfois dans la *scriptura exterior* : Triptyque de l'an 56. Bruns, p. 318. Triptyque de l'an 57, Girard, *Textes*, p. 733, n° 5. D'autres fois elle figure dans la *scriptura interior* : Triptyque de l'an 55 et de l'an 57. Bruns, p. 317, et triptyque de Transylvanie de l'an 164. Girard, p. 727.

§ 2. — Sur un acte étranger.

I. A ce genre de *subscriptio* appartiennent les annotations de la Chancellerie impériale. On trouve fréquemment au bas des constitutions le mot « *Recognovi* ». *Recognoscere*, c'est dans la langue spéciale de la Chancellerie, certifier la concordance d'un écrit avec ce qui a servi de base pour le rédiger ; si l'écrit a été dicté, c'est la reconnaissance de l'exactitude du texte écrit par celui qui l'a dicté ; s'il a été copié, c'est la certification après collationnement de la concordance du titre original et de la copie. D'une part cette dernière signification étant la plus générale et la plus technique, d'autre part le texte des constitutions impériales étant rédigé dans les bureaux de la Chancellerie et non dicté, c'est à une attestation de conformité de copie qu'il faut penser ici.

On comprend facilement l'utilité d'une prise de copie officielle des constitutions impériales. Il était en effet nécessaire qu'un exemplaire de la décision de l'empereur fut porté à la connaissance des intéressés soit par l'envoi au pétitionnaire, au magistrat qui avait transmis la demande, au juge chargé de résoudre la question litigieuse, au fonctionnaire chargé d'exécuter l'ordre de l'empereur, soit par la publication usitée par voie d'affiches dans un lieu public. D'un autre côté suivant une coutume ancienne, déjà en vigueur sous la République

pour les consuls, la Chancellerie impériale conservait un exemplaire des décisions rendues par l'empereur et les classait au rang des *commentarii* ou *regesta*. Il fallait donc deux exemplaires authentiques de chaque constitution : l'original et la copie certifiée conforme ; mais il est plus difficile de savoir lequel était envoyé aux parties. Il semble que, au moins depuis le temps de Dioclétien, c'était l'original ; ainsi le décide un rescrit de l'an 292 : « *Sancimus ut authentica ipsa atque originalia rescripta et nostra manu subscripta insinuentur* ».

On trouve aussi à la suite de la *subscriptio* de l'empereur une sorte de contre-seing du *quæstor sacri palatii*. Dans deux constitutions, l'une de Justin de 570, l'autre de Tibérius de 582, qui figurent dans les *Alia constitutiones du Corpus*, entre la salutation de l'Empereur et la date se trouvent ces deux mots : *quæstor legi*. Ce mot *legi* se retrouve dans une novelle de Justinien, la novelle 105, dans l'*epilogus*, seul il est vrai cette fois, mais il est permis de présumer au moins par analogie que là aussi c'était un annotation du questeur. Cette annotation, Justinien, nous donne l'explication de son utilité, dans la novelle 114, où il exige absolument une *adnotatio subjecta* du questeur, avec défense d'employer un titre qui n'en serait pas revêtu, et des peines sévères contre ceux qui en emploieraient. Il ne se contente pas du simple mot *legi* et veut que le questeur indique dans son *adnotatio* entre quelles parties la décision impériale a été rendue, à qui elle était adressée, etc., mais il sem-

ble que les questeurs, trop grands personnages pour entrer dans ces minuties, ne se soient pas conformés à l'ordre impérial puisque les constitutions postérieures que nous venons de citer ne portent que le mot *legi*.

II. La *subscriptio* des témoins est aussi une *subscriptio* émanant d'une personne étrangère à l'acte, et servant à en prouver l'authenticité et à le garantir des falsifications. Sous le Bas-Empire cette *subscriptio* est devenue nécessaire, exigée légalement pour certains actes, mais depuis longtemps déjà on faisait mention sur l'acte de la présence des témoins.

Dans les diptyques et triptyques leurs noms accompagnent leurs sceaux ; dans les triptyques de Transylvanie, sur la 4^e page, à gauche de la rigole qui, remplie de cire, recevait l'apposition des *signa*, une place était réservée à ces noms qu'on écrivait au génitif, ce qui établit bien la corrélation entre le sceau et le nom. Quel est le but que l'on poursuivait par l'indication de ces noms ? Il n'y a pas à penser à une signature de main propre, semblable à la signature moderne. En effet, dans quelques-uns au moins de ces titres, tous ces noms sont écrits de la même main, celle de l'écrivain du contrat. Il en est ainsi pour le 6^e titre de Transylvanie, dans le *Corpus inscriptionum*. Non, c'était une simple précaution matérielle : par l'apposition des cachets on cherchait à préserver le titre de toute altération ou falsification, celles-ci ne pouvant avoir lieu qu'après la rupture du fil qui réunissait les tablettes ou

des cachets qui assujettissaient les extrémités de ce fil, rupture qui aurait laissé des traces, aurait dénoncé la falsification et enlevé ainsi toute force probante à la *scriptura interior*. Si l'on écrivait à côté les noms de ceux qui avaient apposé les cachets, c'était pour permettre de les retrouver plus tard, de les faire venir quand le moment serait arrivé d'ouvrir le contrat ou le testament, et de leur demander s'ils reconnaissaient l'effigie qu'ils avaient autrefois imprimée dans la cire. C'est ce que laissent à entendre Paul (*Sent. V, 25, 6* : « *eas tabulas adhibitis testibus ita signari ut in summa marginis ad mediam partem perforatæ triplici lino imprimantur, ut exteriori scripturæ fidem interior servet. Aliter tabulæ prolatæ nihil momenti habent* ») et Suétone (Nero 17, *Adversus falsarios tunc primum repertum*).

On appelle *adsignare* cet acte des témoins (Code, L. VIII, t. XL (XLI) c. 6 : *frustra ex eo quod tabulas obligationis ut testis adsignavit, conveniris*, et on peut voir là l'origine de la *notitia testium*, qu'on trouve déjà dès le II^e ou III^e siècle à la fin de la *donatio Syntrophî* (1) : « *M. Clodi Saturnini, A. Cascelli Doryphori, T. Flavi Pii, T. St...Ti. Claudi Phileti* » et ensuite dans presque tous les titres des V^e et VI^e siècles. (Spangenberg, *Tabulæ negotiorum*, p. 129, 212, 217 etc.).

La forme matérielle des titres ayant changé, les rouleaux de *papyrus* et de parchemin ayant succédé aux ta-

(1) M. Girard, *Textes*, p. 711.

bllettes de cire, la garantie qu'offrent les témoins pour la conservation intégrale du contrat dut se manifester d'une autre façon. Il n'y a plus maintenant une double écriture intérieure et extérieure, il n'est donc pas possible, si l'on veut consulter les clauses du titre, de le sceller comme autrefois. C'est au-dessous du texte qu'on fait mention de la présence des témoins et l'indication du nom du témoin suivie du mot *testis* est alors souvent accompagnée d'un énoncé sommaire de la nature du contrat auquel il a assisté. C'est ainsi que dans une donation de 491 (1), il est dit « *Fl. Gregorius V. C. huic donationi rogante Maria, ipsa præsente, testis subscripsi* ». Dans une autre de 553 (2), l'énoncé est encore plus complet : « *Bassus, V. C. huic donationi rogatus a Runilone donatrice ejusque jugale... quibus me præsente relicta est et signa fecerunt, testis subscripsi et me præsente tradita est donatio* ». On insère aussi dans la *subscriptio* du témoin les principales conditions du contrat : dans les contrats de vente on y indique presque toujours le prix de vente : « *Ego testis subscripsi et XX solidos pretium ei in præsente adnumeratos et traditos vidi* » (3).

On voit par les termes employés dans ces formules (*subscripsi...*) qu'on désignait cette affirmation des témoins du nom de *subscriptio*. La loi 14 au Code, L. IV,

(1) Marini, p. 130. Spangenberg, p. 178.

(2) Marini, p. 121.

(3) Spangenberg, *Tab. neg.*, p. 257. Marini, p. 178, n° CXVI.

t. II, ferait allusion aussi à la *subscriptio* des témoins par les mots : « *Mutux pecuniæ, quam aliis dedit, creditor citra solemnitatem verborum subscribentem instrumento non habet obligatum* » d'après la Schol. 1 Bas. 23, 1, 58 : « *Ἀπλως, ουτως ως μαρτυς* » et la glose « *ut testis non ut se obliget* » mais les mots *citra solemnitatem verborum* semblent indiquer que le texte fait une opposition non entre la *subscriptio* du témoin et la *subscriptio* de l'auteur principal, mais entre la simple *subscriptio* et la stipulation et décide que celle-ci seule, en l'absence de numération d'écus, suffit à obliger l'emprunteur. — Mais d'autres textes du Code mentionnent certainement cette *subscriptio* et même l'exigent : ainsi L. VII, t. VI, const. 1, § 1 c. ; pour la *manumissio per epistulam* qui doit se faire « *quinque testibus adhibitis qui sive in subscriptione positas... litteras supponentes fidem perpetuam possint chartulæ præbere...* » ; L. IV, t. XXIX, c. 23, § 2, pour le cautionnement des femmes : « *nisi instrumento publice confecto et a tribus testibus subsignato* », (*subsignatum* signifie ici non sous-scellé mais *subscriptum*, dans le sens qu'indiquent Paul et Festus) ; — L. VIII, t. XVII (XVIII) l. 11 : « *trium vel amplius virorum subscriptiones eisdem idiochiris contineantur* ». — On retrouve ce *subscribere* ou υπογραφειν, dans les nouvelles à propos des *pacta nuptialia* (nov. 74, c. 4, § 1) et de la *legitimatio* (nov. 117, ch. 2 : εχοντι υπογραφας τριων μαρτυρων).

Telles sont les mentions le plus souvent désignées par

le mot *subscriptio*, celles pour lesquelles ce mot est employé d'une façon technique, mais cette énumération n'a rien de limitatif, et l'on trouve même dans les textes juridiques cette expression appliquée par exemple à des additions quelconques faites au bas d'un acte. On trouve une addition de ce genre relativement au *beneficium inventorii*. Code, L. VI, t. XXX, c. 22, § 2 b : « *Subscriptionem supponere heredem necesse est, significantem et quantitatem rerum et quod nulla malignitate circa eas ab eo facta...* » L'addition peut être postérieure à l'acte : ce peut être l'indication du paiement faite au-dessous de l'*instrumentum* qui avait constaté la dette. Ainsi dans les tablettes de Pompéi, l'esclave parfois a écrit *subscripsi*. Ainsi encore deux textes désignent une quittance, donnée très probablement sur le titre de la créance à éteindre : Dig. L. XXIII, t. III, l. 9, § 3 : « *Mulier res.. in libellum solet conferre eumque libellum marito offerre ut is subscribat quasi res acceperit* » et Code, L. IV, t. XXI, c. 19, § 1. « *Si voluerit is qui apocham conscripsit vel exemplar cum subscriptione ejus qui apocham suscepit ab eo accipere vel antapocham suscipere...* » Dans son sens large, *subscriptio* désigne n'importe quelle chose écrite au-dessous de n'importe quelle autre.

CHAPITRE II

DIFFÉRENTS CAS OU UNE SUBSCRIPTIO ÉTAIT NÉCESSAIRE OU USITÉE.

SECTION I. — Actes publics.

§ 1. — Lois.

Autant que nous en pouvons juger par les monuments qui nous ont été transmis et par le silence des textes, les lois de l'époque royale et de la période républicaine ne portaient aucune *subscriptio* ni signature. On s'explique facilement qu'il n'y eut pas de *subscriptio* confirmative puisque les lois prenaient leur force dans le consentement même du peuple et n'avaient besoin pour valoir juridiquement ni d'être sanctionnées ni d'être promulguées. Mais on aurait compris volontiers la présence de *subscriptiones* attestant l'authenticité du texte législatif, et cependant elles font défaut ; comme chez nous un protocole précède le texte, on l'appelle *præscriptio* et nous le possédons presque complètement dans la loi Quinctia de l'an 745 (1) : « *T. Quinctius Crispinus consul populum jure rogavit populusque jure scivit in foro pro rostris ædis divi Julii pridie K. Julias*

(1) M. Girard, *Textes*, p. 79.

Tribus Sergia principium fuit, pro tribu Sex. . L. f. Virro primus scivit » et plus ou moins mutilé dans la loi agraire de 643 (1), la loi Cornelia *de XX quæstoribus* (2), la loi Antonia *de Termessibus* (3) etc., mais il n'y a ni formule finale des rédacteurs de la loi, ni attestations d'autorités quelconques qui garantissent qu'on a bien le texte voté. Cette absence d'authenticité pouvait avoir de graves inconvénients : permettre les altérations ou les substitutions dans les lois. Sans doute le texte des lois était déposé dans l'*ærarium* (4) et les questeurs devaient probablement, comme pour les sénatus-consultes, s'assurer si le document qu'on leur présentait avait bien été rendu en réalité, mais il paraît qu'ils ne s'acquittaient pas toujours consciencieusement de cet office, et qu'ils se déchargeaient souvent de ce soin sur des employés d'un ordre inférieur. Cicéron, *De legibus*, 3, 20 s'en plaint vivement : « *Legum custodiam nullam habemus itaque ex leges suat, quas adparitores nostri volunt, a librario petimus, publicis litteris consignatam memoriam publicam nullam habemus* » et une loi avait été portée « *ne clam ærario inferri liceret* ».

On ne doit pas considérer comme des *subscriptiones* les dispositions finales des lois, qui en assurent l'application en édictant des peines, la *sanctio*, comme les dési-

(1) M. Girard, *Textes*, p. 43.

(2) — — — p. 57.

(3) — — — p. 59.

(4) Mommsen, *Droit public*, IV, 246.

gne la *lex* de *Imperio Vespasiani* (1). Elles appartiennent à la loi même, à sa partie principale, et font corps avec elle.

§ 2. — **Sénatus-consultes.**

Il en est à peu près de même dans les sénatus-consultes. En sus de l'indication, en tête, des consuls qui avaient consulté le Sénat, ceux que nous possédons portent souvent (2) la mention de plusieurs noms (généralement 3, quelquefois 2, parfois davantage) précédés des mots *scribendo adfuerunt*.

C'était le magistrat qui avait posé la question au Sénat et ainsi provoqué sa résolution qui rédigeait par écrit, *prescribat*, le sénatus-consulte, et cela après la fin de la séance du Sénat. Mais il était assisté à ce moment de plusieurs sénateurs qui veillaient à ce que les résolutions inscrites fussent bien celles rendues par le Sénat. Ce sont ces sénateurs requis par le magistrat ou plus souvent lui apportant leur concours volontaire, qui sont mentionnés par ces mots *scribendo adfuerunt*, mais cette mention de leur présence n'était pas faite par eux-mêmes et de plus elle se trouve généralement au commencement du sénatus-consulte, après le préambule qui relate la consultation demandée par le consul.

Du reste il n'y a pas trace d'une attestation de la main d'aucun des sénateurs, ni de celle des consuls. On indi-

(1) M. Girard, *Textes*, p. 81.

(2) M. Girard, p. 111. S. C. *des Bacchanales*.

que seulement à la fin le nombre des sénateurs qui siégeaient. « *In senatu fuerunt CCCLXXIII* (1). »

On trouve aussi à la fin le mot *censuere* (2). Il paraît bien désigner la décision même du Sénat, en réponse aux propositions des consuls. Cependant s'il fallait en croire Valère Maxime (2, 2, 7) il ferait allusion au consentement des tribuns du peuple : « *Veteribus senatus consultis C. littera subscribi solebat, eaque nota significabat illa tribunos quoque censuisse* » mais les tribuns ne participaient pas au vote, et il doit plutôt s'agir des sénateurs eux-mêmes (3).

Le défaut de signature des sénatus-consultes avait les mêmes inconvénients que pour les lois, et, d'après Cicéron, plusieurs fois, des sénatus-consultes « *falsa* » ou « *nunquam facta ad ærarium deferebantur* » et quand on voulait s'assurer de leur authenticité on était obligé de recourir à l'intervention de témoins, principalement des consuls qui y étaient dénommés, ainsi que Plutarque le rapporte de Caton (*Cato minor*, 17, 3).

§ 3. — Constitutions impériales.

Quand il s'agit des constitutions, le mot *subscriptio* a deux sens bien distincts : parfois il désigne la constitution elle-même quand la décision de l'empereur a été

(1) Sénatus-consulte Hosidien, *Textes*, p. 113.

(2) S. C. Hosidien. S. C. de *Asclepiade*. Bruns Fontes, 5^e éd., p. 182.

(3) Mommsen, *Droit public*. Trad. Girard, t. VII, p. 204, n. 7.

rendue au bas de la requête qui avait provoqué cette décision, mais souvent aussi la *subscriptio*, c'est l'une quelconque des mentions accessoires qui viennent s'ajouter à la constitution pour la compléter et en confirmer l'authenticité.

Vient d'abord la *subscriptio* de l'empereur lui-même, confirmant le titre écrit par un fonctionnaire, et consistant tantôt en une formule de politesse, tantôt en un simple *Rescripsi*. Une constitution de l'empereur Léon (Code, L. I, t. XXIII, c. 6) nous apprend qu'il se servait pour cela d'encre pourpre.

Après la *subscriptio* de l'empereur, le contre-seing (*Legi*) du questeur, et l'indication de prise de copie et de collationnement émanant de la Chancellerie impériale (*Recognovi*).

Puis la date à laquelle la constitution a été rendue, précédée généralement des mots *data*, *accepta* ou parfois *proposita*, en abréviation Pp. Ce dernier terme qui désigne l'affichage des constitutions a donné lieu à quelques difficultés. Pour les édits on admet facilement l'affichage, qui correspond bien à la nature de cette décision générale ; et du reste au bas de deux édits de Valentinien (nov. de Valentinien 9-1, 14-1), celui-ci ordonne de sa main qu'ils seront affichés : « *Proponatur amantissimo populo nostro romano* ». L'affichage avait lieu d'abord par les soins de l'administration centrale, puis dans les chefs-lieux et villes principales des provinces par les soins des fonctionnaires inférieurs.

Des instructions spéciales étaient envoyées en ce sens. C'est d'après Krüger ce que signifient les *subscriptions* : *prælata litteris* (Code Théodosien, 7, 8, 11. — 9, 3, 4. — 11, 12, 4) ou *pp. in programmata edicto* (Code Théodosien, 11, 1, 25. *Nov. Val.* 26, 1) ou *antelata edicto* (*Nov. Val.* 20-1, 22-1, 24, 1).

Pour ce qui est des rescrits, la question est beaucoup plus controversée. Se fondant sur le caractère de particularité de ces sortes de décisions, les jurisconsultes modernes étaient à peu près tombés d'accord (1) que l'affichage leur était étranger. Cependant le mot *propositum* se trouve dans la *subscriptio* des deux premiers rescrits datés que nous ayons au Code, tous deux d'Antonin le Pieux, l'un de l'an 150 (L. II, t. XII, c. 1), l'autre de l'an 155 (L. II, t. I, c. 1) et dans un grand nombre d'autres, nombre d'abord assez modéré (on en a compté 22 d'Hadrien à Pertinax), se développant avec Septime Sévère (100 sous ce prince), atteignant son maximum avec Dioclétien, pour disparaître brusquement sous Constantin.

Pour ne pas en tenir compte, on était obligé de soutenir que ce mot *proposita* avait été introduit dans les compilations de Justinien par suite d'une confusion : les mots *data* et *subscripta* se trouvaient seuls dans les rescrits, mais dans les édits on trouvait les trois mots : *data*, *subscripta* et *proposita*, ce qui s'explique, puisque ceux-ci étaient affichés ; les compilateurs, quand ils se sont

(1) Sauf Huschke, *Zeitsch. für geschichtl. Rechtswiss.*, XII, 192.

trouvés en face de rescrits où aucun mot ne précédait la date, auraient fait appel aux *subscriptiones* habituelles des édits pour maintenir l'harmonie dans leur œuvre, et auraient mis indifféremment les mots : *data*, *subscripta* ou *proposita*, sans se douter (ce qui était déjà peu vraisemblable) que les rescrits n'étaient pas affichés.

Une inscription trouvée en Thrace près du village de Skaptoparène (1) a complètement détruit cette théorie. Le préambule de cette copie d'un rescrit, contient en effet les mots : « *Descriptum et recognitum factum ex libro libellorum rescriptorum a domino nostro imperatore Cæsare M. Antonio Gordiano Pio Felice Augusto et propositorum Romæ in porticu thermarum Trajanarum* ». Ainsi donc les rescrits pouvaient être affichés et l'étaient assez généralement pour qu'on tint un registre spécial pour recevoir ceux qui devaient être affichés.

Ce fait de l'affichage des rescrits permet de comprendre la décision déjà citée d'Ulpien : « *Quodcumque imperator per epistulam et subscriptionem... statuit..., legem esse constat* » qui s'expliquait difficilement pour des rescrits qui n'auraient pas été portés à la connaissance du public. Aussi certains jurisconsultes (2) voyaient là une interpolation. Au contraire ceux qui étaient affichés ac-

(1) Maintenant Dchumaja en Bulgarie. C'est une table de marbre trouvée en 1868 et publiée par Mommsen (*Zeitschrift für Savigny Stiftung*, t. XII, p. 244, sqq.) et par Scialoja (*Bulletino dell'Inst. di diritto romano*, 5^e année, fasc. 1, p. 23, sqq.). Elle contient, après un préambule en latin, une requête des habitants du village à l'empereur et l'exposé de la question à un magistrat, tous deux en grec, puis le rescrit impérial en latin.

(2) Notamment Pernice, *Zeitschr. der Sav. Stif.*, VI, 298.

quéraient par là une notoriété générale et il est probable que c'est à eux que les jurisconsultes ont pensé en attribuant aux rescrits la force de loi, d'autant que c'était ceux-là seuls qu'ils avaient sous les yeux.

§ 4. — Traités.

Les traités internationaux sont en droit moderne une des sortes d'actes où la signature a la plus grande importance ; elle y est entourée généralement de formalités et de précautions, et jusqu'à la signature le traité n'est qu'à l'état de projet. En était-il de même chez les Romains ? Nous savons par Polybe et par Suétone que les traités étaient dressés par écrit, gravés sur des tables de bronze et conservés au Capitole dans le temple de Jupiter. Mais les fétiaux qui étaient chargés de leur conclusion y apposaient-ils leur signature ? Il y a là-dessus un passage de Tite Live (9, 5, 4) à propos des Fourches Caudines : « *Spoponderunt consules, legati, quæstores, tribuni militum, nominaque eorum, qui spoponderunt exstant ; ubi si ex fœdere acta res esset, præterquam duorum fetialium, non exstarent* »... et un passage de Denys d'Halicarnasse (*Antiquités*, 5, 61) à propos de la ligue des cités latines « *οι δ'ε γγραφμενοι τας συνθηκας ταυτα προβουλοι* ». De ces textes il résulte bien que le nom des plénipotentiaires se trouvait indiqué dans le texte des traités, mais nullement qu'ils fussent apposés en signature. Denys dit *εγγραφειν* et non *υπογραφειν*.

§ 5. — Conciles.

Les actes rédigés comme conclusion des synodes et conciles sont intéressants pour l'histoire des *subscriptiones* parce qu'ils contiennent la véritable *scriptio* par laquelle on adhère au contenu de l'acte souscrit, et parce qu'ils marquent un pas fait vers la signature.

Dès le concile œcuménique de Nicée (325), nous trouvons les évêques affirmant dans une brève phrase leur croyance aux dogmes promulgués. Nous avons les phrases des trois premiers. « *Osius episcopus civit. Cordubensis, prov. Hisp. dixit: Ita credo sicut supra scriptum est.* » « *Victor et Vincentius, presbyteri urbis Romæ, pro venerabili viro papa et episcopo nostro Sylvestro subscripsimus, ita credentes uti supra scriptum est.* ». Les autres *subscriptiones* nous manquent, mais il est à présumer qu'elles étaient rédigées d'une façon analogue. C'est en effet ce qui nous est affirmé pour le concile de Sardica (344) où il est dit à la fin : « *Et subscripserunt qui conveniant episcopi omnes diversarum provinciarum sic. Ego N. episcopus civitatis N et provinciæ N ita credo sicut supra scriptum est.* ».

On désigne bien sous le nom de *scriptio* cet acte d'adhésion. En effet au concile de Carthage (348), l'évêque de Carthage demande aux autres : *ut firmetis vestra subscriptione* ce qui a été décidé par l'assemblée, et tous répondent : « *Et consensisse nos, concilii hujus scripta*

testantur, et subscriptione nostra consensus declarabitur noster ». Et le texte ajoute : « *Et subscripserunt* ».

Peu à peu la formule se raccourcit, on n'en arrive pas encore à la simple signature du nom, on reste fidèle à l'habitude romaine d'écrire une phrase complète, mais on se contente du simple *subscripsi* qui n'apporte aucune idée nouvelle. Ainsi au concile d'Hippone (393), si les deux premiers évêques écrivent encore (*alia manu* est-il dit) : « *Aurelius episcopus ecclesiæ Carthaginensis his placitis a nobis omnibus confirmatis, relectis et agnitis subscripsi* ». « *Mizonius episc. placitis superius comprehensis subnotavi* », les autres écrivent simplement : « *Victorianus ep. plebis Mascilianensis subscripsi* » et de même au concile de Carthage (397) : « *Epigonius episcopus Bullensis subscripsi* ». « *Augustinus ep. plebis Hipponæ subscripsi* ». Il en est de même dans les conciles suivants.

§ 6. — Décisions des magistrats.

Là non plus aucune *subscriptio* n'était nécessaire. Dans les décisions des Sénats municipaux comme dans celles du Sénat de Rome, on trouve l'indication du nombre des présents et le *Censuere*. Dans un décret d'Herculaneum on trouve à la fin douze noms qu'on serait tenté à première vue de prendre pour ceux des magistrats, mais ce sont pour la plupart des noms d'affranchis et aucun d'eux n'est accompagné de titre de fonction.

Les ordonnances des magistrats constituaient parfois une simple *subscriptio* : lorsqu'elles étaient rendues au bas d'une requête.

D'autres fois la décision du fonctionnaire était envoyée sous forme de lettre, soit à des magistrats subordonnés, soit à de simples particuliers. Alors, comme les lettres ordinaires, elle était suivie d'une formule de politesse, écrite de la main du fonctionnaire, qui faisait connaître ainsi son adhésion au texte rédigé par son secrétaire et lui donnait l'authenticité nécessaire.

Pour les décisions qui étaient écrites de la main du fonctionnaire, aucune *subscriptio* n'était nécessaire, et c'est probablement pour cela que les divers décrets et autres actes administratifs du temps de la République qui nous ont été transmis, en particulier la lettre des consuls qui suit le sénatus-consulte des Bacchanales (1), le décret d'Æmilius Paulus de Lascutanis (2), et celui d'Agrippa proconsul de Sardaigne ne contiennent aucune formule finale ni rien qui ressemble à une signature. Il serait difficile d'admettre qu'une *subscriptio* ait été nécessaire dans ces actes et qu'elle ait disparu seulement dans les copies qui nous sont parvenues. Cette omission générale serait bien singulière, alors que les Romains transcrivent généralement avec le plus grand soin tous les détails des titres juridiques et que, par exemple dans le sénatus consulte qui précède l'une de

(1) M. Girard, *Textes*, p. 111.

(2) M. Girard, p. 141.

ces pièces, le sénatus-consulte des Bacchanales, la formule finale de la décision du Sénat a été reproduite sur la table de bronze.

Sous l'Empire, l'usage des secrétaires et des employés de chancellerie s'étant développé, les pièces n'étant plus généralement écrites par le magistrat, les allusions à la *subscriptio* deviennent plus fréquentes. Un rescrit d'Hadrien est cité au Digeste (L. XXXIX, t. IV, c. 4, § 1) par lequel il est enjoint au *præses* qui veut, pour son usage personnel, se procurer certaines marchandises sans payer les impôts, *significet libello sua manu subscripto*.

En dehors des *subscriptions* qui s'appliquent à l'original, les copies en ont de spéciales, destinées à les certifier conformes. Suivant l'usage général des Romains, ces *subscriptions* sont rédigées de telle sorte que le nom du fonctionnaire qui émet la copie, l'*exceptor*, précède comme sujet l'attestation d'authenticité. Ainsi pour la publication du Code Théodosien : « *Et alia manu Fl. Laurentius, exceptor amplissimi senatus edidi sub die VIII, K. Januarii* » de même dans les titres judiciaires de Ravenne : « *Deusdedet, exceptor civitatis Raven. his gestis edidi tradidique* (1) » et « *Gunderit exceptor curiæ civ. Raven. his gestis ededi* (2) ». Pour ces deux derniers titres, il faut dire cependant que, suivant l'opinion de Marini et de Savigny, ce seraient les titres originaux eux-mêmes que nous aurions. Suivant le premier, le

(1) Marini, *Papiri diplomatici*, n° 115.

(2) *Ibid.*, n° 88.

mot *Edidi* serait une simple mention faite sur l'original, que copie en a été tirée pour être remise aux parties ; suivant le second, l'original serait remis aux parties et ce mot ne serait qu'une seconde déclaration de l'*exceptor*, venant après celle du magistrat et constatant l'accomplissement de l'ordre donné par celui-ci.

SECTION II. — Actes privés.

§ 1. — Contrats.

Nous avons vu que, contrairement à une opinion assez répandue, aucun texte certain à notre connaissance n'exigeait dans les titres contractuels une *subscriptio* de la part de celle des parties qui avait écrit le titre de sa main. Il en était autrement quand il avait fait rédiger le titre soit par un de ses esclaves (Ex. : Dig. L. XLV, t. I, fr. 126, § 2) soit par un *tabellio* ou un *tabularius*. La *subscriptio* était aussi usitée de la part de celui qui devenait débiteur par le contrat, quand c'était le créancier qui, suivant la coutume antique, s'était créé à lui-même un titre (Ex. : Donation de Statia Irene).

Dans les cas où une *subscriptio* avait lieu, elle n'était exigée que de l'une des parties contractantes. On a été induit à prétendre le contraire d'après la Constitution 17 au Code L. IV, t. XXI : « *Nisi instrumenta in mundum recepta subscriptionibusque partium confirmata... sint* ». Mais il semble bien qu'il ne faille pas attacher une telle

signification à ce pluriel, surtout si l'on considère que dans un passage parallèle des Institutes (L. III, t. XXIII, pr.) d'après le texte des manuscrits, le singulier est employé (1) : *In his autem quæ scriptura conficiuntur non aliter perfectam esse emptionem et venditionem constituimus* (le texte fait allusion à cette constitution 17) *nisi et instrumenta emptionis fuerint conscripta vel manu propria contrahentium, vel ab alio quidem scripta a contrahente autem subscripta*. Il s'agit ici d'une vente, et l'on a fait remarquer que dans les titres de vente qui nous ont été conservés, le paiement du prix de vente ayant eu lieu, un titre qui émanerait de l'acheteur aurait été sans objet. Le titre qu'on a en vue ici est un titre émanant du vendeur, c'est le seul dont parle Théophile dans sa paraphrase. Si ce titre est écrit par le vendeur, ni d'un côté ni de l'autre, une *subscriptio* n'est nécessaire ; si celui-ci a eu recours à une tierce personne, à un tabellion, une *subscriptio* de sa part devient nécessaire, mais aucune raison n'exige, plus que dans le cas précédent, une *subscriptio* de l'acheteur. On peut expliquer le pluriel du Code en remarquant que le mot *instrumenta* est lui-même au pluriel, ou en l'appliquant au cas de la transaction, qui est aussi visée par ce texte et dans laquelle chacune des parties cédant quelque chose émet un titre, comme si chacun était un vendeur. Du reste dans les titres contractuels reproduits par Marini, on ne trouve qu'une *subs-*

(1) Sic Krüger. — Brünner. *Zur Rechtsgesch. der röm. und germ. Urkunde*, p. 59, n. 1 ; Karlowa. *Röm. Rechtsgesch.*, 1, p. 996.

criptio, celle de la partie qui a fait rédiger l'acte, le *donator* ou le *venditor* ; dans les formules qui précèdent et annoncent la *subscriptio*, il n'est question que d'une seule, et les témoins n'attestent l'accomplissement de cette formalité que de la part d'une partie. Si l'on admettait l'interprétation littérale de la loi 17, il faudrait admettre que tous ces titres étaient nuls et sans aucune valeur. On ne peut supposer que cette constitution n'ait pas été appliquée, puisque les formules de certains de ces titres ont subi une modification introduite par cette même constitution. La *subscriptio* étant destinée à compléter un titre par celui dont il émane juridiquement et par lequel il devrait avoir été confectionné matériellement, une double *subscriptio* n'est utile que dans les cas où deux actes sont émis, où le contrat est constaté de chaque côté par la remise d'un titre, comme dans l'échange ou la transaction.

Nous avons vu que, en dehors de la *subscriptio* des parties, celle des témoins était usitée, de différentes formes suivant les époques, et même nécessaire dans certains cas (*manumissio per epistulam*, cautionnement des femmes, etc.). Déjà chez les Romains l'usage existait de faire signer certains contrats par de grands personnages, autant pour se ménager des témoignages d'une haute autorité que pour rehausser l'acte par l'éclat de noms brillants (Cicéron, *Pro Quinctio*, c. 6, 25, 21, 66).

Ce qui a été dit des contrats s'applique d'une façon générale aux donations entre-vifs. Une constitution de Zénon de 478 (Code L. VIII, t. LIII, const. 31) parle dans les titres de donation de la *subscriptio* du donateur seulement pour le cas : « *si forte per tabellionem vel alium scribantur* » et considère la *subscriptio* dans ce cas comme une *solita observatio*. La constitution de Justinien de l'an 528 (Code L. IV, t. XXI, c. 17) place la donation sur le même rang que les contrats, et dans les papyrus de Ravenne et autres de Marini, un grand nombre contiennent des donations suivies de *subscriptions*.

§ 2. — Testament.

Dans le vieux droit romain il n'existait aucune espèce de *subscriptio* dans les testaments. C'est seulement sous l'Empire que cette formalité fut introduite, Justinien nous apprend en effet dans deux passages des Institutes que ce fut par des constitutions (L. II, t. X, § 3 : « *Septem testibus et subscriptione testium, quod ex constitutionibus inventum est* » et plus loin : « *subscriptions autem testatoris et testium ex sacrarum constitutionum observatione adhibeantur* »).

I. On a cru pouvoir affirmer que cela aurait eu lieu dans les premiers temps de l'empire avant Ulpien et Paul qui parlent déjà d'*adscriptio* ou d'*adnotatio* des témoins testamentaires : « *Si quis ex testibus nomen suum non adscripserit, veruntamen signaverit, pro eo est atque*

si adhibitus non esset... et si, ut multi faciunt, adscripserit se, non tamen signaverit, adhuc idem dicemus » (Ulpien au Dig. L. XXVIII, t. I, l. 22, § 4) et « *singulos testes qui in testamento adhibentur, proprio chirographo adnotare convenit quis et cujus testamentum signaverit »* (Paul, L. XXVIII, t. I, l. 30). Mais depuis que par l'examen des testaments en forme de tablettes ou sur papyrus, on s'est mieux rendu compte de la nature du sceau dans les testaments, depuis qu'on a constaté qu'il n'était pas posé au bas du titre comme les sceaux modernes, mais qu'il servait à tenir fermé le testament qui ne devait être ouvert qu'après la reconnaissance de son cachet par chaque témoin, et que pour cette raison on inscrivait le nom de chacun auprès de l'empreinte correspondante, on a compris que l'*adscriptio*, l'*adnotatio* dont il est question dans nos deux textes n'étaient pas autre chose que cette mention du nom.

Pour ce qui est de la *subscriptio* du testateur, on peut faire remarquer tout d'abord que Gaius qui nous donne des descriptions complètes des testaments civils et prétoriens (C. II, §§ 104, 114 à 119, 123, 147) ne parle jamais de cette formalité, ce qui est au moins une présomption sérieuse de sa non existence à cette époque.

De plus on ne voit pas bien comment elle aurait pris place parmi les cérémonies du testament par *mancipatio* et *nuncupatio* telles qu'il les rapporte ; en effet on ne comprend pas bien une signature du testateur et des témoins autrement qu'après la conclusion de l'acte juridi-

que, et Gaius nous présente comme dernière phase de cet acte la *nuncupatio*, où le testateur montre aux témoins les tablettes écrites. Dans le testament prétorien, on n'exigeait d'après le texte de l'Édit cité par Cicéron (1), que « *tabulæ obsignatæ non minus multis signis quam e lege oportet* », et Gaius ne nous dit pas qu'on y ait ajouté la nécessité de la signature.

On (2) a voulu interpréter comme impliquant une signature du testateur un sénatus-consulte rendu sous Néron et rapporté par Suétone (Néro 17) et dont celui-ci expose ainsi l'objet : « *Cautum ut in testamentis primæ duæ ceræ, testatorum modo nomine inscripto, vacuæ signaturis ostenderentur* ». Ce sénatus-consulte avait pour but que les témoins s'assurassent qu'ils avaient bien sous les yeux le testament de tel ou tel, sans cependant connaître le nom de l'héritier inscrit. On a compris que, pour cela, il prescrivait, comme une sorte de *scriptura exterior*, une signature du testateur qui occuperait à elle seule les deux premières pages des tablettes. Mais en réalité cette *scriptura exterior* n'existe que pour les contrats, où l'on a besoin, en outre du texte soustrait aux falsifications, d'un autre texte que l'on puisse consulter, tandis qu'elle serait un contre-sens dans les testaments, que l'on tient généralement à garder secrets jusqu'à la mort du testateur. Ce dont il s'agit ici, c'est simplement le nom du testateur qui se

(1) Verrine II, 1, 45, 117.

(2) Huschke, *Zeitschrift. f. gesch. Rechtswiss.*, XII, p. 203 à 206.

trouve en tête de presque tous les testaments qui nous ont été transmis (1), suivi du nom des héritiers institués, qui occupaient, nous dit Horace (2), la deuxième page « *prima cera, secundo versu* ». Ce que veut le sénatus-consulte, c'est que les institutions d'héritiers soient rejetées plus loin et que le nom du testateur reste seul en tête.

Du reste les auteurs des premiers siècles de l'empire ne songent pas à une *subscriptio* quand ils parlent du testament. Ainsi Paul parlant des faux d'après la loi Cornelia de *falsis* énumère la fausse écriture, la fausse lecture, la substitution, les faux cachets, etc : *qui testamentum falsum scripserit, recitaverit, subjecerit, signaverit, suppresserit, amoverit, resignaverit, deleverit....* (Sent. L. IV, t. 7, § 1. — V. 25, 1. — Dig. LXVIII, t. 10, l. 2). Mais il n'est pas question de *subscripserit* tandis que lorsqu'il s'agit d'actes pour lesquels une *subscriptio* pouvait être devenue nécessaire et auxquels la loi avait été étendue, le même jurisconsulte dit : *qui rationes, acta, libellos, album propositum, testationes, etc., deleverit, mutaverit, subjecerit, subscripserit* (Sent. V, 25, 5). Paul nous parle encore ailleurs (Dig. L. XXVIII, t. 1, l. 10) du cas d'un testateur qui avait perdu les deux mains et il dit que cependant il pourrait faire son testament, sans ajouter qu'un autre signât pour lui. C'est donc qu'aucune signature n'était nécessaire, car lors-

(1) Ainsî, *Spangenberg, Tab. negot.*, nos XI à XVIII.

(2) Sat., 2, 5, 51.

que la *subscriptio* des testaments fut devenue nécessaire, Théodose eut bien soin de prévoir ce cas et d'exiger alors en plus des témoins un *octavus subscriptor pro eo*. De même, dans le *testamentum porcelli* (1), ce document juridique fantaisiste où un jeune verrat, dans les formes les plus authentiques, lègue à différentes personnes tout ce qu'il possède, c'est-à-dire les parties les plus savoureuses de son individu, dans ce testament où l'on a suivi minutieusement les règles du droit, où en particulier le *de cuius* a expliqué au début *quoniam manu mea scribere non potui scribendum dictavi*, il n'a pas fait mention d'avoir fait appel à un étranger pour signer à sa place, d'où l'on conclut, s'il est permis de poser des raisonnements juridiques sur une base aussi légère, que la *subscriptio* n'était pas usitée de son temps.

II. Donc dans les premiers siècles de l'Empire, la *subscriptio* testamentaire n'était pas encore nécessaire. Les premières traces que nous trouvons de la *subscriptio* des témoins remontent à Constantin et à Théodose I^{er} qui, d'après une constitution d'Arcadius et Honorius (an 396), auraient établi la prescription que celle-ci ne fait que développer.

Pour celle du testateur, ce serait en l'an 439, par la nouvelle 16 (al. 9) de Théodose II, qu'elle aurait été introduite. Les anciennes *tabulæ ceratæ* étaient depuis longtemps tombées en désuétude, on écrivait mainte-

(1) Pièce du III^e ou IV^e siècle, qui figure généralement à la suite de Pétrone Satiræ (Ed. Bücheler, p. 241).

nant les testaments sur papyrus ou sur parchemin, généralement en rouleaux, et avec la forme ancienne avait disparu le sénatus-consulte de Néron. Les anciens inconvenients s'étaient donc reproduits : les témoins sous prétexte de s'assurer de l'identité du testament, en réalité pour en connaître les clauses, exigeaient que le testateur le leur montrât « *testes exigunt omnimodo, quæ testamento continentur agnoscere* » et par là beaucoup de personnes étaient détournées de tester. Pour l'éviter, Théodose II permet au testateur de présenter aux témoins son testament clos et cacheté : « *Signatam vel ligatam vel tantum clausam involutamve proferre scripturam... eamque... testibus simul offerre signandam et subscribendam* » et pour enlever tout prétexte aux témoins de se refuser à apposer leur cachet, il prescrit au testateur de certifier que c'est bien là son testament par une *subscriptio* placée dans une autre partie de la feuille « *dum tamen testibus præsentibus testator suum esse testamentum dixerit, quod offertur, eique ipse coram testibus sua manu in reliqua parte testamenti subscripserit* » soit sur le dos du parchemin roulé, soit sur une feuille extérieure s'il est plié.

La *subscriptio* du testateur et celle des témoins n'avaient donc pas été introduites au même moment, ce qui peut expliquer pourquoi Justinien dans un passage parle seulement de celle des témoins, et dans un autre des *subscriptiones testatoris et testium*.

III. A côté de ces *subscriptiones* du testateur et des

témoins qui ont lieu d'une façon générale, il y avait des cas particuliers où diverses mentions devaient être écrites au bas de l'acte. Nous avons vu que, quand on n'avait pas écrit soi-même le testament, on faisait mention du nom de l'écrivain (testament de Dasumius, etc.), que, dans ce cas, d'après le S. C. Libonien, les institutions d'héritiers ou les legs au profit de cet écrivain devaient être confirmés par une *generalis* ou *specialis subscriptio* ; la *subscriptio* pouvait encore contenir des approbations de corrections et surcharges « *litteras inductiones super-dictiones ipse feci* » (Dig. L. XXVIII, 4, l. 11) ou « *Litteræ inductionesque quæ in hoc... testamento inveniuntur jam testamenti faciundi et signandi tempore ibi fuerunt* » (testament de Dasumius, l. 120) ou encore la date. Ces différentes *subscriptiones* ont contribué à faire croire à certains auteurs, par une confusion avec la *subscriptio* générale, analogue à la signature, que celle-ci s'était introduite plus tôt qu'on ne le constate véritablement.

IV. Quand la *subscriptio*, soit du testateur, soit des témoins fut devenue nécessaire après les constitutions de Constantin et de Théodose II, il ne faudrait pas croire que cette *subscriptio* consistât en une simple signature du nom. Dans les testaments que nous avons, elle comprend toujours une phrase plus ou moins longue dont le nom forme le sujet, et généralement *subscripsi* le verbe. Ainsi de la part du testateur : « *Aredius in Christo nomine peccator et presbyter testamentum nostrum scripsi relegi et subnotavi die et anno quo supra* » (an 571, Span-

genberg, *Tab. neg.*, p. 120) (1); « *Pelagia testamentum relegi et subscripsi die et anno quo supra* » et pour les témoins: « *Calpurnius, rogante domino meo Aredio et Pelagia testamentum hoc confirmavi die et anno quo supra* ». Ainsi encore dans un autre testament de 572 (Spang., *Tab. neg.*, p. 127) une formule plus longue: « *Riccitanc v.c. huic testamento rogatus a Mannane v.d. testatore, filio q.d. Nauderit, ipso præsente et subscribente, atque ei testamento relecto per quod constituit heredem sanctam ecclesiam catholicam Ravennatem, testis subscripsi* ».

Si cette dernière *subscriptio* renferme l'indication de l'héritier constitué, c'est pour se conformer à une prescription de Justinien de l'an 531 (Code, L. VI, t. XXIII, c. 29, pr. et § 4). « *Jubemus omnimodo testatorem, si vires ad scribendum habeat, nomen heredis vel heredum in sua subscriptione, vel in quacumque parte testamenti ponere, sed ne... ipsi testes in suis subscriptionibus, cum testator non hæc scripserit, sed nuncupaverit, eorum nomine scribere non differant* », — prescription maintenue par la Novelle 119, ch. 9. Ce texte montre bien qu'on entendait par *subscriptio* une phrase entière (2).

(1) Pardessus, *Diplomata*, I, 180.

(2) Les différentes *subscriptiones* qui peuvent se rencontrer dans les testaments se trouvent réunies dans un titre de l'an 527 (Marini, n° 75, p. 116). C'est d'abord le testateur lui-même dont la *subscriptio* se présente, incomplète il est vrai: « *Ravennate ad omnia ssa consensi et subscripsi...* », puis celles des témoins, au nombre de sept: « *Johannis vir st. huic testamentum rogatus a Mannane v. d. filio qd. Nauderit ipso præsente et subscribente atque ei testamentum relictum per quo cons-*

DEUXIÈME PARTIE

DE LA SIGNATURE

CHAPITRE PREMIER

DIFFÉRENCES ENTRE LA « SUBSCRIPTIO » ET LA SIGNATURE.

I. Dans ces différents cas de *subscriptio* que nous venons de voir usités chez les Romains, y avait-il quelque chose de semblable à la signature, telle que nous la comprenons aujourd'hui ? Pour se rendre compte que non, il suffit d'examiner les caractères de la signature au sens moderne et de rechercher s'ils existent dans les *subscriptiones*.

Ce qui constitue la signature, c'est d'abord et princi-

tituit heredem scdm ecclesiam catholicam Ravennate testis subscripsi » etc. Le septième a souscrit en mauvais latin et en caractères grecs. Puis vient l'écrivain du titre : « *Julianus v. h. scribtor hujus... adjutor johannis Forens. habens stationem apud sanctum Johannem Baptista suscriptum complevi »* et le notaire dont le clerc a écrit l'acte : « *Johannis forensis.. testamentum scribturn a Juliano adi. meo... complevi et absolvi »*. Ensuite vient la *notitia testium*, puis une sorte d'intitulé du testament. A l'extérieur, les 7 témoins ont apposé leurs cachets et écrit à côté : « *Johannes. vir st. testamentum Mannani signavi »* etc.

palement le nom du signataire, apposé séparément du contexte, c'est ensuite le fait que ce nom a été écrit de la main propre de la personne désignée par ce nom, et généralement en donnant à cette écriture une forme physique, graphique, toujours la même, c'est enfin l'intention, par cette signature, d'énoncer son consentement au contenu de l'acte ou la reconnaissance de l'authenticité de cet acte.

Au contraire, la *scriptio* romaine consiste en une phrase plus ou moins longue, mais jamais ou presque jamais en un seul nom. Là où, comme dans les triptyques, on a retrouvé le nom des témoins écrit seul, il n'y a pas à penser non plus à une signature, car les noms des divers témoins d'un même acte sont écrits parfois d'une seule main : ces noms ne sont que l'accessoire, le complément des cachets qu'ils accompagnaient.

Par cet exemple on voit que la *scriptio* n'était pas toujours écrite de la main même du souscripteur ; de plus quand il l'écrivait lui-même, rien ne nous prouve qu'il lui donnât une forme toujours identique, qu'elle consistât en des traits de style ou de *calamus* toujours les mêmes. Sans doute Vopiscus (*Vie de Carinus*, 15) dit de cet empereur : « *Fastidium subscribendi tantum habuit ut impurum quemdam, cum quo semper meridie jocabatur, ad subscribendum poneret ; quem objurgabat plerumque, quod bene suam imitaretur manum* », mais cela peut s'expliquer, sans recourir à l'hypothèse de traits d'écriture particuliers, pour ainsi dire sacramen-

tels, par ce fait que ce personnage, comme les secrétaires de certains souverains modernes, serait arrivé à identifier son écriture avec celle de l'empereur, du consentement de celui-ci. D'un autre côté dans un *papyrus* dont Marini a donné un *fac simile* (*I Papiri Diplomatici*, Tab. III), la *subscriptio* « *Edantur* » est suivie de traits descendants et lancés, qui ressemblent bien à notre paraphe, mais ils n'accompagnent pas comme celui-ci un nom propre, et en tout cas il y a là un fait isolé dont nous ne pouvons conclure à une habitude générale.

Sans doute le but de la *subscriptio* est généralement, comme celui de la signature, de confirmer ou d'authentifier le texte souscrit, et par là elle possède avec celle-ci de grandes analogies, analogies qui ont amené beaucoup d'auteurs modernes à traduire l'un de ces mots par l'autre. Mais il semble bien résulter de l'étude des différentes subscriptions que nous possédons, rapprochées des différents textes où sont employés les mots : *subscribere* et *subscriptio*, que dans aucun des cas de nous connus de l'époque classique, les Romains n'ont véritablement signé de leur nom. Il est permis, de la généralité même de ces constatations, de conclure que la signature du nom n'est apparue que tout à fait dans les derniers temps de l'histoire du droit romain.

II. — Quelles raisons peut-on donner pour expliquer l'absence, chez un peuple de civilisation déjà si avancée, et dont les coutumes en beaucoup de points se rapprochent tant des nôtres, d'une habitude qui chez nous a

pris une si large place qu'on s'imagine difficilement qu'on ait pu s'en passer ?

Il faut remarquer tout d'abord que, la conclusion ou la preuve par écrit des différents actes de la vie civile et politique ne venant, au moins dans les temps anciens, qu'en seconde ligne chez les Romains, après le contrat verbal, la preuve par témoins, le *Verbum dictum* d'une manière générale, il est naturel que l'écrit ne se soit pas développé et perfectionné aussi complètement et que la signature qui en est un cas particulier, un perfectionnement pour ainsi dire ne soit apparue que dans une période très avancée de son évolution. Bien souvent l'acte servait seulement d'aide, de complément à la preuve par témoins, il tendait seulement à faire retrouver les témoins qui avaient figuré à l'acte, à leur rappeler ce dont il s'agissait, il servait de memorandum, mais ce n'était pas lui, c'était le témoignage qui fournissait réellement la preuve, et alors il importait assez peu que cet écrit fût de la main des contractants ou qu'il fût, de cette main propre, certifié conforme à l'expression de leur volonté.

On a donné aussi comme explication le peu de développement de la connaissance de l'écriture : là où peu de personnes savent écrire, a-t-on dit, il est naturel que l'on accorde peu d'importance à la signature. Mais si cela est vrai du temps primitif où le Romain agriculteur et guerrier se livrait plus volontiers aux exercices violents qu'à l'art de l'écriture, dès la fin de la République,

sous la double influence d'une littérature développée au contact de la Grèce, et d'un commerce de plus en plus étendu, cet art était devenu familier tout au moins aux classes supérieure et moyenne de la société romaine. Puis, si l'ignorance était un obstacle à une signature véritable, pourquoi n'aurait-on pas recouru comme pendant les époques encore moins érudites du moyen âge, et encore maintenant dans des contrées moins civilisées que Rome, à des signes quelconques, quelque chose comme la croix de nos paysans, qui apparaît du reste dès la fin du droit romain ? Ce qui est vrai, c'est que les procédés d'écriture que les Romains avaient à leur disposition étaient peut-être trop coûteux, pas assez faciles ni assez sûrs pour favoriser le développement de l'usage de signer. Le papyrus et le parchemin étaient des marchandises exotiques, manquant parfois ; les tablettes de cire étaient encombrantes et d'une falsification si facile par la malléabilité de leur matière, qu'on était obligé de les garder avec beaucoup de précaution : Cicéron, *pro Flacco*, 9, 21 : « *Ne corrumpi facile possint, idcirco lex obsignatas in publico poni voluit* ». Chez nous, pour effacer ou changer une signature, il faut une certaine habileté ou des connaissances chimiques, chez les Romains il aurait suffi d'un peu d'audace et d'une conscience facile.

Même dans les cas où les Romains ont cru devoir recourir à une *subscriptio* de main propre, ils n'ont pas

signé simplement de leur nom. Souvent ils ont adopté pour leurs titres juridiques la forme de lettres, et alors tout naturellement ils ont souscrit leurs titres comme ils souscrivaient leurs lettres : par une formule écrite de leur main, par laquelle ils atteignaient ce double but : de s'acquitter de leurs devoirs de politesse et de démontrer l'authenticité de l'écrit. D'autres fois leurs titres sont rédigés à la troisième personne, c'est une simple indication, un memorandum et non une reconnaissance, une déclaration de la partie ; une signature viendrait tout naturellement à la fin d'un acte de ce dernier genre, elle serait moins logique à la suite d'un titre de la première espèce.

Enfin n'y a-t-il pas dans cette signature qui nous semble toute simple et toute naturelle, parce que nous y sommes habitués par un usage de chaque jour et une pratique de plusieurs siècles, une sorte d'abstraction, de sous-entendu qui ne s'impose à l'esprit que par suite d'une condensation des idées et d'une espèce de convention tacite ? Ce nom seul écrit de telle ou telle façon ne signifie rien par lui-même, c'est pour aller plus vite et en vertu d'une habitude conventionnelle que nous admettons qu'il remplace toute une phrase, phrase par laquelle on déclare consentir telle ou telle chose. Les Romains n'ont pas été jusque-là au temps classique, ils ont bien admis qu'une phrase écrite à la fin d'un acte dispenserait l'auteur juridique de cet acte de l'écrire tout

entier de sa main, mais cette phrase ils l'ont écrite tout entière, faisant du nom de l'auteur quand ils l'introduisaient dans la *subscriptio*, ce qui n'avait pas toujours lieu, le sujet d'une proposition plus ou moins longue, quelquefois réduite au seul verbe *subscripsi*.

CHAPITRE II

ORIGINE DE LA SIGNATURE.

Quand on dit que la signature est une institution étrangère aux habitudes romaines, il faut faire exception pour les derniers temps du droit romain. Peu à peu en effet elle s'est dégagée de la *subscriptio*.

La *subscriptio* était un acheminement vers la signature, puisque, comme celle-ci, elle constituait une confirmation au bas d'un acte, et que cette confirmation était généralement de la main propre du *subscriptor*. Un nouveau pas est fait vers la signature, quand, dans la *subscriptio*, figure le nom de ce *subscriptor*, qu'il parle de lui-même à la première ou à la troisième personne (1). Puis dans les fac-simile des titres du Bas-Empire nous voyons le nom se séparer du reste de la phrase, écrit souvent en caractères plus grands. Il devient la partie principale de la *subscriptio*, la phrase n'est plus qu'un accessoire, elle peut disparaître, le nom seul subsistant suffira maintenant. La signature est née, de simple habitude elle deviendra une nécessité.

A quelle époque faut-il faire remonter cette naissance,

(1) C'est ce qui apparaît déjà dans la donation de Statia Irène, par exemple.

et quelles sont les sortes d'actes dans lesquelles on trouve d'abord la signature ? Le premier exemple certain que nous en ayons est dans une constitution de l'an 924, émanée de l'empereur Romanus l'Ancien (Zachariæ, *Jus græco romanum*, tome III, préface p. XXXII). La signature est précédée dans cette constitution de la formule suivante : « Εἰς γοῦν μονιμον καὶ διηνεκὴ τὴν ἀσφαλείαν τούτου ἐγένετο ὁ παρῶν χρυσοβούλλος λόγος τῆς εὐσεβούς ἡμῶν βασιλείας », puis vient la date : Février de l'indiction XII, an 6432, et enfin de la mention de la signature impériale « ἐν ᾧ καὶ τὸ ἡμετέρον εὐσεβὲς καὶ θεοπρόβλητον ὑπερημνητοκράτος ». Celle-ci ne comprend que le nom et le titre de l'empereur :

Ρωμανὸς ἐν Χριστῷ τῷ Θεῷ πιστὸς βασιλεὺς καὶ αυτοκράτωρ ρωμαίων.

Cette forme une fois adoptée paraît avoir subsisté telle quelle pendant tout le reste de la durée de l'empire romain. Tantôt la signature est en grec, comme dans l'exemple précédent, tantôt elle est en latin, comme dans une constitution d'Isaac l'Ange de l'an 1187 (Zachariæ, *Jus gr. rom.*, IV, 535).

« *Super hoc et præsens chrysobulum verbum imperii nostri eis collatum est, factum mense Februario præsentis quintæ indictionis sexmilesimi sexcentesimali nonagesimi quinti anni, in quo et nostrum pium et a deo promotum subsignavit imperium.*

*Ysachius in Christo Deo fidelis
imperator et moderator Romanorum
Angelus.*

A la veille de la prise de Constantinople par les Turcs,

une constitution de Constantin Paléologue de 1451 (Zachariæ, *Jus gr. rom.*, IV, 717) affecte encore la même disposition.

Dans cette formation de la simple signature du nom, il est probable que l'exemple des peuples d'Occident n'a pas été sans influence. Déjà, avant les Empereurs romains, au VI^e et au VII^e siècles de l'ère chrétienne, les rois Mérovingiens signaient de leur propre main leurs diplômes originaux (1).

(1) Mabillon, *De re diplomatica*, 2, 10. — Sickel, *Lehre v. d. Urkunden der ersten Karolinger*, § 63, 70, 98.

CHAPITRE III

FORME DE LA SIGNATURE.

I. — La signature se compose du nom du signataire. Déjà dans l'ancienne *subscriptio*, le nom du *subscriptor* était souvent compris. Pour établir quel est ce nom, comment il est formé, il faudrait refaire toute la théorie des noms romains et leur histoire. Rappelons seulement qu'ils se composent de plusieurs éléments : prénom, nom, surnom, accompagnés de l'indication de la filiation ou de l'affranchissement, et de la tribu, quelquefois du lieu d'origine. Le prénom et les indications de filiation sont souvent écrits en abrégé. Tous les changements de position se traduisent par un changement dans les noms, et comme les noms diffèrent suivant la position sociale et la nationalité d'origine, comme d'autre part, sous le Bas-Empire, les noms des personnes d'une position élevée sont accompagnés de mentions honorifiques, comme *vir illustris*, *honesta femina*, etc. ; on peut dire que par l'examen seul d'une signature ou des noms compris dans une *subscriptio*, on peut reconstituer à peu près tout l'état civil de la personne dont elle émane.

II. Les monogrammes, qui à l'époque du Bas-Empire jouissaient d'une certaine faveur auprès des rois d'Occi-

dent, et qui étaient employés par les empereurs d'Orient eux-mêmes sur leurs monnaies et sur leurs enseignes, ne paraissent pas avoir été en usage chez eux dans leurs titres écrits.

Cependant il est un signe que l'on trouve déjà chez les Romains, remplaçant le nom du *subscriber*. C'est la croix, et par conséquent ce signe n'apparaît qu'à l'époque chrétienne. Il sert généralement aux personnes que leur ignorance ou leur état de santé rendent incapables d'apposer une véritable *subscriptio*. Ne pouvant écrire leur nom particulier, ils apposent la croix, emblème de tout chrétien. Déjà avant Justinien, dans une donation de Ravenne de l'an 491 (1), après avoir expliqué dans le préambule qu'elle ne savait écrire : « *Chartulam Jovino notario meo scribendam dictavi, cuique, quia ignoro litteras, signum feci ad quod Castorium carum meum, ut pro me subscriberet, conrogavi* », à la fin, la donatrice appose le *venerabile signum* comme disent d'autres textes, et ce Castorius certifie la provenance de cette croix.

† *Signum Mariæ donatricis, Fl. Castorius v. c. huic donationi rogante Maria, ipsa præsentem, ad signum ejus pro ea subscripsi.*

On retrouve la croix dans beaucoup de textes avec la déclaration qu'on ne peut écrire : « *Quia suscribere non potui, signum crucis coram testibus impressi* ».

On appelle dans ce cas, en plus des sept témoins, un

(1) Marini, p. 130 ; Spangenberg, p. 173.

huitième personnage qui constate l'impossibilité d'écrire et qui souscrit à la place de la partie, comme le Castorius de la donation de 491. Dans deux autres donations de Ravenne (1), cette personne qui écrit pour une autre qui ne sait pas écrire est désignée sous le nom de *chirocrista*.

Il faut prendre garde à ne pas considérer comme tenant lieu d'une *subscriptio* toutes les croix que l'on rencontre dans les titres de cette époque. Parfois, au lieu de la remplacer, la croix accompagne la *subscriptio* et elle n'a d'autre signification que d'attester que le *subscriptor* appartient à la religion chrétienne.

III. A l'époque où la signature s'introduisit chez les empereurs byzantins, elle était accompagnée presque toujours d'un sceau. Le sceau romain, qui, à l'époque classique, n'était qu'une précaution matérielle et servait réellement à clore les tablettes, qui portait une empreinte quelconque ne rappelant en rien la personne de son auteur mais qu'il suffisait que celui-ci put reconnaître, devint comme un accessoire de la signature, confirmant son authenticité. On l'appelait *σφραγίς*. Pour les affaires de peu d'importance, c'est encore l'antique cachet de cire, mais quand la chose le mérite, le luxe byzantin fait confectionner des bulles d'or, *bullæ*, *βούλλον*, et l'écrit qui en est revêtu prend le nom de *χρυσάβουλλος λόγος*. Les instruments destinés à les préparer portaient le nom de

(1) Spangenberg, *Tab. neg.*, p. 203 et 215.

βουλλοτητα et étaient portés au cou du fonctionnaire préposé à l'envoi des titres (1).

Le *signum* et la *subscriptio* s'étaient donc modifiés parallèlement. Le premier d'un simple mode de fermeture devenait une marque d'authenticité. De la *subscriptio* la signature s'était dégagée, après avoir été étrangère aux Romains pendant la plus grande partie de leur histoire. Dans le moyen âge et les temps modernes, le sceau et la signature, dont l'usage se développera considérablement, se disputeront la prééminence, puis la signature absorbant pour ainsi dire le sceau, prendra une importance extrême. Dans notre droit où presque toutes les institutions portent une empreinte si profonde de l'influence romaine, c'est un cas digne d'attention que celui d'une coutume si bien entrée dans nos mœurs, qui se rencontre à chaque pas dans notre pratique, et qui cependant était à peu près inconnue des Romains.

(1) Bresslau, *Handbuch der Urkundenlehre*, 1, p. 927.

DROIT FRANÇAIS

DE LA

SIGNATURE DES ACTES EXTRAJUDICIAIRES

INTRODUCTION

NOTIONS HISTORIQUES

La preuve littérale est un des modes de preuve les plus sûrs et les plus pratiques. Mais l'écrit ne prouve pas complètement par lui-même son authenticité. Il ne suffit pas de présenter un écrit relatant une déclaration ou un contrat pour prouver que la déclaration ou la conclusion du contrat ont eu lieu ; il faut encore démontrer que l'écrit émane bien de la personne à qui on l'attribue et que, dans ce cas, il est bien la manifestation de sa volonté.

Pour ménager cette double preuve, plusieurs procédés se conçoivent et sont ou ont été employés : on peut compléter la preuve littérale par la preuve orale en déclarant devant des témoins à qui l'on montre l'écrit, que l'on

entend donner à cet écrit son plein consentement, ainsi que le firent les Romains pour leurs testaments, ou bien encore en faisant cette déclaration à un officier public à qui on remet l'acte pour le garder dans ses archives : c'est une des formalités de notre testament mystique. On peut aussi demander les moyens de compléter la preuve littérale à la preuve littérale elle-même, et convenir d'un signe quelconque apposé sur l'écrit, qui permettra de reconnaître la provenance de cet écrit et sera en même temps le symbole du consentement.

Ces signes peuvent affecter des formes très différentes. Ce peut être une marque, une croix par exemple, comme on en voit fréquemment depuis les premiers temps du christianisme jusqu'à aujourd'hui, ou bien le monogramme qui fut en faveur au commencement du moyen-âge. Ce peut être une phrase toute entière comme la *subscriptio* romaine ; ce peuvent être des mots quelconques écrits transversalement entre deux répétitions du même texte de manière à permettre de contrôler l'authenticité de l'une en la rapprochant de l'autre (charte partie). Mais les types les plus en faveur dans les temps modernes sont le sceau et la signature.

A Rome, à l'époque classique, ni l'un ni l'autre de ces deux modes de preuve n'avait le caractère, la signification que nous venons d'indiquer. Le sceau n'était encore qu'une précaution matérielle, un mode de fermeture des titres, et la signature ne s'était pas encore dégagée de la *subscriptio* dont elle devait sortir. Dans la

partie romaine de cette thèse nous avons vu ces deux institutions revêtir à l'époque byzantine la forme que nous leur connaissons aujourd'hui. Au moyen-âge et depuis, ils conservent ce nouveau caractère de garants d'authenticité, employés tantôt à l'exclusion l'un de l'autre, tantôt simultanément. Le sceau est d'abord plus fréquent, mais avec les progrès de l'instruction, la signature plus rapide et moins coûteuse prend la prééminence ; le sceau descend en quelque sorte au rang d'accessoire de la signature et encore n'apparaît-il que dans les actes de haute importance, et seulement dans les actes publics.

I. Ces deux formes parallèles, ainsi que la croix et le monogramme, se retrouvent déjà dans les diplômes de l'époque mérovingienne. Quand on trouve dans les documents de cette époque le mot seing, *signum*, il est difficile de savoir *à priori* de laquelle de ces formalités il est question, car ce mot désigne alors aussi bien l'une que l'autre. Le plus généralement il a conservé la signification romaine du mot *signum* : sceau, cachet. Toutefois le sceau avait alors un caractère commun avec la signature, il était apposé de la main même du signataire. Pour cet usage, les rois mérovingiens, et aussi les évêques et les seigneurs, portaient des anneaux dont le chaton était gravé de façon à laisser dans la cire une empreinte, généralement leur tête entourée de leur nom. On possède un anneau d'or où est gravée profondément

en creux la tête de Childéric, père de Clovis, et qui paraît bien avoir été destiné au scellement des diplômes (1); du reste à cette époque on emploie le mot anneau comme synonyme de sceau. On trouve encore l'anneau employé seul dans un diplôme de Thierry III de l'an 681 (2). Aux anneaux succédèrent les cachets (*sigilla*) et la dimension de l'effigie augmenta. Elle est imprimée sur la cire; cette cire est généralement blanche, quelquefois rouge sous les deux premières dynasties, le plus souvent rouge et parfois verte sous les Capétiens. A partir de Charlemagne on trouve des sceaux d'or ou de plomb. Le sceau est fixé au parchemin sous les deux premières races; sous la troisième on commence à employer les sceaux pendants qui se généralisent à partir de Louis VII (3).

Dans deux diplômes de Chilpéric I^{er} du 1^{er} mai 562 et 5 mai 583, on trouve une croix (4) accompagnée de la formule : « seing du glorieux roi Chilpéric ». Ici c'est la croix qui est appelée un seing.

Avec Clotaire II, pour la première fois dans les actes de cette dynastie, apparaît un monogramme qui sert de subscription à un diplôme de 627.

Ces divers modes se cumulent, se combinent les uns

(1) Mabillon, *De re diplomatica*, l. II, ch. XIV, § II.

(2) Isambert, *Anciennes lois françaises*, préface, p. xciiij, sqq.

(3) Mabillon, *De re dipl.*, l. II, ch. XVI.

(4) Suivant M. Giry, *Manuel de diplomatique* (Paris 1894), la croix pourrait ne pas être apposée de main propre; cela a pu se présenter, mais c'est par suite d'un abus; suivant la tradition romaine, la croix est le mode de subscription de main propre de ceux qui ne savent pas écrire.

avec les autres. Grégoire de Tours (*De Glor. Mart.*, liv. I, cap. 31) parle d'un testament d'un envoyé de Théodebert I^{er} à Justinien, testament « *munitum subscriptionibus ac sigillis* (1) ». Un diplôme du 6 décembre 558, de Childebert, porte, en sus des traces d'un sceau que le roi affirme du reste avoir apposé (*signaculis roborasse*), une croix accompagnée des mots : « le seing (*signum*) de Childebert très glorieux roi ».

Comme chez les Romains, la croix ne sert pas seulement à remplacer la signature, elle l'accompagne parfois en la précédant. Comme chez eux aussi, dans la signature le nom du signataire est accompagné du mot *subscripsi*, soit en toutes lettres, soit en abrégé, soit quelquefois en monogramme.

Quand le roi ne sait ou ne peut signer, on en fait mention. Ainsi dans un diplôme de l'an 640, de Clovis II qui n'avait encore que 7 ans, cette mention est accompagnée du sceau royal et aussi de la subscription sous forme de monogramme de sa mère, ce qui rappelle encore l'« *octavus subscriptor pro eo* » des Romains. Childéric II, la deuxième année de son règne, ne sachant encore signer, on déclare qu'il a mis au pied de l'acte un signe de sa main (*manu propria subtersignavit*) et c'est la reine qui a souscrit (*subterscripsit*).

En dehors de la signature de l'auteur de l'acte, les signatures accessoires, les contre-seings apparaissent : tantôt c'est le *referendarius* qui avait préparé le titre et

(1) Cité par Mabillon, l. II, ch. XVIII, I.

qui y appose aussi sa souscription. Ainsi un diplôme de Clotaire I^{er}, du 22 février 539 se termine ainsi : « le seing du fameux roi Clotaire, moi Attale j'ai présenté le diplôme et l'ai souscrit ». Tantôt c'est un fonctionnaire qui a collationné, vérifié l'acte (*recognovit*) et qui en fait mention. — On trouve aussi à la suite de la signature du roi la signature de différents grands personnages : dès 632 un diplôme confirmant des possessions de l'église de Trèves est souscrit par le maire du palais et par plusieurs évêques. Un diplôme du 6 septembre 667 est signé non seulement du roi Childéric, mais aussi de sa mère et de sa femme. — On retrouve les signatures des prélats avec celles des seigneurs dans un diplôme de Clovis II en 683, et dans un autre du 27 août 671. Si les diplômes des Mérovingiens n'offrent d'ordinaire aucune autre subscription que celle du roi et du référendaire, la signature des grands de la Cour devient une habitude constante sous les Carolingiens et surtout sous les Capétiens ; ceux des seigneurs qui ne savaient pas écrire apposaient leur croix et on inscrivait leur nom à côté. Parmi ces personnages importants on peut citer les précepteurs des rois (Charte de mai 1067).

Charlemagne qui ne savait pas bien écrire apposait aussi sa croix avec son sceau et faisait signer ses principaux officiers. Il fit signer ainsi son testament par tous les évêques et comtes présents d'après son biographe Eginhardt (1). Dans des lettres de Louis le Gros de dé-

(1) Mabillon, I. II, ch. XXI.

cembre 1118, c'est le chancelier qui souscrit l'acte : « *Data per manum domini Stephani Cancellarii. S. Ludovici inclyti atque serenissimi regis Francorum, Stephanus regie dignitatis Cancellarius relegit et subscripsit* ».

La formule finale, qui, sous les rois de la première race, était écrite généralement de leur main propre, est rédigée plus tard par les notaires ou chanceliers, et le roi se contente d'y apposer son monogramme, qui consiste généralement soit en un Y soit en une croix. Avec Jean II la coutume se rétablit de la subscription de main propre (1).

II. Quant aux chartes des particuliers, elles portent généralement la subscription des témoins, cependant quelquefois c'est le chancelier ou notaire qui indique les noms de ceux-ci.

Les notaires étaient apparus de bonne heure, notaires royaux, notaires seigneuriaux, notaires apostoliques. Mais à l'origine ils n'avaient pas la qualité d'officiers publics, ils aidaient les parties de leurs connaissances juridiques dans la rédaction des actes et contrats, ils écrivaient ces actes pour eux, mais ils ne les signaient pas, parce qu'ils n'intervenaient pas officiellement à l'acte. D'après Mabillon, ce n'est qu'à partir de 1275 que l'on voit les notaires paraître aux actes comme officiers publics. Les simples particuliers n'avaient pas de sceaux, les chevaliers seuls en possédaient ; les personnes no-

(1) Mabillon, l. II, ch. XXI, V.

bles pouvaient emprunter pour la conclusion de leurs actes le sceau du chef de leur famille, cette ressource manquait généralement aux roturiers ; il y eut donc pour eux un grand avantage à ce que leurs actes reçussent l'authenticité par l'intervention des notaires ou tabellions et l'apposition de leur sceau.

Dès 1291 une ordonnance du 9 novembre (1) décide que les actes des notaires ne feront foi qu'à la condition d'être scellés. « *Quod instrumentis tabellionum institutorum et etiam instituendorum per nos de cætero faciençdis fides non adhibeatur nisi sigillum autenticum in eis sit appensum* ».

En juillet 1304 (2), une ordonnance rendue à Amiens prend des précautions pour que ces marques d'authenticité apposées par les notaires ne soient pas illusoires et prescrit le dépôt dans les sénéchaussées des *signa* des notaires : « *Omnium tabellionum seu notariorum nomina et signa in curia nostra volumus registrari et registra fideliter custodiri et etiam in qualibet senescallia apud curiam ipsius senescalliæ notariorum nomina et signa ibi registrata teneri, ne de ipsis vel earum auctoritate possit dubitatio suboriri* ». Qu'est-ce au juste que ces *signa* dont il est ici question ? Isambert traduit *signa* par signature, d'après Merlin (3), ce seraient les paraphes ou marques particulières des notaires consistant en une lettre S con-

(1) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. II, p. 691.

(2) Isambert, t. II, p. 818.

(3) *Répertoire*, v^o *Signature*, § I, I, p. 157.

ournée, initiale de *subscripsi* (1). On pourrait se demander si ce n'est pas plutôt encore le sens latin du mot *signum*, et s'il ne s'agit pas encore des sceaux, du *sigillum authenticum* que prescrivait une ordonnance peu d'années auparavant. Mais, si l'on examine les titres notariés de cette époque, on les trouve généralement munis de dessins fort compliqués de la main du notaire et on est amené à admettre que ce sont ces traits de plumes très enchevêtrés qui sont ici désignés par le mot *signa*. Ils sont très variés comme forme, souvent ils rappellent de plus ou moins loin la croix dont ils dérivent, les notaires apostoliques y font entrer généralement les clefs de Saint Pierre, d'autres représentent un objet qui rappelle leur nom. A côté de ce grand seing et à cause de sa complication excessive, ils en viennent à prendre un petit seing plus simple et, dans celui-ci, souvent ils insèrent leurs initiales ou leur nom tout entier. La signature du nom se dégage de ces seings qui eux-mêmes sont nés de la croix, si bien qu'on a pu dire qu'en France la signature avait été inventée par les gens qui ne savent pas écrire (2).

La véritable signature du nom ne nous apparaît pour les notaires qu'en 1358 où une ordonnance du mois d'octobre rendue par Charles V alors régent du royaume porte que : « *Quilibet notarium si super hoc requisitus fue-*

(1) Voir Mabillon, l. II, ch. XXI, XIV.

(2) M. C. Guigue, *De l'origine de la signature et de son emploi au moyen-âge*, Paris, 1863, in-8. Cet ouvrage donne des fac-similés très curieux d'un grand nombre de seings.

rit, subscribatur exemplo signumque suum apponat in eodem ». Le *signum* subsiste concurremment avec la signature, et la formule finale usitée alors fait mention des deux formalités : « *Manu propria subscripsi signoque meo solito signavi* ». Les ordonnances d'Yz-sur-Tille (octobre 1535) (1), articles 4 et 8, et de Villers-Cotterets (août 1539) (2), articles 174-175 font aussi allusion au seing.

Il ne s'agit encore que de la signature du notaire. Pour trouver celles des parties, au moins comme obligatoires, il faut aller jusqu'à l'Ordonnance d'Orléans de 1560 dont l'article 84 (3) porte que « seront tenus les notaires faire signer aux parties et aux témoins instrumentaires (s'ils savent signer) tous actes et contrats qu'ils recevront, dont ils feront expresse mention, à peine de nullité desdits contrats et actes et d'amende arbitraire... Et en cas que les parties ou témoins ne sauront signer, les notaires ou tabellions feront mention de la réquisition faite aux parties et témoins de signer, et de leur réponse qu'ils ne savent signer » (4).

Même après l'ordonnance d'Orléans, les notaires du Châtelet de Paris, en raison du grand nombre d'actes

(1) Isambert, XII, 483.

(2) Isambert, XII, 600.

(3) Isambert, XIII, 85.

(4) Un édit de mars 1554, cité par Merlin d'après Néron, avait bien enjoint aux notaires de faire signer les parties, mais il ne s'adressait qu'à la Bretagne. Un édit daté de Blois du 19 mars 1572 (mentionné par Isambert, XIV, 251), tout en validant les actes non signés des parties depuis l'ordonnance de Blois, ordonne qu'à l'avenir cette ordonnance sera inviolablement observée.

qu'ils recevaient et de leur habitude de ne rédiger qu'un brouillon en présence des parties, quitte à remettre l'acte au net ensuite, avaient obtenu par lettres patentes du 11 octobre 1561, que l'ordonnance d'Orléans ne leur serait pas appliquée. Mais l'ordonnance de Blois (1579), a. 165 (1), qui renouvelait la prescription de cette ordonnance ajoutait : « le tout nonobstant toutes lettres de déclaration que lesdits notaires pourraient avoir obtenues au contraire, lesquelles nous avons cassées et révoquées, encore qu'elles aient été vérifiées en nos cours de parlement », ce qui faisait allusion, pour le détruire, au privilège des notaires de Paris. Il paraît que, malgré cela, on trouve encore en 1683 des actes qui ne sont signés que du notaire. L'article suivant prévoyait le cas où la partie ne saurait pas signer, et décidait que dans les villes ou bourgs où il était possible de trouver des témoins sachant signer, on appellerait alors au moins un témoin qui signerait avec le notaire. Cette disposition abrogée pour le ressort du parlement de Toulouse par une déclaration du 19 novembre 1681, subsista pour le reste de la France jusqu'à la loi du 25 ventôse an XI.

Les notaires eux-mêmes avaient pris à Paris, au commencement du XVII^e siècle, l'habitude de ne plus signer les actes, et il fallut que le Parlement, par arrêt du 18 mars 1624, les rappelât au respect des Ordonnances : « les notaires qui seront mandés pour recevoir les testaments seront tenus après qu'il aura été dicté,

(1) Isambert, XIII, 420.

nommé, lu et relu, de le signer en présence du testateur... ». Le même abus s'était produit aussi en pays de droit écrit (arrêt du Parlement d'Aix, 18 juin 1711). L'ordonnance d'août 1735 (1), articles 5, 20 et 23 mit entièrement fin à ces résistances.

Cette ordonnance modifie aussi la règle générale quant aux témoins, et ainsi elle prouve les progrès qu'avait faits l'écriture. Auparavant si les témoins ne savaient pas signer, il suffisait d'en faire mention dans l'acte, dorénavant les témoins doivent savoir signer, ce n'est que dans quelques cas exceptionnels que leur signature n'est pas exigée (aux armées, art. 28 et en temps de peste, art. 34). C'est ce qui ressort des articles 44 et 45 : « Dans les cas où pays où le nombre de deux témoins est suffisant pour la validité des testaments... il ne pourra y être admis que des témoins qui sachent et puissent signer ». « Dans les cas... où le nombre de deux témoins n'est pas suffisant, il ne pourra être admis que des témoins qui sachent et puissent signer... dans les villes ou bourgs fermés. Voulons que dans les autres lieux il y ait au moins deux témoins qui sachent et puissent signer... ».

Les Coutumes faisaient généralement mention de la nécessité de signer les testaments, par exemple la coutume de Paris (article 289 de la coutume réformée) (2) : « Pour réputer un testament solennel est requis qu'il

(1) Isambert, XXI, 386.

(2) De Ferrière, 1714, t. IV, p. 74.

soit écrit et signé du testateur ou qu'il soit passé par devant deux notaires, et qu'il soit signé par ledit testateur et par les témoins ou que mention soit faite de la cause pour laquelle ils n'ont pu signer ». Coutume de Normandie, article 412 (1) : « et après doit être lu le testament, présence de tous les dessusdits, signé du testateur s'il le peut faire et si faire ne le peut sera fait mention de l'occasion pourquoi il ne l'a pu signer, même sera signé desdits curé ou vicaire, notaire ou tabellion et témoins ». Coutume de Metz, titre VIII, article 3, etc. (Voir aussi la coutume de Bourgogne, titre VII, art. 8 (2), qui exige la signature dans les partages d'ascendants).

Dans certains pays, la coutume s'était maintenue de se contenter au lieu d'une signature, d'une simple marque, croix ou autre, avec l'indication par le notaire que c'était le signe de tel ou tel. Ainsi en Brabant, un arrêt du Conseil de Brabant du 18 mai 1630 (*Wynants-Supremæ curiæ Brabantinæ decisiones*, § 157), jugea valable un testament « *Signatum signo testatoris, ad cujus latus notarius scripserat : hoc est signum testatoris, non apposita nota an sciret vel non sciret scribere testator* » (Sic. même Cour, 10 octobre 1631. — Conseil privé de Bruxelles, 28 juillet 1621. — *Contrà*, Conseil privé de Bruxelles, 12 août 1630). Le même usage se retrouva en Luxembourg et en Toscane et donna lieu à des décisions judiciaires pendant la réunion de ces contrées à la France.

(1) Bérault et d'Aviron, t. II, p. 153.

(2) Taisand, p. 439.

III. La même introduction progressive de la signature, que nous constatons dans les actes extrajudiciaires, avait eu lieu dans les actes judiciaires, et là aussi des exceptions locales avaient subsisté. En 1344, dans un mandement au Parlement du 11 mars (1), Philippe VI recommandait aux « seigneurs des enquêtes » (art. 5) « qu'ils ne baillent leurs arrests devers la Cour pour prononcier jusques à tant qu'il soit scellé du scel de l'un de leurs présidents ». En 1358 ce n'est plus seulement le « scel », c'est la subscription, la signature que demande l'ordonnance de Compiègne (14 mai 1358) (2) aux membres du grand conseil, à ceux du moins qui savent écrire, car il se trouvait encore des illettrés dans cette haute assemblée : « Article 11... et voulons et ordonnons que ès lettres qui en seront faites (des délibérations du grand conseil) lesdites genz de nostre grant conseil, c'est assavoir troix du moins de ceux qui auront été auxdites lettres passer et accorder, se subscripsent de leurs mains, ou qu'ils y mettent leurs signez se ils ne scevent escrire, avant que les secrétaires ou notaires les signent... »

Une ordonnance de Charles VIII de juillet 1493 (3) article 6, veut, pour le parlement de Paris, que les arrêts ne puissent être expédiés par le greffier, « qu'ils ne soient signés ou paraphés par l'un des présidents et aussi par

(1) Isambert, IV, 504.

(2) Isambert, V, 14.

(3) Isambert, XI, 214.

le conseiller qui en aura fait le rapport ». L'ordonnance d'Orléans (1560) article 62 présuppose que cette décision avait été étendue à tous les Tribunaux : « Tous arrêts, jugements et sentences seront dorénavant, si l'une des parties le requiert, prononcez après qu'ils auront été signez sans attendre le jour des prononciations ordinaires ». L'ordonnance de Moulins (1566) (1), article 65, et celle de 1667 (2), Titre XXVI, article 5, le disent formellement : « Aucuns arrêts ne seront reçus aux greffes ni prononcez qu'ils ne soient signés de l'un des présidents... » « Celui qui aura présidé signera le plunitif et paraphera chaque sentence, jugement ou arrêt ». Ces ordonnances n'ayant pas été publiées en Alsace et en Flandre, l'usage s'était maintenu dans plusieurs villes, notamment à Schlestadt et à Saverne de ne pas signer les jugements criminels ; par arrêt du 22 novembre 1747 le conseil supérieur de Colmar enjoignit au magistrat de Schlestadt, et par arrêt du 26 juin 1762 aux juges de la régence de Saverne, de signer leurs jugements (3). A Lille cette coutume existait encore à la veille de la Révolution pour les jugements des plaids du Hestel.

IV. La signature des parties, fort utile dans les actes reçus par une personne publique, auxquels elle ap-

(1) Isambert, XIV, 185.

(2) Isambert, XVIII, 154. Cette ordonnance exigeait aussi (Titre XX, art. 10 sqq.) la signature des parties ou leur déclaration de ne pouvoir signer dans ce que nous appelons aujourd'hui les actes de l'État civil.

(3) Merlin, *Questions de droit*, V^o Signature, § IV, I (tome XIV, p. 279).

porte une nouvelle garantie d'authenticité, est encore plus nécessaire dans les actes privés où elle seule forme cette garantie. Aussi, avant même que l'usage ne se fut établi de signer les actes devant notaire, les parties, quand du moins elles savaient signer, signaient ordinairement ces écritures privées. On possède dans les archives du Parlement de Paris des actes sous seing privé dès l'an 1448, et l'ordonnance de Moulins (1566) article 54 *in fine*, reconnaît formellement la validité de ces actes : « En quoi n'entendons exclure les preuves des conventions particulières et autres qui seraient faites par les parties sous leurs seings, sceaux et écritures privées ». Généralement ces actes portent la signature de toutes les parties en cause. Cependant Maillart sur la coutume d'Artois (art. 1^{er}, n° 36) affirme que dans cette province, dans le contrat de vente, lorsque le prix était payé comptant, l'acheteur ne signait pas. On peut rapprocher ce fait de l'habitude romaine de ne créer dans le même cas qu'un seul *instrumentum*. Le bailleur à ferme ou à loyer ne signait pas non plus le bail.

Avec l'usage de l'acte sous seing privé, ses abus s'étaient introduits : le blanc-seing se prêtait à des fraudes faciles et aussi permettant des translations successives des créances et des propriétés, encourageait le jeu. Aussi le Code Michaud (1629) (1) dans son article 147, pour restreindre les effets du jeu alors effréné, décida que : « Toutes promesses esquelles le nom du créancier se

(1) Isambert, XVI, 237.

trouve en blanc ou remply depuis qu'elles ont été faites seront déclarées nulles comme aussi toutes lettres de change simulées (1) ».

Deux déclarations, du 30 juillet 1730 (2) et du 22 septembre 1733 (3), confirment ces précautions et frappent de nullité, la première, les billets qui ne seraient pas écrits de la main du signataire ou au moins ne porteraient pas l'approbation de la somme et quantité, la seconde, tous les billets qui ne remplissent pas l'une de ces conditions, sauf les billets de commerce et ceux souscrits par les laboureurs et artisans. C'est l'origine de notre bon et approuvé.

D'un autre côté, pour donner plus d'autorité, de créance aux signatures privées, un édit de décembre 1684 (4) après avoir organisé la procédure de vérification d'écriture et signature, ajoute dans l'article 11 : « Voulons que tous ceux qui dénieront leurs propres signatures ou écritures soient condamnés en nos Cours en 100 livres d'amende envers nous et en 50 livres dans tous nos autres sièges et juridictions, et en pareille somme envers qui il appartiendra dans les justices des seigneurs particuliers, outre les dépens, dommages et intérêts envers les parties ». Une déclaration du 15 mai

(1) Dans un autre ordre d'idées, notons que l'article 211 du même Code enjoignait aux gentilshommes de signer du nom de leurs familles et non de celui de leurs seigneuries, à peine de nullité des actes et contrats.

(2) Isambert, XXI, 334.

(3) Isambert, XXI, 379.

(4) Isambert, XIX, 467.

1703 (1) restreignit la procédure instituée par le précédent édit, devant les juges consulaires, au cas où la signature était déniée. Une ordonnance de d'Aguesseau de juillet 1737 (2) qui réglait la reconnaissance des écritures et signatures en matière criminelle n'admettait comme pièces de comparaison que les signatures aux actes authentiques et judiciaires ou bien les signatures privées reconnues par l'accusé.

V. Le droit intermédiaire vint affirmer le triomphe de la signature sur le sceau. La loi du 7-12 septembre 1790, article 13, abolit les sceaux dans presque tous les actes privés (3), tandis que d'assez nombreux monuments législatifs réglementent la forme, les effets et la protection de la signature (Décret du 9 novembre 1789 et Constitution du 3 septembre 1791, titre III, chapitre V, article 24 qui établissent l'uniformité de la signature des décrets et jugements dans toute la France. — Décret du 29 septembre-16 octobre 1791 relatif à la signature des procès-verbaux de l'Assemblée constituante — des 8-10 septembre 1791 qui prescrit à peine de nullité la mention de la déclaration du testateur de ne pouvoir signer — des 25 septembre-6 octobre 1791 qui punit l'extorsion de signature — du 17 ventôse an X qui interdit la signature greffée dans les administrations — du 27 prai-

(1) Isambert, XX, 433.

(2) Isambert, XXII, 1.

(3) Voir aussi la loi du 29 septembre-6 octobre 1791 sur le notariat, article 15.

rial an X, article 14, qui fixe la responsabilité des agents de change à raison des effets qu'ils négocient, etc.).

Les différents Codes qui forment la base de notre législation actuelle vinrent consacrer définitivement ce triomphe.

CHAPITRE PREMIER

NATURE ET IMPORTANCE DE LA SIGNATURE DANS LA PRATIQUE MODERNE.

1. Aujourd'hui l'usage de la signature s'est développé considérablement. Dans l'ordre administratif, le nombre des signatures à donner par les hauts fonctionnaires est tellement étendu que cette occupation absorbe une bonne partie de leur temps, et pour les simples particuliers le moindre acte de la vie civile est l'occasion d'une signature.

Les buts que l'on poursuit au moyen de la signature se sont multipliés. Elle ne sert plus seulement à attester au bas d'un acte le consentement du signataire au contenu de cet acte, ou sa reconnaissance de la sincérité et de l'authenticité de l'acte. Mise sur un papier qui n'est pas encore rempli, elle confère au porteur de ce papier des pouvoirs souvent fort étendus. Apposée sur des registres, elle sert à constater la présence du signataire. Comparée à elle-même, elle fait foi de l'identité du signataire et permet ainsi d'éviter des fraudes et des substitutions ; ou bien encore comparée à d'autres écrits de la même personne, elle prouve l'authenticité de ces écrits (Code de procédure civile, a. 200).

La signature s'identifie pour ainsi dire à la personne qu'elle représente, dont elle est le symbole. Tant vaut la personne, tant vaut la signature. Tel effet de commerce qui serait sans aucune valeur sur le marché devient, suivant l'expression usitée, de l'or en barres, parce qu'il est revêtu de la signature d'un commerçant connu sur la place, de même que telle œuvre d'art, telle production littéraire, tel article de journal ou de revue doublent de prix par le nom dont ils sont signés. La signature seule, indépendamment de l'objet auquel elle s'applique a pris une valeur propre, c'est une marchandise dont on trafique parfois.

En quoi la signature mérite-t-elle une semblable faveur ? Son mérite, c'est de constater rapidement et d'une manière durable un consentement. De notre temps, la preuve par écrit a pris une importance beaucoup plus grande que chez les Romains ou au moyen-âge : les opérations juridiques sont souvent à longue échéance, si longue qu'elle excéderait parfois la vie des témoins appelés à les constater ; plus compliquées qu'autrefois et portant sur des chiffres plus considérables, elles renferment des détails que la mémoire serait peu apte à retenir ; la multiplicité même de ces opérations en rendrait le souvenir moins précis, enfin certains contrats comme celui de société se passent entre un si grand nombre de personnes qu'il serait bien difficile que toutes manifestent oralement leur consentement. Pour toutes ces raisons on a recours à des constatations plus durables que

la parole et la mémoire des hommes : « *Verba volant, scripta manent* » ; on a donc recours aux écrits, et la loi elle-même se méfiant de la preuve orale la restreint aux affaires minimes ou aux cas où une autre preuve n'était pas possible. Mais si la rédaction d'un instrument écrit est chose facile pour les personnes habituées aux affaires, il n'en est pas de même pour celles de qui chaque mot à écrire exige un effort. Sans la signature, il faudrait que l'auteur de l'acte, ou plutôt que toutes les parties à un acte écrivissent de leur main toutes les clauses et conditions de cet acte. Et encore ne saurait-on pas si cet écrit est l'expression ferme d'une volonté bien arrêtée ou si seulement c'est un simple projet qui attend, pour devenir parfait, le consentement définitif de son auteur ou même le consentement synallagmatique des autres parties en cause. Enfin une personne peu instruite ou dans un état de maladie ou de faiblesse peut, tout en ayant assez de connaissances et de lucidité pour se rendre compte de l'acte qu'elle accomplit, ne pas être en état de rédiger avec une clarté et une précision suffisantes les clauses d'un contrat. Dans tous ces cas, la signature apparaît : elle facilite, elle rend plus rapide et en même temps plus sûre la manifestation de la volonté. Par une convention tacite qui s'est établie peu à peu, on en est arrivé à considérer la simple apposition de son nom par une personne comme remplaçant, comme équivalant à l'écriture, de la main de cette personne, de toutes les dispositions que précède ce nom, et comme cons-

tituant de sa part la déclaration que telle est sa volonté définitive, aussi bien que si elle avait fait cette déclaration verbalement devant témoins. La sûreté qu'aurait donnée la présence de témoins pouvant venir plus tard attester l'accomplissement de cette déclaration, c'est la signature elle-même qui la donne. L'écriture de chaque homme a sa marque, sa façon particulière, sa physionomie, physionomie traduisant, disent les graphologues, les traits de son caractère. Il est extrêmement rare que deux écritures se ressemblent absolument ; et surtout, quand il s'agit de signatures, le signataire, reproduisant toujours les mêmes caractères, finit par leur donner une apparence encore plus particulière, une sorte d'individualité ; souvent même il les complique par des traits plus ou moins entrelacés qui rendent encore plus difficile la tâche de celui qui, sans crainte des peines sévères édictées contre cette imitation, voudrait imiter cette signature.

Par cela même que l'on signe toujours de la même façon, il est plus facile de se rendre compte, au moyen d'une simple comparaison, de l'identité d'une signature, que de constater que l'acte est bien de l'écriture d'une personne : pour les fonctionnaires, les officiers publics, les commerçants, dont la signature est bientôt connue dans le public, un simple coup d'œil sur la signature permet de vérifier immédiatement l'authenticité d'un titre. Et par là s'explique l'utilité ou plutôt l'une des

utilités de la signature apposée sur un titre écrit de la main même du signataire.

La signature arrive enfin à représenter plus même que la personne de son auteur. C'est le cas de la signature sociale. Une collectivité ou une personne morale a à conclure un contrat ; pour constater son consentement à ce contrat, on a admis qu'il n'était pas nécessaire que tous les individus qui la composent manifestassent chacun leur volonté par l'apposition de leur signature particulière ; par suite d'une convention insérée dans les statuts de la société, l'un des associés écrira seulement une formule désignant la société toute entière et qui l'obligera toute entière.

II. Toutes ces utilités de la signature se trouvent résumées dans la définition qu'en donne le Dictionnaire de l'Académie : « Le nom d'une personne écrit de sa main, mis à la fin d'une lettre, d'un billet, d'un contrat ou d'un acte quelconque pour le certifier, pour le confirmer, pour le rendre valable ». Cette définition indique les éléments qui composent la signature : le fait matériel : un nom écrit, écrit de la main de la personne connue sous ce nom, et écrit au bas d'un acte ; — l'élément intentionnel : volonté par le signataire de donner à ce nom ainsi écrit la signification d'une attestation d'authenticité de l'acte, soit qu'il émane de signature, soit qu'il ait été passé par un tiers, — ou d'une déclaration de consentement au contenu de cet acte, — soit comme partie principale, soit comme nouvel adhérent.

III. Ces utilités multiples expliquent le grand nombre d'actes dans lesquels la signature est usitée.

La signature, étant une formalité complémentaire du contrat ou de la preuve par écrit, s'est développée en même temps que l'écrit. Comme lui, elle a augmenté d'importance à mesure que, l'instruction se vulgarisant, un plus grand nombre de personnes savaient écrire. Cependant l'acte écrit a existé d'abord sans la signature, sans du moins que la signature y fut nécessaire. Cela tient au peu de développement même de l'écriture : il n'y a guère d'abord pour savoir écrire que les officiers publics qui rédigent les actes, et l'acte puise dans la qualité de l'officier, qualité constatée d'ailleurs à cette époque par le sceau, une autorité égale à celle que lui donnerait la signature des parties. Un état d'instruction un peu plus avancé fait augmenter le nombre des signatures : c'est celui où beaucoup de personnes, sans savoir absolument écrire, sont cependant capables de tracer les caractères qui composent leur nom : c'est un degré d'instruction encore fréquent dans nos campagnes, et c'est celui où la signature rend le plus de services. Un état encore plus avancé où tout le monde saurait écrire restreindrait un peu cette utilité, sans cependant la faire disparaître.

Ce n'est pas seulement l'usage qui a contribué au développement de la signature ; la loi comprenant combien elle peut servir à éviter de contestations dans l'avenir, l'a consacrée là où la coutume l'avait établie, et l'a étén-

due à un grand nombre d'autres cas. Dans la plupart des écrits qu'elle exige, dans le plus grand nombre des titres dont elle règle la forme, elle a fait une place à la signature, qu'il s'agisse de titres intéressant l'état des personnes ou destinés à faire la preuve d'obligations, qu'il s'agisse d'actes de procédure civile ou criminelle, ou d'actes publics et administratifs.

Dans la matière des actes de l'état civil, l'article 39 du Code civil, sanctionné par l'article 50, exige pour tous ces actes la signature de l'officier de l'état civil, des comparants et des témoins, et cela est prescrit aussi bien pour les ratures et renvois que pour le corps même de l'acte (art. 42). Les actes d'opposition au mariage (art. 66), de notoriété (art. 71), doivent aussi être signés (Voir aussi art. 61 et 87).

La signature est particulièrement requise pour les testaments (art. 970-973-974-976-977-979-998) et sous peine de nullité (art. 1001).

Quand il s'agit d'actes entre vifs, la loi donne à la signature des parties presque la même vertu qu'à la présence d'un officier public (art. 1322, 1318, etc.).

Le Code de commerce exige aussi la signature dans un grand nombre de cas particuliers : art. 36, transfert des actions ; art. 79, polices d'assurances ; art. 102, lettre de voiture ; art. 109, bordereau de vente ; art. 122, acceptation d'une lettre de change ; art. 126, intervention ; art. 192, 5°, procès-verbaux des capitaines constatant la nécessité des emprunts pendant le voyage ;

art. 235, comptes des capitaines ; art. 282, connaissances ; art. 412, délibération en cas de jet ; art. 439, bilans de faillite ; art. 480, inventaire après faillite ; art. 497, admission au passif ; art. 506, rapport des syndics ; art. 509, concordat.

La signature est aussi l'une des formalités les plus souvent exigées dans les actes de procédure. Les jugements doivent être signés (Code de procédure civile, art. 18, 138, 139, 1016) ainsi que les dépositions de témoins et le procès-verbal qui en est dressé (art. 36, 273, 274, 275, 432) ; les procès-verbaux de visites des lieux (art. 42) ; les rapports d'experts (art. 317) ; les interrogatoires sur faits et articles (art. 334) ; les déclarations des parties qui demandent jugement devant le juge de paix (art. 7) ; les requêtes pour prise à partie (art. 511) ; procès-verbaux de saisie (art. 585, 587) ; actes de produit à un ordre (art. 754).

Il en est de même en matière criminelle ; jugements (Code d'Instruction criminelle, art. 164, 196) ; arrêts (234-370) ; déclaration du jury (349) ; procès-verbaux des séances de la Cour d'assises (372) ; réquisitions du procureur général et décisions auxquelles elles donnent lieu (277) ; mandats de comparution, d'amener et de dépôt (95) ; dénonciations et plaintes (31-65) ; dépositions de témoins (33, 76, 78) ; procès-verbaux du procureur (42) ; procès-verbaux de saisie de pièces à conviction (35) ; de perquisition (109) ; d'exécution (378) ; appel (204) ; recours en cassation (417).

L'importance de la signature est grande aussi dans les actes publics. La loi constitutionnelle du 25 février 1875, article 3, a soin de décider, conformément aux principes du régime parlementaire que tout acte du président de la République doit porter en outre de la signature de celui-ci, le contre-seing d'un de ses ministres. Les arrêtés et règlements des diverses autorités : ministres, préfets, maires, sont signés de leur auteur. Quand le préfet et le maire interviennent dans un contrat comme représentants du département ou de la commune, leur signature représente la personne morale du département ou de la commune et l'oblige, pourvu que l'acte ait été légalement conclu, qu'ils aient agi dans la limite de leurs pouvoirs.

D'une manière générale on peut dire que, sauf de rares exceptions, doivent être signés tous les actes privés par lesquels on s'oblige, et tous les actes publics qui contiennent une constatation officielle ou un ordre d'une autorité.

CHAPITRE II

FORME DE LA SIGNATURE.

La signature se compose essentiellement d'un nom écrit au bas d'un acte par la personne désignée par ce nom. Nous examinerons donc de quel nom et où on peut signer, puis nous verrons les formalités accessoires que l'usage et la loi ont ajoutées à l'apposition du nom et aussi celles qui dans certains cas remplacent la signature.

SECTION I. — Du nom dont on signe.

I. La loi ne dit nulle part en quoi consiste la signature, mais les Tribunaux ne pourraient pas prétendre que la question de savoir dans quels cas il y a signature est entièrement une question de fait, et échapper ainsi au contrôle de la Cour de cassation. Il y a des principes généraux qui doivent les guider. La signature se compose ordinairement du nom de famille. Celui-ci est souvent accompagné d'un ou de plusieurs prénoms soit en toutes lettres soit en initiales.

Remarquons d'abord que dans les actes où le nom de la personne doit figurer non seulement dans la signature, mais aussi dans le corps de l'acte, par exemple dans un

testament authentique, il est nécessaire qu'à ces deux places le nom soit le même (Poitiers, 19 avril 1822, Sirrey, coll. nouv. 7, 2, 39). En règle générale le nom dont on signe doit être celui sous lequel on a été inscrit sur les registres de l'état civil, mais la jurisprudence a une large tendance — et avec raison — à admettre comme valable toute signature formée d'une dénomination sous laquelle le signataire est publiquement connu et qu'il a l'habitude d'employer dans les différents actes et notamment dans les actes sérieux (1).

II. La question s'est posée pour les noms de seigneurie, les noms de terre, qu'une tradition ou la vanité ont fait ajouter ou substituer aux noms de famille. L'ordonnance de 1629 avait cherché à s'opposer à cette habitude et avait enjoint aux gentilshommes de signer de leur nom patronymique et non pas de leur nom de seigneurie. Entre autres inconvénients, on craignait que la seigneurie venant à passer en d'autres mains par suite d'un contrat féodal, il devint difficile de savoir de qui l'acte émanait, de l'ancien ou du nouveau seigneur (2). Le Code civil n'a pas reproduit cette interdiction et la nullité qui la sanctionnait, cependant d'après certains auteurs, entre autres Toullier (tome V, n° 373), le Code

(1) Paris, 7 avril 1848, Dalloz, 48, 2, 90.

(2) L'ancienne jurisprudence admettait cependant par exception la validité d'un testament signé du même nom que le contrat de mariage et les actes les plus importants de la vie du testateur. Arrêts du Parlement de Paris, 29 décembre 1788 et 4 juillet 1782 cités par Merlin, *Rép.*, V° *Signature*, § III, art. IV.

exigeant une signature et la signature étant l'apposition du véritable nom du signataire, cette nullité subsisterait. Mais d'après la majorité des auteurs (Troplong, t. III, n° 1495 ; Marcadé sur art. 970, n° 4 ; Duranton, t. IX, n° 39) et la jurisprudence (Bourges, 19 août 1824, D. 25, 2, 62 ; Cassation, 18 mars 1829, D. 29, 1, 173 ; Paris, 7 avril 1848, D. 48, 2, 90), il suffit que l'individu soit identifié et la signature est valable qui est formée du nom qu'on prend et qu'on reçoit habituellement dans le monde (1). Aux Tribunaux d'apprécier si une signature donnée remplit ces conditions, mais ils doivent se garder d'admettre trop facilement des noms de fantaisie que l'on pourrait changer suivant les caprices du moment, ce qui détruirait tous les avantages que les actes de l'état civil offrent en permettant d'individualiser et de reconnaître les personnes.

III. Les mêmes principes s'appliquent aux surnoms et sobriquets, très-fréquents dans certaines parties de la France, où les familles très-nombreuses et les mêmes noms très-communs exigent un autre mode de distinction des individus. Parfois le fait d'avoir signé d'un nom de fantaisie démontrera aux Tribunaux que le signataire n'a pas entendu faire un acte sérieux, mais la notoriété

(1) Sans doute les décrets du 6 fructidor an II et 19 nivôse an VI, défendent de désigner les parties dans les actes autrement que par leur nom de famille, et l'article 259 du Code pénal (modifié le 28 mai 1858), punit ces changements de nom, mais aucun texte ne prononce la nullité de l'acte ainsi signé.

du sobriquet pourra souvent les déterminer à admettre une pareille signature, surtout si des actes antérieurs signés de la même façon ont été exécutés sérieusement, ou si l'individu a pris un nouveau nom par suite de la trivialité de son nom véritable (Cass., 30 janvier 1824, aff. Goujat dit Maillard, Dall. *Alph.*, V° *Procès verb.*, n° 82) ou d'une triste notoriété qui s'y attache. Il suffit que la personne soit connue sous ce nom d'emprunt (1).

IV. C'est aussi par suite d'une habitude générale que l'on doit valider la signature d'une femme mariée se composant de son prénom et du nom de famille de son mari. Régulièrement le mariage ne change pas le nom sous lequel la femme a été inscrite à sa naissance sur les registres de l'état civil (2), tout au plus lui donne-t-il le droit d'ajouter à son nom le nom de son mari ; mais l'usage constant étant de désigner une femme par ce dernier nom, au point qu'il serait peut-être bon que la loi sanctionne cet usage, il appartient à la jurisprudence de se montrer large dans l'application des principes. Du reste une signature ainsi conçue remplit les deux conditions qu'on peut exiger : elle individualise bien la personne, et elle la désigne d'une façon suffisamment notoire (3).

(1) Grenoble, 7 avril 1827, S. 29, 1, 198.

(2) Cependant ce point est controversé, surtout depuis la loi du 6 février 1893, dont l'article 2 décide que la femme divorcée reprend l'usage de son nom, ce qui semble indiquer qu'elle l'avait perdu.

(3) Dans ce sens Rennes, 11 févr. 1830. Dall. *Alph.*, V° *Dispos.*, n° 2603.

V. La question devient plus délicate quand un acte est signé seulement des initiales ou des prénoms de son auteur. Ce mode de signature n'apporte ni l'une ni l'autre des deux garanties : l'identification et la notoriété. Les mêmes prénoms peuvent appartenir à beaucoup de personnes, et en dehors de la famille on ne connaît pas souvent les prénoms d'une personne même avec qui on est en relations d'affaires (1). Cependant si une personne a l'habitude de souscrire de cette façon, non seulement ses lettres intimes, mais aussi les actes sérieux, les actes d'affaires, cette signature peut acquérir une notoriété qui permette de reconnaître comme valables les actes qui en sont munis, surtout si cette habitude n'est pas particulière au signataire, mais est commune aux personnes de la même profession, revêtues du même caractère. C'est ce qui a été jugé pour des évêques qui, signant habituellement les actes de leur ministère de leurs initiales ou de leur prénom, précédés d'une croix et suivis de l'indication : évêque de tel endroit, avaient également signé ainsi leur testament. Une décision en premier ressort avait validé dans ces conditions le testament du célèbre Massillon (7 avril 1743), mais sur l'appel une transaction était intervenue. Depuis le Code civil un arrêt a jugé dans le même sens (Req., 23 mars 1824, S. 24, 1, 245). Il faut remarquer que dans ce cas

(1) V. Toulouse, 5 avril 1821 pour le prénom (Sirey, 23, 2, 68); et pour les initiales, Conseil de Brabant, 26 octobre 1658. Merlin, *Rép.*, V^o *Signature*, § III, article V.

particulier, l'indication de l'évêché individualise la personne, et peut-être serait-il rigoureusement juridique de restreindre la validité aux signatures de ce genre qui remplissent cette condition (1). Suivant certains partisans de la validité, il faut que ce soit une habitude de la profession, suivant les autres il suffit que ce soit une habitude du signataire (2). Contre la validité on fait remarquer qu'une telle signature aurait l'inconvénient de se prêter difficilement à une comparaison avec un corps d'écriture et qu'il est plus facile d'imiter des lettres isolées que des mots entiers. Dans ce sens un arrêt de la Chambre des requêtes (25 avril 1825, S. 25, 1, 71) a annulé un testament signé d'initiales suivies de caractères confus (3).

Il est à peine besoin d'ajouter que, s'il est utile de joindre au nom de famille les prénoms, au moins celui qui est employé d'habitude, pour éviter toute contestation sur l'identité du signataire, cela n'est pas prescrit à peine de nullité.

SECTION II. — Des signatures incorrectes, illisibles et incomplètes.

I. Si la loi reconnaît comme valables les actes qui ne sont pas écrits de la main de leur auteur juridique, mais

(1) En ce sens Duranton, t. IX, n° 40.

(2) Nancy, 1^{er} mars 1831, S. 31, 2, 182.

(3) Voir aussi Merlin, *Rép.*, t. XVII, p. 584. — Caen, 11 décembre 1822 (motif), S. 23, 2, 128.

qui sont seulement signés de lui, c'est pour permettre aux personnes peu lettrées, n'ayant qu'un commencement d'instruction en matière d'écriture, de pouvoir cependant passer des actes sans recourir au ministère coûteux et peu rapide d'un officier ministériel. Il serait donc illogique d'exiger de ces signatures une correction absolue et d'annuler un acte parce que les caractères de la signature sont mal formés ou que le nom est mal orthographié, surtout si on a écrit son nom de la manière dont il se prononce dans le pays (1). On a pu dire du reste que les noms propres n'ont pas d'orthographe (Voir Nancy, 1^{er} mai 1831, S. 31, 2, 182; Cass., 31 déc. 1850, S. 51, 1, 26; Lyon, 25 juin 1879, D. 81, 2, 135. — *Contrà*, Caen, 11 décembre 1822, S. 23, 2, 128).

Cependant, encore faut-il qu'il y ait signature, et en présence de traits absolument informes et illisibles, on peut être appelé à se demander si la personne qui les a tracés a entendu leur donner ce caractère. Les tribunaux ont pu dans certains cas ne pas considérer comme de véritables signatures de pareils hiéroglyphes, qui ne permettraient pas de constater l'identité du souscripteur.

Mais il leur est difficile de se montrer bien rigoureux à une époque où, en raison même de la multiplicité des signatures à donner, et de leur déformation qui en est la conséquence, suivant les expressions du rapporteur dans une affaire du 4 mai 1841, « nous voyons la plu-

(1) Bordeaux, 5 mai 1828, S. 28, 1, 155; Cass., 4 mai 1841, D. 41, 1, 238.

part de nos hauts fonctionnaires, de nos officiers publics et des citoyens eux-mêmes, signer avec des caractères où l'on ne peut distinguer aucune lettre de la langue française ». Conf. Cass., 10 mars 1829, D. 29, 1, 173.

On ne trouverait pas non plus une cause de nullité dans ce fait qu'une signature mal venue a été retouchée ensuite par une personne étrangère, par exemple par le notaire qui a reçu l'acte, si toutefois l'authenticité de cette signature, n'est pas mise en doute (1).

Il importerait aussi peu que, en présence d'un signataire peu habile, une personne plus exercée lui ait tracé un modèle ou même lui ait guidé la main (2). Le fait d'avoir consciemment copié le modèle ou de s'être laissé guider la main, est un indice suffisant de la volonté de signer, et le fait matériel existe également. On ne pourrait attaquer cette signature que sur le fondement d'une violence, peu facile du reste à admettre en pratique.

II. Mais s'il faut se montrer facile dès qu'il y a une manifestation suffisante de la volonté, il importe de ne pas admettre une signature comme valable toutes les fois qu'il y a un doute sur le consentement entier et persistant du signataire. En exigeant la signature à la fin d'un titre, la loi a voulu que la partie se rendit bien

(1) Agen, 5 août 1824, D. 25, 2, 60.

(2) Turin, 5 pluv. an XIII (cité par Rolland de Villargues, V^o *Signature*, n^o 114). — Cassation, 18 mars 1830, D. V^o *Faux*, n^o 105. — Riom, 26 nov. 1888, D. 90, 2, 63. — *Contra*, Douai, 24 mars 1784, cité par Merlin, *Quest. de dr.*, V^o *Témoin*, § 2.

compte de l'acte qu'elle venait d'accomplir et qu'elle manifestât que sa volonté avait bien persisté jusqu'au bout. Or, si cette signature est incomplète, cela peut être d'abord un indice qu'on n'a pas persévéré jusqu'à la fin dans l'intention de valider l'acte, et il suffit même que la signature ne soit pas terminée pour qu'on ne puisse pas affirmer que dans l'instant qui lui restait jusqu'à la fin de la signature, le signataire n'aurait pas réfléchi et changé d'avis. Une signature incomplète (1) n'est donc pas une signature suffisante, et l'on a pu juger qu'un acte ne remplissait pas la condition exigée d'être signé, quand la mort arrivant subitement avait interrompu le signataire au milieu de son nom. Mais une signature incomplète peut suffire pour constituer un commencement de preuve par écrit, s'il est établi que la signature est restée incomplète non par la volonté du signataire, mais par des circonstances indépendantes de sa volonté (2).

SECTION III. — De la place de la signature et du moment où elle doit être apposée.

I. L'usage est de détacher la signature du reste du texte, et de l'écrire d'une écriture plus cursive, souvent avec accompagnement de paraphe. Mais ne peut-on ad-

(1) Les tribunaux décideront souverainement s'il y a ou non signature complète (Merlin, *Rép.*, V^o *Sign.*, § 3. — Troplong, n^o 1407).

(2) Paris, 27 mars 1841, D. 41, 2, 202. — Larombière, sur art. 1347, n^o 14.

mettre comme une signature le nom de l'auteur du titre quand il se trouve compris dans une phrase de la fin de l'acte ? Le système de la jurisprudence paraît être qu'une telle signature sera valable (1), et par suite l'acte ainsi terminé, pourvu toutefois qu'aucune des mentions qui doivent se trouver dans l'acte : date, approbation des surcharges, etc., ne vienne dans la phrase après le nom du signataire. Il faut que tout l'acte soit couvert par la signature. Ainsi un arrêt de Cassation du 20 avril 1813 (Merlin, *Rép.*, V° *Sign.*, § 3, art. 7) a validé un acte où le nom n'était suivi que de mentions surabondantes. Cependant un arrêt de Liège du 22 décembre 1812 (*ibid.*) considère une pareille phrase comme ne contenant « qu'une déclaration énonciative de l'intention de signer le testament, ce qui ne peut suppléer à une signature effective ». Cela dépend de l'intention du signataire qui a pu vouloir donner à cette phrase la valeur d'une signature, ce qu'on reconnaîtra, entre autres indices, à ce qu'il a écrit son nom en caractères différents, à ce qu'il l'a agrémenté d'un paraphe, ou à ce qu'il a, dans le passé, exécuté des contrats qu'il avait ainsi souscrits.

En tout cas la signature doit se trouver à la fin de l'acte et les clauses ou additions qui se trouveraient après elle, ne participeraient pas à l'authenticité, à la valeur juridique de l'acte, à moins qu'elles ne soient dans un rapport tellement direct et nécessaire avec la partie pré-

(1) Besançon, 19 déc. 1877, D. 79, 2, 64. — Cass., 29 mai 1877, D. 79, 1, 311.

cédant la signature qu'elles se présentent comme des accessoires de cette partie principale et lui empruntent en quelque sorte sa validité.

Par application de la même idée, si un acte est écrit sur plusieurs feuilles volantes, il suffit que la dernière soit signée, pourvu qu'il y ait une liaison visible entre les différentes parties de l'acte (1). Mais si chacune des feuilles est signée, s'il ne ressort pas de l'examen de l'ensemble de ces feuilles qu'elles forment par leur nature un tout indivisible, la nullité de quelques-unes d'entre elles n'entraînera pas la nullité des autres qui, étant signées, forment des actes entiers et se suffisent à elles-mêmes.

Ainsi encore on a regardé comme légale la date d'un testament olographe quoiqu'elle fut placée un peu audessous de la signature à gauche et à la hauteur du paraphe, mais alors qu'il était déclaré que le testament était écrit, daté et signé par le testateur (2).

II. Un acte, et cela a été jugé particulièrement pour le testament olographe (3), peut être signé longtemps après avoir été écrit, et s'il y a plusieurs dispositions successivement datées et signées, l'acte est valable en entier lorsque des clauses mêmes résulte la preuve que la dernière signature s'applique à l'ensemble de l'acte.

(1) Cass., 21 juin 1842, D. 42, 1, 338, rendu malgré une consultation contraire de Vatemesnil, Valette, etc.

(2) Arrêt de cassation du 9 mai 1823 (Dalloz, 25, 1, 314).

(3) Bruxelles, 20 mai 1829, D. V^o *Dispos.*, n^o 2735. — Douai, 17 mai 1878, D. 78, 2, 229.

Mais dans les actes authentiques, où toutes les formalités forment un tout indivisible, les parties doivent être présentes à l'acte et signer au moment où il est conclu, le notaire ne pourrait stipuler pour une partie absente et faire revêtir ensuite l'acte de sa signature (1). La signature des témoins doit aussi être donnée en présence du testateur (2). Mais la signature du notaire en second peut-être et, sauf les cas où sa présence est nécessaire, est toujours donnée ultérieurement. Peu importe qu'une des parties soit morte dans l'intervalle (3).

SECTION IV. — Des accessoires de la signature.

I. Le paraphe accompagne ordinairement la signature, mais il n'a rien d'obligatoire, même quand celui qui a signé était dans l'usage de parapher (4) ; l'absence de paraphe dans ces conditions pourrait seulement, en cas de dénégation de la validité de l'acte, être un élément de preuve pour établir que l'acte est faux ou que le signataire n'a pas eu l'intention de faire un acte sérieux et de signer véritablement.

Pour les notaires c'est une tradition ancienne de rendre plus difficile l'imitation de la signature par un pa-

(1) Grenoble, 8 juillet 1858, S. 60, 2, 188.

(2) Cass., 20 janvier 1840, D. 40, 1, 107. Le testament public qui n'a été signé du notaire et des témoins qu'après la mort du testateur est nul. Gand, 3 avril 1833, D. 34, 2, 156.

(3) Cass., 3 janv. 1888, D. 88, 1, 57.

(4) Aix, 27 janv. 1846, D. 46, 2, 230.

raphe compliqué. Ce paraphe qui est devenu l'accessoire de la signature paraît même l'avoir précédé : avant que les actes ne fussent signés, le sceau était souvent entouré d'un S ; plus tard et encore récemment les notaires prolongeaient leur paraphe jusque dans le contexte pour éviter probablement des substitutions du texte, enfin il est tellement entré dans les mœurs notariales qu'un auteur a pu parler de la dignité du paraphe.

Le mot paraphe a un double sens : tantôt il désigne ces traits qui terminent ou entourent la signature, tantôt on entend par là une sorte de signe indépendant, comprenant quelquefois certaines lettres de la signature, qui remplace la signature dans les cas où celle-ci serait trop longue vu le nombre considérable de fois où on a à le répéter. Ce sont des paraphes de ce genre que prescrivent les articles 41, 44, 63 du Code civil (registres de l'état civil, etc.), 14, 236 du Code de procédure civile, 10, 102, 176 du Code de commerce, 39 du Code d'instruction criminelle, etc.

Dans certains cas la loi ne trouve pas que la signature ait par elle-même une authenticité et donne une garantie suffisantes. Elle la soumet à des formalités accessoires, ou lui adjoint d'autres signes. C'est ainsi que le contre-seing (1), le sceau, la légalisation sont ou ont

(1) Le contre-seing, qui n'a pas d'application dans les actes privés, est de règle pour tous les actes du Président de la République d'après nos lois constitutionnelles. Il doit émaner d'un ministre. On s'est même posé

été employés, c'est ainsi qu'on exige le « bon ou approuvé » ou la mention dans le texte qu'il a été signé, c'est ainsi encore qu'on soumet à une affirmation solennelle ce qui était déjà affirmé par la signature.

II. Le sceau qui dans notre droit a précédé la signature au moins comme usage général, n'est plus guère usité aujourd'hui de la part des particuliers. Mais l'État, les diverses administrations et les officiers publics ont encore leurs sceaux. Pour les notaires, le sceau qui, au début, tenait lieu de la signature, l'accompagnait encore d'une manière obligatoire d'après l'ordonnance de 1539. Mais peu à peu on prit l'habitude tout en continuant à payer les droits de sceau, de ne plus les apposer réellement. De garantie d'authenticité, le sceau était devenu une exigence purement fiscale (1), supprimée elle-même par les lois de la Révolution (loi du 19 décembre 1790). La loi du 25 ventôse an XI, article 27, porte, il est vrai, que : « chaque notaire sera tenu d'avoir un cachet ou sceau particulier portant ses noms, qualité et résidence, et d'après un modèle uniforme, le type de la République française. Les grosses et expéditions des actes porteront l'empreinte de ce cachet », mais ce sceau n'est plus

à ce propos la question, question à peu près insoluble en droit, de savoir comment un Président de la République pourrait remplacer, comme c'est son droit, des ministres qui auraient cessé de lui plaire, si aucun de ceux-ci ne consentait à signer le décret de nomination de leurs successeurs.

(1) Pothier, *Traité de la procédure civile*, part. IV, ch. II, sect. 2, art. 1, § 4.

nécessaire pour que l'acte soit authentique, il sert seulement à rendre les faux plus difficiles.

Le sceau ne pourrait plus maintenant remplacer la signature, même si l'intention de celui qui l'a apposé était de lui donner la même valeur : là où la loi exige un acte signé, on ne pourrait se contenter d'un acte scellé.

III. La légalisation est une attestation par une autorité publique de la vérité d'une signature. C'est une formalité très ancienne : dans des statuts d'une corporation de Montpellier en 1323, la signature des notaires est légalisée par un juge royal et un juge d'église (1). D'après l'article 28 de la loi de ventôse, cette formalité est encore nécessaire pour les signatures des notaires, mais seulement pour les cas où la loi estime que leur signature n'a pas une notoriété suffisante : « Les actes notariés seront légalisés, savoir : ceux des notaires à la résidence des tribunaux d'appel, lorsqu'on s'en servira hors de leur ressort ; et ceux des autres notaires, lorsqu'on s'en servira hors de leur département. La légalisation sera faite par le président du tribunal de 1^{re} instance de la résidence du notaire ou du lieu où sera délivré l'acte ou l'expédition ». La loi du 2 mai 1861, article 1, autorise les juges de paix, dans les villes où il n'y a pas de tribunal, à effectuer cette légalisation.

Il ne faut pas confondre la légalisation avec le *pareatis*

(1) *Trésor des Chartes*, cité par Bonnier, *Traité des preuves*, n° 501, en note.

qui, sous l'ancien régime, était nécessaire quand on voulait faire exécuter un acte notarié en dehors du ressort du parlement auquel appartenait le notaire, et qui a été aboli par la loi du 16 octobre 1791. Le *pareatis* puisait sa raison d'être dans les limites des souverainetés judiciaires, la légalisation n'est qu'une mesure de publicité. Le *pareatis* donnait à l'acte une force exécutoire nouvelle, la légalisation n'a qu'une vertu probatoire. Si on ne conteste pas la sincérité de la signature, l'acte est exécutoire sans elle, et on ne pourrait se fonder sur le défaut de légalisation pour faire annuler plus tard les actes d'exécution (1).

Une ordonnance du 25 octobre 1833 donne aux consuls français qualité pour légaliser les signatures des autorités ou fonctionnaires publics étrangers, mais leur refuse le droit de légaliser les actes sous seing privé : ils peuvent et doivent seulement légaliser la signature des fonctionnaires de ce pays qui auront eux-mêmes légalisé ces actes.

Les extraits des actes de l'état civil doivent être légalisés par le président ou par un juge du tribunal de première instance (2).

La légalisation permet de reconnaître l'authenticité de la signature d'un notaire en dehors de son ressort ou de son département. Pour l'étendue de ce ressort ou de ce département, cette reconnaissance est facilitée par

(1) Cass., 10 juillet 1817, S. 18, 1, 336.

(2) Ou, depuis la loi de 1861, par le juge de paix.

l'article 2 de la loi du 2 mai 1861 qui prescrit le dépôt au greffe de la justice de paix de la signature et du paragraphe des notaires.

D'après l'article 15 de l'arrêté du 27 prairial an X, la signature du propriétaire, dans les transferts d'inscriptions sur le grand livre de la dette publique, doit être certifiée par un agent de change de la bourse de Paris. Le décret du 7 octobre 1890, article 76, renouvelle cette prescription.

IV. Dans les actes notariés il ne suffit pas que les parties et les témoins signent, l'article 14 de la loi de ventôse exige que le notaire fasse mention de ce fait dans l'acte. On a probablement voulu par là donner plus de certitude à ces signatures en faisant certifier par le notaire qu'il les a vu apposer. Le Code civil ne parle pas de cette mention, mais il n'a pas abrogé la décision de la loi de ventôse. Cette disposition englobe dans la mention prescrite non seulement les signatures des parties et des témoins, mais aussi celle du notaire ; mais tandis que conformément à l'article 68 de cette loi, les actes qui ne contiennent pas mention de la signature des premiers sont frappés de nullité, un avis du Conseil d'Etat du 16 juin 1810, approuvé le 20, décide que cette nullité ne doit pas être appliquée au défaut de mention de la signature des notaires (1).

(1) Dans le même sens, Cass., 11 mars 1812, S. 12, 1, 353 ; Bastia, 29 décembre 1856, S. 57, 2, 333.

Cette mention n'est soumise à aucune forme particulière (1), mais elle doit être faite par le notaire lui-même (2). Elle doit être placée à la fin de l'acte, dit la loi sur le notariat, mais est-ce à peine de nullité? Duranton a soutenu que oui (t. IX, n° 100), mais la majorité des auteurs (3) est d'avis contraire : on fait remarquer que peu importe en raison la place qu'occupe cette mention. Mais dans tous les cas les mots : « à la fin » ne doivent pas être pris dans un sens trop étroit (4).

Bien entendu la mention n'est nécessaire que là où la signature l'est aussi, et, si une signature se trouvait dans un acte où elle n'est pas requise, on ne pourrait se prévaloir du défaut de mention. On s'est demandé si cette mention était exigée dans les testaments comme dans les autres actes notariés. Marcadé (sur art. 973, n° 1) a soutenu que dans la matière, le Code civil était une loi spéciale qui dérogeait à la loi générale, c'est-à-dire à la loi de ventôse. Mais on répond qu'il n'est pas présomable que le Code civil ait entendu abroger tacitement les dispositions d'une loi encore récente, alors qu'il n'y avait aucune raison pour soustraire le testament à la règle générale des actes notariés, surtout en présence de l'importance de ces actes (5).

(1) Cass., 16 février 1814, S. 14, 1, 118.

(2) Liège, 2 déc. 1807.

(3) Aubry et Rau, § 755, note 37. — Troplong, t. III, n° 1583. — Larombière, sur article 1317, n° 23, etc.

(4) Turin, 25 février 1810, S. 11, 2, 6. — Cass., 4 juin 1823, S. 23, 1, 266. — Poitiers, 16 avril 1842, S. 43, 2, 268. — Cass., 18 juin 1844, S. 44, 1, 489. — *Contrà*, Douai, 9 nov. 1809, Dall. *Alph.*, t. XVI, p. 885.

(5) Dans ce sens, Cass., 16 févr. 1814, D. *Alph.* t. XVI, 882; 1^{er} oct. 1816,

Notons encore que cette règle ne s'applique qu'aux actes notariés et pas aux actes sous seing privé, aux testaments olographes par exemple (1).

Et même pour les premiers, à défaut de cette mention l'acte est nul comme acte authentique, mais il vaut comme acte sous seing privé, à moins qu'on n'apporte la preuve qu'il a été entendu entre les parties que la validité de l'acte dépendrait de sa perfection notariale.

Ces formalités ont pour but d'empêcher ou de rendre plus difficile l'emploi de fausses signatures. Il en est d'autres qui ont été prescrites pour attirer davantage l'attention du signataire sur l'importance de l'acte qu'il accomplit.

V. Ainsi quand il s'agit de procès-verbaux, en présence de la gravité qui s'attache à des actes qui doivent faire foi jusqu'à inscription de faux, la loi (Code d'instr. crim., a. 18. Code forestier, a. 165. Loi du 15 avril 1829, a. 44. Loi du 17 juillet 1856, art. unique. Loi du 3 mai 1844, a. 24. Loi du 15 juillet 1845, a. 24. Loi du 30 mai 1851, a. 18) ne se contente pas de la signature du procès-verbal et exige que son auteur l'affirme devant le magistrat compétent. Cette affirmation consiste en un serment et il doit ressortir de la constatation l'accomplis-

id. 914. — Metz, 1^{er} avril 1819, S. coll. nou., 6, 2, 55. — Merlin, *Rép.* V^o *Test.*, § 2; § 3, art. 2, n^o 8. — Toullier, t. V, n^{os} 381 et 449. — Troplong, t. III, 1569.

(1) Toullier, V, n^o 372.

sement de cette solennité (Cass., 29 février 1812, S. 17, 1, 322; 20 mars 1812, S. coll. n., 4, 1, 62).

La signature intervient encore après l'affirmation : l'acte d'affirmation doit être signé tant par l'agent que par le magistrat qui reçoit l'affirmation. L'ordonnance du 17 avril 1839, article 1, le décide ainsi pour les procès-verbaux des vérificateurs des poids et mesures, et la jurisprudence pour tous les autres cas (Cass., 1^{er} avril 1830, S. 30, 1, 319; 20 nov. 1863).

VI. La formalité du bon ou approuvé est prescrite par l'article 1326 du Code civil dans le double but de faire réfléchir le signataire à la portée de l'acte qu'il souscrit et de prévenir l'abus de blanc-seing : dans le cas où un billet, ou une promesse sous seing privé, n'est pas écrit en entier de la main du signataire, il faut que celui-ci écrive de sa main un « bon » ou un « approuvé » portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose. Cette prescription est restreinte par deux conditions : 1^o elle ne s'applique qu'aux actes par lesquels « une seule partie s'engage », dit le Code, qui a voulu désigner par là les actes unilatéraux. Il ne faut pas prendre ses expressions au pied de la lettre : un acte ou plusieurs codébiteurs s'engageraient ne serait pas dispensé du bon (1). 2^o Il faut de plus que l'objet de la promesse

(1) Bruxelles, 23 juillet 1811, S. 12, 2, 105. — Cass., 8 août 1815, S. 16, 1, 97 et 6 mai 1816, S. 16, 1, 227. — Aubry et Rau, § 756, 2^o. — Demante-Colmet de Santerre, V, 289 *bis*, III. — Demolombe, XXIX, 458. — *Contrà*, Bruxelles, 27 juin 1809, S. 9, 2, 407 et consultation de Dupin, etc. S. 16, 1, 97.
T. — 9

soit une somme d'argent ou une chose appréciable. C'est en effet pour des billets de cette nature et surtout pour les reconnaissances de sommes d'argent que la pratique avait montré de fréquents abus de blancs-seings et par suite la nécessité de cette précaution. Les billets ayant pour objet un corps certain sont donc en dehors de cette prescription (1). On s'est demandé si elle s'appliquait aux promesses de choses indéterminées quant à leur valeur. Suivant une première opinion (2), cette chose pouvant être une somme d'argent, cette précaution est nécessaire. Mais on répond que les termes dont s'est servi le Code : « somme », « chose appréciable », semblent bien exclure ce cas ; du reste l'approbation ne pourrait contenir suivant le vœu de la loi la somme ou la quantité en toutes lettres et réduite au simple mot « bon » ou « approuvé » ne servirait absolument à rien (3).

Deux catégories d'exceptions sont apportées à la nécessité de l'approbation, l'une par suite du peu d'instruction des parties, l'autre au contraire à cause de leur expérience et dans l'intérêt de la conclusion rapide des affaires. D'une part en sont dispensés les « artisans, laboureurs, vigneron, gens de journée et service », qui

(1) Toullier, VIII, 303. — Bonnier, 675. — Marcadé, 1326, n° 5. — Demolombe, XXIX, 462. — *Contrà*, Duranton, XIII, 170.

(2) Cass., 21 août 1827, S. 23, 1, 60. — 1^{er} mars 1853, D. 54, 1, 342. — 10 janvier 1870, S. 70, 1, 157. — 16 février 1892, D. 92, 1, 248. — Larombière, art. 1326, n° 3. — Zacchariæ, § 752, n. 19.

(3) Agen, 9 nov. 1823, S. 26, 2, 3. — Douai, 25 nov. 1853, S. 54, 2, 606. — Cass., 6 fév. 1861, D. 61, 1, 366. — Aubry et Rau, § 756, n. 69. — Demolombe, XXIX, 464.

savent souvent écrire tout juste leur nom. Comme toute exception, cette dispense doit être interprétée limitativement, aussi ne doit-on pas l'étendre aux femmes des laboureurs, artisans, etc. (1), qui n'exercent pas le même métier ; ni à ceux qui ont cessé d'exercer un de ces métiers, et qui n'ont plus du reste un égal besoin de constater rapidement des affaires (2), ni à ceux qui ne cultivent pas personnellement (3).

D'autre part les marchands ne sont pas tenus non plus à cette formalité, même lorsqu'ils signent un acte purement civil (4) : la dispense est dans le Code civil et en termes généraux. Une controverse s'est élevée à propos des actes commerciaux souscrits par un non commerçant. Doit-on les exempter aussi ? On l'a nié en se fondant sur ce qu'aucun texte ne le dit. Mais le Code de commerce, en fixant minutieusement les formes de la lettre de change, ne fait aucune place au bon ou approuvé. Du reste en souscrivant une lettre de change on devient en quelque sorte commerçant pour la circonstance, puisqu'on devient justiciable des tribunaux de commerce (5). Il faut donc admettre la dispense pour la lettre de change, mais quand il s'agit de billet à ordre cette raison fait

(1) Cass., 22 juillet 1828, S. 29, 1, 88 ; 8 décembre 1839, D. 40, 1, 70. *Idem* pour les femmes des marchands. Cass., 12 janvier 1814, S. 14, 1, 33.

(2) Caen, 15 déc. 1824, S. 26, 2, 3.

(3) Cass., 17 février 1836, D. 36, 1, 175 ; 12 février 1861, D. 61, 1, 363.

(4) Cass., 30 juillet 1868.

(5) Cass., 10 messidor an XI. — Montpellier, 20 janvier 1835, S. 35, 2, 336. — Pardessus, *Cours de dr. commercial*, I, 245. — Bonnier, 676. — Demolombe, XXIX, 472. — *Contrà*, Nougier, *De la lettre de change*, I, p. 73.

défaut, aussi la jurisprudence ne l'en dispense point (1).

Dans les cas où l'approbation est prescrite, lorsqu'elle fait défaut, le billet ne fait pas la preuve à lui seul, mais il peut servir de commencement de preuve par écrit.

On a dit, il est vrai : il ne suffirait pas pour rendre la validité à un acte nul pour défaut d'approbation de prouver que le signataire a connu l'étendue de son engagement ; la loi a prescrit pour cette preuve un mode spécial auquel on ne peut en substituer d'autres (2). Mais un billet non approuvé remplit bien les seules conditions que la loi exige d'un commencement de preuve par écrit : en effet il émane de celui dont il porte la signature et il rend très vraisemblable l'existence de la dette (3).

SECTION V. — Formalités remplaçant la signature.

I. Nous avons vu que longtemps l'ancien droit avait admis qu'une croix ou une marque quelconque pourrait remplacer une signature de la part de ceux qui ne sa-

(1) Cass., 7 thermidor an XI; 27 janvier 1812, S. 12, 1, 144. — Paris, 20 mars 1830, S. 31, 2, 174. — Merlin, *Rép.* V^o Ordre (billet à), § 1, art. 5. — Pardessus, I, 245. — Demolombe, XXIX, 474. — Aubry et Rau, § 756. — *Contrà*, Liège, 14 avril 1813, S. 14, 2, 183.

(2) Cass., 3 nov. 1812, S. 13, 1, 35. — 21 août 1827, S. 23, 1, 60. — Lyon, 26 janvier 1828, S. 28, 2, 259. — Delvincourt, II, p. 613.

(3) Cass., 1^{er} juillet 1828, S. 29, 1, 199. — 6 févr. 1839, D. 39, 1, 76. — 13 déc. 1853; D. 54, 1, 330. — 10 janv. 1870, S. 70, 1, 157. — Lyon, 17 janv. 1871, S. 71, 2, 222. — Cass., 30 nov. 1891, D. 93, 1, 285. — 16 fév. 1892, D. 92, 1, 248. — Aubry et Rau, § 756 et n. 84. — Demolombe, XXIX, 493. — Bonnier, 678. Jugé également pour un bon qui portait la somme en chiffres, Cass., 18 nov. 1834. D. 35, 1, 28.

vaient pas écrire. Mais maintenant il n'en est plus ainsi, un acte où la signature est obligatoire et qui ne porterait qu'un signe de ce genre n'aurait aucune valeur (1) depuis l'ordonnance de 1667, et suivant l'opinion dominante ne vaudrait même pas comme commencement de preuve par écrit (2).

Au moment de la réunion de la Savoie à la France, le Code Sarde (a. 1433) reconnaissait encore la validité de la marque de la part de ceux qui ne savaient ni lire ni écrire, pourvu qu'ils l'apposassent en présence de témoins.

Quoiqu'il y ait longtemps que cet usage n'a plus de valeur légale en France dans les actes civils, il est cependant resté dans les habitudes des campagnes, et dans beaucoup d'endroits on croit encore à son efficacité.

Cependant en droit commercial, où les simples présomptions sont admises, un acte sous-marqué peut avoir force probante, ainsi que tendait à l'admettre Casaregis (*Disc. X*, n° 115) (3).

II. Il y a cependant encore un grand nombre de personnes qui ne savent pas signer leur nom et qu'on ne

(1) Bourges, 24 févr. 1832, S. 32,2,539. — Cass., 8 nov. 1842, S. 43,1,33. — Aubry et Rau, § 756, I. — Demante, Colmet de Santerre, t. V, n° 284 bis. — *Contrà*, Zachariæ, § 752, n° 3, qui admet comme suffisant un paraphe.

(2) Bruxelles, 27 janv. 1807, S. 7,2,249. — Paris, 20 août 1808, S. 8, 2, 284. — Bourges, 21 nov. 1871, S. 72,2,206. — Merlin, *Rép.*, v° *Signature*, § 1, n° 8. — Aubry et Rau, § 756. — Demolombe, XXIX, n° 356.

(3) Bonnier, *Preuves*, p. 560.

peut pas priver de la faculté de conclure aucun contrat par écrit. La loi a donc dû organiser pour ce cas une formalité spéciale : le notaire qui reçoit l'acte doit mentionner dans cet acte que la partie a déclaré qu'elle ne savait ou ne pouvait pas signer (loi de ventôse, a. 14, al. 2 ; C. civ., a. 973) (1).

Mais tandis que, pour les actes entre vifs, la loi de ventôse se contente de cette déclaration, pour les testaments, le Code civil, plus sévère, exige en plus, au cas d'impuissance à signer, la déclaration de la cause qui empêche le testateur de signer. — La loi des 29 septembre-6 octobre 1791 voulait que les notaires fissent mention à la fois de la réquisition faite par eux au testateur de signer et de la réponse de celui-ci qu'il ne pouvait signer ; aujourd'hui la seconde mention suffit (2), mais la première ne pourrait la remplacer, d'après Merlin (*Rép.*, t. XVII, p. 568). Cependant on a admis comme suffisante la formule : « pour ne savoir, de ce requis » (3).

Il n'y a pas pour cette déclaration de termes sacramentels (4), pas plus que pour la mention de la signature, mais il faut qu'il ressorte des termes employés que la déclaration émane de la partie et non du notaire (5).

(1) Le notaire doit mentionner la déclaration de la partie et non affirmer seulement le fait. Bruxelles, 8 décembre 1810, DA. 16, 861. — Limoges, 4 décembre 1821, *id.*, 893.V. cependant Grenoble, 20 janvier 1830, S. 30, 2, 133.

(2) Douai, 6 mars 1833, D. AL. XVI, 848.

(3) Toulouse, 27 avril 1813, S. c. n., 4, 2, 172. 29 juin 1821, S. 22, 2, 169. — Toullier, t. V, 438.

(4) Cass., 20 déc. 1810, D. 31, 1, 27. — 23 mai 1838, D. 38, 1, 390.

(5) Agen, 20 juin 1807, S. c. n., 2, 2, 266. — Paris, 25 mai 1826, D. A. V° *Responsab.*, n° 430. — Toullier, V, 473 et VIII, 91.

Quand c'est l'ignorance qui empêche le testateur de signer, la déclaration de ne savoir signer exprime suffisamment la cause pour laquelle il ne signe pas (1). Mais la déclaration de ne savoir écrire pourrait-elle la remplacer ? D'après une première opinion, il n'y a pas équipollence complète entre signer et écrire, il y a des personnes qui, sans savoir écrire, ont appris à tracer les lettres qui composent leur nom ; un testateur a pu, dit-on, tout en évitant un mensonge formel, ne pas vouloir signer un testament, de manière à ne lui donner aucune valeur, tout en paraissant céder à des sollicitations ou des menaces (2). En sens contraire on fait remarquer qu'il est clair qu'une personne, lorsqu'elle fait cette déclaration, entend nécessairement par ne pas savoir écrire, ne pas savoir écrire ce qu'elle a à écrire dans ce testament, or dans un testament authentique, elle n'a à écrire que sa signature. De plus les partisans de l'opinion adverse ne prêtent-ils pas à ce demi-illettré un raffinement de machiavélisme et à la fois de scrupules bien invraisemblable (3). On sera surtout porté à admettre que le testateur a entendu dire par là qu'il ne savait pas signer, quand des indications diverses démontreront qu'en réalité il ne le savait pas : si par exemple il a fait une

(1) Bruxelles, 3 janvier 1812, D. A. XVI, 884. — Cass., 4 juin 1855, S. 56, 1, 251 ; 1^{er} fév. 1859, S. 59, 1, 393 ; 12 fév. 1879, D. 79, 1, 84.

(2) Duranton, IX, n° 95.

(3) *Sic.* Bourges, 20 nov. 1816, S. c.n., 5, 2, 201. — Cass., 14 juillet 1817, *ibid.*, 5, 1, 217. — Bourges, 15 fév. 1860, S. 61, 2, 70. — Marcadé, sur a. 973, n° 2.

croix (1), ou s'il a fait cette déclaration en réponse à une interpellation du notaire de signer (2).

Il faut remarquer que dans les cas où des témoins peuvent figurer à un acte sans savoir signer, il n'est pas besoin de faire mention de leur déclaration : l'ordonnance de 1735 l'exigeait et le Tribunat l'avait demandé lors de la rédaction du Code civil, mais le Conseil d'Etat ne tint pas compte de cette demande. L'article 14 de la loi de l'an XI ne parle pas des témoins (3).

La mention de non-signature du testateur doit être faite même si, comptant trop sur ses forces, il a essayé de signer et que sa faiblesse ne le lui ait pas permis. Le notaire doit indiquer ce fait, et en mentionner la cause, d'après la déclaration du testateur (4).

Les observations que nous avons faites relativement à la place que doit occuper la mention de la signature, s'appliquent également à la place de la mention de ne pouvoir ou savoir signer (5). Il en est de même des conséquences du défaut de cette mention et de la valeur qu'aurait l'acte comme acte sous seing-privé.

Si la déclaration de ne savoir ou pouvoir signer est fausse, il faut distinguer entre les actes entre-vifs et les testaments. Dans les premiers on applique ce principe

(1) Cass., 11 juillet 1816, D. Al. XVI, 885.

(2) Bruxelles, 13 mars 1810, D. Al. XVI, 885.

(3) Merlin, *Rép.*, t. XVII, p. 559.

(4) Cass., 25 avril 1825, D. 25, 1, 278. — Poitiers, 28 août 1834, D. 36, 2, 89. — Cass., 31 déc. 1850, S. 51, 1, 26.

(5) Paris, 25 nov. 1813, S. 14, 2, 14. — Cass., 18 août 1817, S. 17, 1, 385; 3 janv. 1838, D. 38, 1, 68.

que nul ne peut se prévaloir de sa mauvaise foi et l'acte conserve sa validité (1). Quand il s'agit de testaments au contraire, où il faut rechercher la volonté du testateur jusque dans ses manifestations les plus lointaines, on admet qu'il a pu entendre par son mensonge enlever toute valeur juridique à son testament, et dans le doute on applique rigoureusement la loi qui veut que le testament soit signé, et qui n'exempte de cette obligation que ceux qui ne peuvent ou ne savent signer (2).

Si le testateur n'a pu signer pour cause de maladie et qu'on en ait fait mention, son testament reste valable quand même il serait revenu à la santé et aurait pu signer plus tard. C'était la décision admise dans l'ancien droit (Parl., Paris, 3 déc. 1643 et Auzanet sur l'art. 289 de la Coutume de Paris).

III. La signature a aussi été remplacée autrefois par les monogrammes, lesquels sont tout à fait tombés en désuétude. Cependant il existe encore quelque chose qui les rappelle à certains égards. C'est le paraphe dont se servent les officiers publics et les officiers de l'état civil pour les renvois, cotes et autres objets de peu d'importance où ce serait trop demander que d'exiger une signature entière.

On peut signaler encore comme tendant à remplacer

(1) Cass., 30 messidor an XI, S. 3, 1, 345. — Merlin, *Quest. de dr.*, V^o *Sign.* — Toullier, V, 439.

(2) Grenoble, 25 juillet 1810, S. 11, 2, 377. — Cass., 13 août 1883, D. 84, 1, 118.

la signature, les griffes ou signatures préparées d'avance ; comme elles ne présentent pas les mêmes garanties que la signature de main propre, puisqu'elles peuvent être apposées par un tiers, on ne saurait, à notre avis, leur donner la même valeur juridique (1).

(1) Un décret du 17 ventôse an X interdisait la signature griffée dans les ministères de la justice, de la guerre et au bulletin des lois (*Bulletin des lois*, III^e S. 167, n^o 1290). — V. aussi : Circulaire du Ministre de l'Intérieur, 17 thermidor an XIII.

CHAPITRE III

DU SIGNATAIRE.

I. La signature est essentiellement personnelle puisque par définition c'est le nom d'une personne écrit de sa main ; on ne peut pas signer pour autrui : si dans un acte, la signature du nom de la partie, au lieu d'avoir été tracée par cette partie, émanait d'un tiers, même avec l'autorisation ou sur l'ordre de la partie (1), cette signature n'aurait aucune valeur, même si on soutenait qu'elle doit être assimilée à une stipulation de se porter fort (2), même si le contrat était exécuté et même si la partie offrait postérieurement de signer en personne (3). On ajoute parfois : à moins qu'un deuxième acte complétant le premier ne porte cette signature, mais dans ce cas c'est le second acte qui seul oblige en réalité la personne pour laquelle on a signé et si ce second acte n'intervient qu'après le 1^{er}, jusqu'à ce qu'il soit intervenu, elle n'est pas obligée (4).

II. Par la signature on prend la responsabilité de l'acte souscrit, on s'oblige à ce qui y est contenu. La

(1) Massé et Vergé sur Zachariæ, t. III, p. 499.

(2) Bourges, 24 février 1832, D. A. V^o *Oblig.*, n^o 3830.

(3) Rouen, 25 mars 1807, S. 7, 2, 922.

(4) Cass., 16 janv. 1846, D. 46, 1, 378. — Massé et Vergé sur Zachariæ, III, 499, n. 3.

capacité nécessaire pour signer valablement est donc celle nécessaire pour pouvoir s'obliger, telle qu'elle est réglée par le Code civil.

Cependant l'article 113 du Code de commerce établit une disposition particulière à l'égard des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques : il décide que, sur les lettres de change, leur signature ne vaudra que comme simple promesse. Que faut-il entendre par là ? Suivant une opinion, cette disposition n'aurait plus aujourd'hui aucune portée pratique : le seul sens que le législateur avait voulu donner à l'expression « simple promesse », était que la femme ne serait pas soumise à la contrainte par corps, or depuis 1867 la contrainte par corps est abolie en matière commerciale. Il semble plus naturel d'admettre que l'acte ainsi souscrit, malgré ses apparences, ne constitue pas une véritable lettre de change à l'égard de la femme signataire, qu'il vaudra comme un acte sous seing-privé ordinaire, mais qu'il ne donnera naissance à aucune des obligations spéciales des signataires (obligation de procurer l'acceptation ou de donner caution, droit exclusif sur la provision), ni à la compétence des Tribunaux de commerce en raison de la forme de l'acte. C'est ce qu'on admet pour les lettres de change contenant des suppositions. Or l'article 112 comme l'article 113 emploie l'expression de « simple promesse ». On objecte que l'article 636 du Code de commerce vise bien le cas de l'article 112, relativement à l'un de ces effets,

la compétence, mais ne parle pas de l'article 113. Mais on peut répondre que cet article 636 ne fait que poser une application d'un principe général : le retour à la juridiction de droit commun quand il n'y a plus acte de commerce, et que par suite il n'a rien de limitatif. Enfin il serait bien bizarre que dans deux articles voisins, les mots « simple promesse » eussent deux significations absolument différentes.

L'article 113 ne règle les effets de la lettre de change que vis-à-vis de la femme signataire. A l'égard des autres personnes qui auraient participé au contrat de change, ce contrat subsiste avec tous ses effets habituels (1).

III. Généralement par sa signature, on n'oblige que soi-même et ses héritiers. Cependant il y a des cas exceptionnels où la signature apposée par une personne oblige d'autres personnes.

C'est d'abord le cas de la signature ou raison sociale. L'associé signataire ne signe pas en son propre nom, il signe à la place de la personne morale société et du nom de cette personne morale, qui est la raison sociale. La société, n'étant qu'une abstraction, ne peut accomplir elle-même cette formalité, et il a bien fallu ici déroger à la règle que l'on ne peut pas signer pour autrui. La jurisprudence décide même, sauf quelques arrêts, que l'associé auquel d'après les statuts appartient le pouvoir d'é-

(1) Cass., 30 janv. 1849, D. 49, 1, 58.

mettre la signature sociale, oblige la société et par suite ses coassociés, chaque fois qu'il signe de cette signature, fût-ce pour ses besoins personnels et dans son intérêt. Mais dans l'application de ce principe, tandis que certains arrêts le poussent jusqu'à l'extrême, l'appliquent même au cas où le tiers savait dans l'intérêt de qui l'engagement était souscrit (1) (car ce tiers a pu croire que par suite de conventions entre les associés, la dette tombait à la charge de la société), d'autres arrêts restreignent l'obligation des coassociés au cas où le tiers croyait contracter avec la société (2). Du reste dans la 1^{re} opinion, on excepte généralement le cas de dol ou de fraude (3).

La question inverse se pose et l'on a eu à se demander si l'associé qui avait signé de son propre nom, mais dans l'intérêt de la société n'avait pas obligé celle-ci. Cette question a été résolue par l'affirmative (4).

IV. L'associé n'est pas le seul qui puisse obliger d'autres personnes par sa propre signature comme dans ce dernier cas. Le fait est commun aux administrateurs de diverses sortes qui agissent soit au nom d'une personne physique incapable, soit au nom d'une personne morale. En dehors de ces mandataires légaux, le même pouvoir appartient aux mandataires conventionnels. Mais dans

(1) Cass., 11 mai 1836, D. 38, 1, 403. — 22 avril 1845, S. 45, 1, 260. — 7 mai 1851, S. 51, 1, 321. — 21 févr. 1860, S. 60, 1, 415.

(2) Paris, 14 août 1852, D. 53, 2, 84.

(3) Arrêt du 22 avril 1845 ci-dessus. V. aussi Cass., 24 janv. 1853, S. 53, 1, 241.

(4) Cass., 28 août 1828, S. 28, 1, 407. — 12 mars 1850, D. 50, 1, 86.

tous ces cas le mandataire signe de son propre nom et pas du nom de celui qu'il représente : l'effet que la signature produit sur la personne ou sur les biens du représenté n'est qu'un corollaire du pouvoir qu'a le mandataire d'obliger celui-ci, ce n'est pas à proprement parler la signature du mandataire qui oblige le mandant, c'est le mandat qu'il lui a donné.

Du reste, dès que le mandat existe, soit légal, soit conventionnel, ceux qui dans un acte sont représentés par l'un des signataires, sont réputés y avoir été parties, et tous les effets de droit s'ensuivent. Ainsi les actes sous seing privé souscrits par un mandataire conventionnel en cette qualité font foi de leur date à l'égard du mandant bien qu'ils n'aient acquis date certaine que depuis la révocation du mandat (1) ; de même pour les actes souscrits par le mari en qualité d'administrateur des biens de sa femme ou par le tuteur (2).

Généralement dans les actes de procédure la signature de l'avoué suffit, la partie est censée avoir donné à son avoué le mandat général de faire tous les actes nécessaires pour le bien de sa cause. Cependant il est quelques actes d'une importance exceptionnelle pour lesquels la loi exige la signature de la partie elle-même : exploit portant réquisition de surenchère, inscription de faux, désaveu d'avoué, désistement par acte d'avoué

(1) Cass., 19 nov. 1834, S. 35, 1, 166. — Bourges, 17 mai 1842, S. 43, 2, 100. — Aubry et Rau, § 755, e. — Demolombe, XXIX, 516.

(2) Bordeaux, 24 janv. 1827, S. 28, 2, 61. — Lyon, 25 janv. 1831, S. 32, 2, 589.

à avoué, exploit portant récusation d'un juge, acte par lequel on demande un renvoi pour parenté.

V. On ne peut pas signer du nom d'autrui. Non seulement cette signature ne produirait aucun effet civil, mais, en outre des peines portées par la loi pénale contre les faussaires, pareille signature pourrait donner lieu à une demande en dommages-intérêts de la part de la personne dont on a pris le nom. C'est qu'en effet la signature, comme le nom, est devenue une véritable propriété individuelle, qui a sa valeur propre. En employant la signature d'un tiers, on peut déprécier cette signature, et ainsi lui causer un tort considérable : qu'il s'agisse d'une signature commerciale, ou de la signature d'un littérateur ou d'un artiste. Les Tribunaux ont même été amenés à protéger la signature littéraire formée d'un pseudonyme et la question s'est élevée par exemple de savoir à qui appartenait, du directeur du journal ou de l'auteur qui écrivait habituellement sous ce nom, la signature pseudonyme sous laquelle paraissait un certain genre d'articles dans un même journal (1).

VI. Nous venons de voir que généralement dans les titres juridiques la signature est le symbole de l'obligation. D'autres fois elle sert simplement à attester que l'acte est véritable, telle est la signature du notaire dans

(1) Affaire Colombine. Le *Droit* des 11 et 25 janvier 1889.

les actes authentiques, telles sont les signatures des témoins. On rencontre en outre, même dans certains de ces actes juridiques, des signatures qui n'ont aucune signification pratique, il s'agit des signatures *ad honorem* fréquemment données dans les contrats de mariage par les parents et amis des futurs conjoints, qui ne sont pas de véritables témoins, car parfois ils ne connaissent même pas les clauses de l'acte qu'ils signent. Deux signatures de ce genre, même si elles émanaient de personnes aptes à remplir les fonctions de témoins instrumentaires ne sauraient équivaloir à celle d'un deuxième notaire. A plus forte raison une signature de ce genre ne pourrait faire présumer que le signataire a concouru aux donations contenues dans un contrat de mariage. C'est ce qui a été jugé pour une femme signant le contrat de mariage des enfants d'un autre lit de son mari (Cass., 14 août 1855, D. 55, 1, 373).

CHAPITRE IV

DES CAS OU LA SIGNATURE EST PRESCRITE.

Nous ne reviendrons pas sur les nombreux textes qui prescrivent la signature des actes judiciaires et que nous avons mentionnés pour montrer l'importance de la signature à notre époque, quoiqu'ils ne rentrent pas dans notre sujet. D'une façon générale toutes les fois à peu près qu'elle a voulu constater un consentement ou une affirmation, et que pour cette constatation elle a eu recours à un écrit, la loi a ordonné que cet écrit serait signé.

I. Elle a voulu ainsi que toutes les déclarations et constatations qui intéressent l'état des personnes soient faites sous la garantie de la signature de l'officier de l'état civil, des comparants et des témoins (C. civ., a. 39). Toutefois la jurisprudence a admis que l'omission dans un acte de naissance de la signature du comparant n'entraîne pas nécessairement la nullité de cet acte, à moins que ce défaut de signature, au lieu d'être le résultat d'un oubli, ne provienne d'un changement de volonté du comparant non signataire, ce qui est affaire d'appréciation souveraine pour les juges (1).

(1) Cass., 28 novembre 1876, D. 77, 1, 367 ; 23 juin 1869, D. 71, 1, 327.

II. Quand la personne publique qui rédige l'acte est, non plus un officier de l'état civil, mais un officier ministériel, un notaire par exemple, la règle reste la même : les parties, les témoins et le notaire doivent signer (loi de ventôse, art. 14). Et dans les testaments qui sont reçus par deux notaires, la signature du second notaire est aussi requise à peine de nullité (1). Sans la signature du notaire, il n'y a pas d'acte authentique (2). C'est aussi la signature qui donne toute leur valeur aux expéditions des actes reçus par lui, parce que c'est par elle seule qu'on peut constater qu'elles émanent bien de lui.

La nécessité de la signature s'applique non seulement au corps de l'acte mais aussi aux ratures, surcharges et renvois qui ne seraient pas approuvés dans le corps de l'acte avant la signature (3). Une clause ajoutée en interligne dans le corps de l'acte est nulle alors même que cette addition a été faite par le notaire avant la signature de l'acte par lui et les parties (4). La nullité des renvois, etc., non signés est si absolue qu'ils ne sont pas considérés comme faisant partie de l'acte et que la nullité du renvoi est sans influence sur la régularité de

(1) Bourges, 29 mars 1859, S. 60, 2, 132. — Lyon, 13 avril 1867, D. 69, 1, 239.

(2) Bruxelles, 2 avril 1833, S. 34, 2, 109.

(3) Dans un testament olographe, la clause écrite en marge doit aussi porter une signature spéciale si elle ne se rattache pas nécessairement à l'acte par une marque de renvoi ou l'ordre naturel des idées (Cass., 21 août 60, S. 61, 2, 205).

(4) Toulouse, 7 déc. 1850, S. 51, 2, 29. — Aubry et Rau, § 755, d.

l'acte (1). Mais la signature ou plutôt le paraphe des renvois ne doit pas nécessairement être apposé avant que l'acte ne soit signé (2).

III. Les actes sous seing privé, leur nom l'indique, n'existent aussi qu'à la condition d'être signés par les parties. Mais quand, pour se conformer à la loi, les conventions synallagmatiques sont constatées par un double écrit, il n'est pas nécessaire que chacune des deux rédactions porte les signatures des deux contractants. Il suffit que celle qui est remise à l'une des parties porte la signature de l'autre partie (3), en effet les parties n'ont pas besoin de s'engager envers elles-mêmes (Aubry et Rau, 756, c.).

Il n'est pas nécessaire non plus dans les actes sous seing-privé que les renvois ou apostilles soient signés ou paraphés, il n'y aurait pas nullité de plein droit en l'absence du paraphe, mais reste la question de savoir si la signature finale couvre ces renvois (de même que les surcharges ou interlignes). Cela est une question d'espèce ; s'ils sont de la même main que l'acte et dans les deux originaux, au cas où l'acte est fait en double, le renvoi sera considéré comme signé (4). Au contraire, des

(1) Cass., 24 nov. 1835, D. 36, 1, 24.

(2) Cass., 30 juillet 1856, S. 57, 1, 267, et 12 juillet 1892, D. 92, 1, 451.

(3) Cass., 13 oct. 1806, S. 7, 1, 923, — 8 nov. 1842, S. 43, 1, 33. — Nancy, 23 juin 1849, S. 52, 2, 454. — Rennes, 15 nov. 1869 ; S. 70, 2, 314. — Demolombe, XXIX, 413.

(4) Cass., 11 juin 1810, S. 10, 1, 289 ; 29 janv. 1845, D. 45, 4, 417 ; 22 nov. 70, D. 72, 1, 272. — Aubry et Rau, § 756, n. 11. — Demolombe, XXIX, 366.

additions marginales postérieures et contenant des dispositions nouvelles doivent être signées à peine de nullité (1). Mais écrites en même temps elles sont valables (2).

Dans les actes sous seing privé comme dans les actes authentiques, les seules parties dont la signature soit nécessaire sont celles qui s'obligent ; le défaut de signature de l'autre partie ne vicie pas le contrat (3) ; aussi on a jugé que dans une constitution de rente viagère, la personne au profit de qui elle a été constituée n'était pas obligée de signer (4).

IV. La signature est particulièrement exigée lorsqu'il s'agit des testaments. Indice de la volonté, elle joue un rôle des plus importants quand il s'agit de connaître les dernières volontés d'un *de cujus* : ces actes sont très souvent gardés absolument secrets jusqu'à la mort du testateur et c'est souvent la signature seule qui permet de distinguer de simples projets sa décision bien arrêtée (V. C. civ., art. 970, 973, 976, 979, 998). Mais en raison de l'importance extrême de cet acte, de la facilité particulière qu'il y aurait à surprendre la bonne foi d'une personne affaiblie par l'âge ou la maladie, la loi demande plus qu'une signature de la main du testateur quand un

(1) Caen, 16 avril 1885, D. 90, 2, 357.

(2) Cass., 13 juillet 1875, D. 76, 5, 430.

(3) Parl. de Paris, 5 août 1749 (Loret, I, 276). — Cass., 8 juillet 1818, S. 19, 1, 241. — Grenoble, 8 juillet 1858 (motif), D. 59, 2, 83. — Bonnier, n° 419. Marcadé, art. 1318, n° 3.

(4) Angers, 18 février 1837, D. A. V° *Rente viagère*, n° 17. V. aussi Metz, 25 mai 1816, S. 19, 2, 102. — Bordeaux, 6 août 1885, D. 86, 2, 120.

officier public n'intervient pas : le testament tout entier doit être écrit par lui.

Le nombre des témoins qui doivent signer les actes notariés diffère suivant qu'il s'agit d'actes entre-vifs ou de testaments. Pour les actes notariés ordinaires on a le choix entre un deuxième notaire ou deux témoins, mais il faut que ces deux témoins sachent signer (loi de ventôse, art. 9) et signent effectivement l'acte. Quand il s'agit de testaments, vu la gravité de l'acte, le Code civil (article 971) exige deux témoins en plus du deuxième notaire et quatre témoins à défaut de celui-ci ; mais vu l'urgence qu'il y a souvent à recevoir un testament, et la difficulté qu'on éprouverait parfois à trouver dans le voisinage un pareil nombre de personnes sachant signer, l'article 974 se contente de la signature d'un seul témoin sur deux dans le 1^{er} cas, et de deux sur quatre dans le second cas, quand le testament est reçu « dans les campagnes ». Quant à déterminer ce qu'il faut entendre par ce mot, combien il faut d'habitants dans une commune pour qu'elle cesse d'être une campagne, cela est affaire d'appréciation pour les juges du fond : c'est le principe admis par la Cour de cassation (1) et dont divers arrêts ont fait des applications (Bourges, 16 janvier 1815, S. c. n. 5. 2, 7 ; Bordeaux, 7 mars 1827, *id.*, 8, 2, 342 ; Montpellier, 3 juin 1833, D. 33, 2, 240, etc.).

L'acte n'est parfait que par la signature du testateur et des témoins et si le testateur mourait avant l'accom-

(1) Cass., 10 mars 1829, D. 29, 1, 173.

plissement de cette formalité, le testament n'aurait aucune valeur (1).

Pour ce qui est du testament mystique, le testateur doit le signer ; s'il ne le sait (2), on appelle un témoin de plus qui signe l'acte de suscription (a. 977). L'acte de suscription est aussi signé dans tous les cas par le testateur, le notaire et six autres témoins (a. 976). Ceci est prescrit à peine de nullité et l'on ne saurait se fonder sur ce que le testament est reçu dans une campagne pour dispenser partie des témoins de l'obligation de la signature (Pau, 19 déc. 1829, D. 30, 2, 135). Si le testateur fait écrire son testament par une personne étrangère, il n'est pas nécessaire que cette personne signe (Cassation, 16 déc. 1834). Le même arrêt, considérant que l'acte de suscription d'un testament mystique n'est pas un acte notarié proprement dit, décide que la mention de la signature des témoins peut être ailleurs qu'à la fin.

V. Quand il s'agit d'actes de commerce, sans doute la loi est beaucoup plus large pour l'administration de la preuve. Mais elle-même a prescrit la signature d'un grand nombre d'actes commerciaux. Comme les actes de commerce se passent généralement entre gens qui connaissent la valeur d'une signature et ne la donnent qu'à bon escient, la loi se contente dans ces actes de cette seule formalité et n'exige pas qu'ils soient écrits en entier ou approuvés de la main du signataire.

(1) Gand, 5 avril 1833, D. 34, 2, 156.

(2) Le testament mystique a été créé spécialement pour ceux qui ne savent pas signer. Exposé des motifs, par Bigot Prémeneu (Fenet, XII, p. 554).

CHAPITRE V

EFFETS DE LA SIGNATURE.

SECTION I. — Des actes sous seing privé.

L'effet le plus remarquable de la signature c'est la force qu'elle donne aux actes privés qui en sont revêtus : force comparable d'après l'article 1322 du Code civil à celle que la qualité de l'officier public et les solennités des lois spéciales donnent aux actes authentiques. Ce n'est pas ici le lieu de faire une théorie complète de l'acte sous seing-privé, nous nous contenterons de rechercher la différence quant à la force probante entre les actes privés signés et ceux qui ne le sont pas, et d'examiner jusqu'à quel point est vraie la comparaison établie par l'article 1322 entre l'acte sous seing-privé et l'acte authentique.

1. En règle générale les écrits qui ne sont pas signés n'ont pas force probante : ce n'est que par exception que le Code l'accorde dans une mesure restreinte à certains d'entre eux : livres des marchands (art. 1329-1330), registres et papiers domestiques (1331) ; écriture mise à la suite, en marge ou au dos d'un titre (1332). En dehors

de ces cas un acte non signé ne saurait faire la preuve de la convention qu'il constate : sans doute la nullité de cet acte n'entraîne pas la nullité de la convention et n'empêche pas d'en faire la preuve par les autres moyens légaux, mais c'est une question très controversée que de savoir si même cet acte peut servir de commencement de preuve par écrit tel que l'exige l'article 1347 du Code civil. D'après cet article, pour constituer un commencement de preuve par écrit, un acte doit émaner de celui contre lequel la demande est formée ou de celui qu'il représente ; or, dit-on, la preuve qu'un acte émane d'une personne, c'est la signature de cette personne, qui est en quelque sorte la marque de fabrique du titre. Sans doute on peut admettre que, dans les actes dont la loi a réglé les formes et la force probante, sans y exiger absolument la signature, les formes mêmes de ces actes seront un équivalent de celle-ci, un certificat d'origine suffisant : ainsi un acte authentique, si les formalités destinées à suppléer la signature ont été accomplies (1), un procès-verbal d'interrogation sur faits et articles (2) ou en matière criminelle (3), les registres d'un marchand (4). Mais cela est plus difficile à admettre quand il s'agit d'un acte que la loi n'a pas revêtu de l'authenticité ni dispensé de la signature et qui est seulement écrit de la main de celui auquel on

(1) Aubry et Rau, t. VI, 453.

(2) Toullier, t. IX, n° 116.

(3) Cass., 21 janv. 1843, D. V° *Oblig.*, n° 4770.

(4) Toullier, t. VIII, n° 369-436.

l'oppose. Sans doute d'une façon matérielle, il émane bien de celui-ci, il sort de sa main, mais en émane-t-il juridiquement, alors qu'il ne porte pas le signe que la loi a prescrit comme étant justement l'indice de la provenance d'un écrit ?

Plusieurs auteurs, se fondant sur la généralité des termes employés par l'article 1347 et suivant l'opinion de Pothier (*Traité des obligations*, n° 806) accordent aux actes écrits mais non signés par la partie un commencement de force probante (1) et la jurisprudence paraît avoir été d'abord dans ce sens (Cass., 3 déc. 1818, Dall., v° *Dépôt*, n° 132 ; 7 déc. 1836 et Bordeaux, 7 mai 1834, S. 35, 2, 177), mais un arrêt de cassation du 5 mai 1856 (2), consacre l'opinion contraire. Si on n'exige pas la signature, on sera exposé à admettre comme des actes sérieux de simples projets, auxquels leur auteur n'attachait pas la moindre importance et qui, s'ils prouvent qu'il a en effet étudié telle ou telle affaire, ne font pas présumer le moins du monde qu'il ait eu l'intention formelle de la conclure. De plus au point de vue de la contrefaçon, du faux, un acte non signé ne présente pas les mêmes garanties qu'un acte signé ; enfin on sera souvent obligé de recourir au témoignage pour prouver que l'acte émane bien de celui à qui on l'oppose et n'est-ce pas aller contre l'esprit de la loi qui

(1) Toullier, t. IX, n°s 128-129-469. — Marcadé, article 1347, n° 3. — Larombière, article 1347, n° 14. — Aubry et Rau, t. VI, p. 450.

(2) V. aussi, 9 nov. 1842, S. 43, 1, 704. Dans l'espèce la note n'était ni écrite ni signée par la partie.

limite ce mode de preuve et a voulu donner au témoignage qu'elle regarde comme bien fragile une base plus solide quoique incomplète? Rappelons que une croix ou une marque ne sauraient aujourd'hui remplacer la signature et que par suite un acte sous-marqué ne constituerait même pas un commencement de preuve par écrit (1). Mais on considère comme émané d'une partie un acte signé par elle, même quand ce n'est pas de sa signature personnelle mais de la signature sociale (2).

Un acte n'a donc aucune valeur s'il n'est signé d'aucune des parties contractantes, mais s'il porte la signature de quelques-unes seulement de celles-ci? Il est certain qu'il ne pourra pas faire preuve contre les parties qui n'ont pas signé, mais cette preuve sera-t-elle possible contre celles qui ont signé? La négative a été jugée par un arrêt de Bruxelles, 20 mai 1807 (D. v° *Success.*, n° 1627), en matière de partage, par la Cour de Grenoble, 15 novembre 1834 (D. v° *Oblig.*, n° 3832), par la Cour de Metz, 24 février 1831 (S. 31, 2, 198), et par la Cour de cassation, 26 juillet 1832 (3) (D. 32, 1, 413) et 8 novembre 1842 (S. 43, 1, 33). En sens contraire il a été jugé que l'acte de vente d'un immeuble indivis faisait preuve contre celui qui l'a signé (Paris, 20 août 1808 ; D. v° *Vente*, n° 79), ou que la régie pou-

(1) Bruxelles, 27 janv. 1807, S. 7, 2, 249. — Colmar, 23 déc. 1809, S. 10, 2, 268. — Aubry et Rau, VI, 376, § 756.

(2) Bordeaux, 28 août 1832, D., v° *Oblig.*, 4759.

(3) Cet acte ne vaudrait même pas comme commencement de preuve par écrit contre les signataires. — Arrêt de Metz et Cass. 1832 ci-dessus, — *Contrà.* Grenoble, 19 août 1879, D. 80, 2, 202.

vait se prévaloir d'un acte de vente signé seulement de l'une des parties contractantes (Cass., 13 octobre 1806 ; D. v° *Enreg.*, n° 220). Dans ces décisions contradictoires, la jurisprudence paraît avoir été guidée par des circonstances d'espèce : elle a regardé l'acte comme probant quand elle a cru que la partie signataire s'était engagée fermement, elle lui a refusé toute force quand il lui a paru que l'intention des parties était de suspendre la conclusion définitive du contrat jusqu'à la signature de l'acte par toutes les parties en cause.

Un acte non signé peut-il être confirmé ? La doctrine et la jurisprudence sont divisées sur ce point. D'après une première opinion, que Merlin avait d'abord adoptée (Rép., v° *Ratification*, n° 9) et qui a été reprise par Marcadé (sur art. 1318, n° 3, *in fine*) et par des arrêts (Cass., 27 mars 1812, S. 12, 1, 309. — Besançon, 13 mars 1827, S. 27, 2, 255. — Bourges, 24 février 1832, S. 32, 2, 539), un acte non signé ne peut être ratifié parce qu'il n'a pas d'existence légale et qu'on ne peut confirmer le néant. — Suivant un deuxième système la ratification est valable, car rien ne s'oppose à ce qu'on confirme une convention nulle pour défaut de consentement. C'est l'opinion de Toullier à laquelle se rallia Merlin et qui a été consacrée par les arrêts d'Amiens, 24 prairial an XIII, S. 7, 2, 923 ; Liège, 22 avril 1812, S. c.n., 4, 2, 94 et Cass., 19 déc. 1820 ; S. 22, 1, 198, etc. On a proposé un système intermédiaire : si le défaut de signature est volontaire, l'acte ne

pourra être ratifié parce qu'il n'y a pas eu de convention formée, si c'est un oubli, on pourra confirmer, mais pour prouver qu'il y a eu une convention, on ne pourra se fonder ni sur l'acte non signé qui n'a pas de valeur, ni sur l'acte confirmatif, ce qui serait une pétition de principe (1).

Si l'on admet que l'exécution de l'acte non signé puisse lui donner valeur, il faut en tout cas que cette exécution soit faite par les parties non signataires (2).

Ainsi donc en règle générale un acte non signé n'a pas force probante, au contraire par le seul fait de la signature le principe est renversé : sans doute la loi met à la force probante de l'acte sous-seing privé la condition qu'il soit reconnu par celui auquel on l'oppose ou légalement tenu pour reconnu, sans doute elle le soumet dans certains cas à des formalités supplémentaires (double écrit, approbation) mais d'une manière générale l'acte signé fait foi entre les parties.

La signature donne la validité aux actes, même quand ils n'étaient pas destinés à être des actes sous-seing privé. Ainsi d'après l'article 1318, l'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier ou par un défaut de forme vaut comme écriture privée s'il a été signé des parties. On décide que, dans ce cas, il est plus favorisé qu'un acte sous seing-privé ordinaire et n'est pas soumis à la formalité du double

(1) Zachariæ, Massé et Vergé, III, 484.

(2) Metz, 24 fév. 1831, S. 31, 2, 190. — Cass., 26 juillet 1832, S. 32, 1, 492.

écrit (1). Mais la signature est nécessaire, il ne suffit pas qu'il porte la mention que l'une des parties ne sait pas signer (2). En effet un acte ne peut valoir comme sous-seing privé, s'il n'y a pas de seing.

II. L'article 1322 dit que l'acte sous seing privé fait la même foi que l'acte authentique, mais, en outre de la condition de reconnaissance qu'il y met lui-même, l'article 1328 y apporte encore une restriction en soumettant la certitude de sa date envers les tiers à d'autres conditions. De plus, même réduite ainsi, la formule de l'article 1322 n'est pas encore absolument exacte : même contre les parties, la mention de la date, qui dans l'acte authentique fait foi jusqu'à inscription de faux, dans l'acte sous seing privé ne fait foi que jusqu'à preuve contraire. En effet si, dans les actes authentiques, une antidate constitue toujours un faux, il n'en est pas de même dans les actes sous seing privé. Et comme les parties et leurs héritiers ou ayants cause n'ont d'intérêt à contester la date qu'autant qu'ils soutiennent que l'acte a été antidaté dans le but de voiler une fraude quelconque, ils sont aux termes de l'article 1353 admis à établir leur allégation, même au moyen de simples présomptions (3).

Les actes authentiques portent en eux-mêmes une pré-

(1) Cass., 8 mai 1827, S. 28, 1, 455.

(2) Cass., 27 mars 1812, S. 12, 1, 309. — Trib. Vassy, 6 mars 1856, D. 57, 1, 100. — Bonnier, n° 419. — Demolombe, t. XXIX, 264.

(3) Aubry et Rau, § 756, n° 100.

somption d'authenticité : *probat se ipsa*. Pour que les actes sous seing privé soient tenus pour véridiques, il faut que celui dont ils émanent et à qui on les oppose, ou ses héritiers ou ayants cause les aient reconnus pour véritables, ou bien qu'ils aient été vérifiés en justice (art. 1323-1324). Si la partie reconnaît sa signature, il n'y a pas de difficulté, si elle la dénie, il faut avoir recours à toute une procédure réglée par les articles 193 à 213 du Code de procédure civile : nomination d'experts, comparaison avec des pièces émanées de la même personne et limitativement énumérées (art. 206) ou avec un corps d'écriture à elle dicté, rapport, audition de témoins. Du reste il n'est pas absolument nécessaire de procéder à une expertise : le juge est lui-même expert, et s'il trouve dans le titre des indices suffisants d'authenticité ou de falsification, il peut statuer de suite. C'est un principe général de droit et d'ailleurs l'article 196 du Code de procédure parlant de jugement qui « autorise » la vérification, implique bien qu'elle est facultative (1). Il peut se produire un troisième cas : sans reconnaître ni dénier formellement sa signature, le défendeur peut garder le silence et ce silence équivaut à une reconnaissance, la signature est tenue pour reconnue suivant l'expression des articles 1322 du Code civil et 194 du Code de procédure.

(1) Cass., 25 août 1813, S. 15, 1, 131. — 9 déc. 1839, S. 40, 1, 30. — 3 juillet 1850, S. 50, 1, 705. — 4 août 1884, D. 85, 1, 209. — Aubry et Rau, § 756, n° 94. — Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, I, quest. 803 *ter*.

Quand c'est le signataire lui-même qui est en causé, il faut qu'il déclare formellement que l'écriture qui lui est représentée est bien la sienne ou n'est pas la sienne : il doit savoir exactement à quoi s'en tenir, et il ne pourrait se contenter de déclarer qu'il ne reconnaît pas son écriture (1), elle serait tenue pour reconnue. Quand on est en face d'un héritier, la loi est moins exigeante et se contente de sa déclaration qu'il ne connaît pas l'écriture de son auteur, mais il faut encore qu'il fasse cette déclaration, sinon l'écriture serait encore tenue pour reconnue (2).

Toute cette procédure de la reconnaissance ou de la vérification d'écriture s'applique aussi bien à un acte qui est seulement signé de son auteur qu'à celui qui est entièrement écrit de sa main.

Une autre différence avec l'acte authentique existe au point de vue de la date. Du moment que le notaire a certifié de sa signature que l'acte avait été passé tel jour, cette date devient certaine jusqu'à inscription de faux, et même vis-à-vis des personnes qui n'étaient pas parties à l'acte. La simple signature des particuliers n'a point la même vertu ; pour que cette date soit réputée certaine vis-à-vis des tiers, il faut que certains événements prouvent l'impossibilité pour ces particuliers d'avoir porté sur l'acte une date antérieure à celle de sa conclusion : l'article 1328 qui établit cette règle n'admet

(1) Cass., 9 décembre 1839, S. 40, 1, 30. — Aubry et Rau, § 756, n. 92.

(2) Cass., 17 mai 1808, S. 8, 1, 435.

comme donnant cette certitude que la mort de l'un des signataires, l'enregistrement de l'acte, ou la constatation de sa substance dans des actes authentiques. Par ces tiers auxquels on ne peut opposer la date de l'acte, il faut entendre tous ceux aux droits desquels il pourrait être porté atteinte au moyen d'un acte ainsi antidaté, c'est-à-dire non seulement les personnes qui ne tiennent pas leurs droits des parties, mais aussi celles qui sont leurs ayants cause à titre particulier (1).

Du reste, une fois reconnus ou tenus pour reconnus en justice, les actes sous-seing privé sont assimilés aux actes authentiques en ce qu'ils font foi jusqu'à inscription de faux. On ne pourrait prétendre que la procédure de l'inscription de faux n'est pas possible contre eux parce que ce serait aller contre l'autorité de la chose jugée. Le Code de Procédure, considérant probablement que la procédure de la vérification ne présente pas des garanties suffisantes, et tirant des conséquences rigoureuses de l'assimilation à l'acte authentique, déclare formellement dans son article 214, la pièce vérifiée susceptible d'inscription de faux.

SECTION II. — Du blanc-seing.

I. En dehors des *actes* signés, il importe de rechercher ce que vaut une signature donnée d'avance, ce qu'on

(1) Cass., 31 janvier 1843, S. 43, 1, 616. — Bonnier, 700. — Demolombe, XXIX, 526 à 531. — Demante, Colmet de Santerre, V, n° 285 bis. *Contrà*, Toullier, VIII, 245, sqq.

appelle un blanc-seing. L'usage de donner ainsi sa signature sur un papier encore blanc que remplit ensuite la personne à qui on s'est confié, n'est pas en soi-même illicite et l'acte ainsi signé d'avance est valable comme s'il n'avait été signé qu'à la fin de sa confection. S'il en fallait une preuve, on la trouverait dans le fait même que la loi a puni l'abus de blanc-seing, qu'elle a prescrit la formalité du bon qui a surtout en vue d'empêcher les blancs-seings trop inconsiderés : si l'abus est puni, c'est que l'usage produit des effets légaux (1). Ce point avait été discuté sous l'ancienne jurisprudence.

Malgré les précautions prises par la loi, l'habitude de signer les actes d'avance présente toujours de graves dangers. Il est même des cas où elle pourrait entraîner la nullité de l'acte. Il en est ainsi du cas de ce maire qui ayant signé d'avance les formules d'un certain nombre d'actes de l'état civil, s'était trouvé, par suite de la distraction où l'ignorance de l'employé qui remplissait ces formules, avoir signé lui-même son propre acte de décès !

II. Il existe une sorte de blanc-seing assez répandue dans le commerce : c'est l'endossement en blanc. C'est une simple signature mise au dos d'une lettre de change ou autre titre à ordre que le porteur actuel remet à une autre personne. A prendre à la lettre l'article 138 du Code de commerce, l'endossement en blanc, n'expri-

(1) Bonnier, 671. — Aubry et Rau, 756, n° 5. — Demolombe, XXIX, n° 350.

mant pas la valeur fournie, le nom de celui à l'ordre duquel il est passé, et la date, ne vaudrait que comme procuration, et en effet il remplit souvent ce rôle. Il peut servir à la personne à qui on le remet, pour toucher le montant de la lettre à l'échéance pour le compte de l'endosseur. Mais il peut aussi servir de mode de transmission de la lettre de change : sans doute au moment où il est émis, il n'est valable qu'à titre de procuration ; mais si l'émettant a donné au porteur mandat de le transformer en endossement régulier par l'inscription des mentions exigées par l'article 137, il devient à ce moment translatif de la propriété de la lettre de change, soit que le nouveau porteur y inscrive son propre nom (1) avec la formule : Payez à l'ordre..., soit qu'il y mette le nom d'une troisième personne (2) ou la lui remette encore en blanc. Dans ces derniers cas la transmission de la lettre aura lieu sans que le nom de la personne intermédiaire apparaisse sur le titre, et sans qu'elle soit tenue à la garantie du paiement qui incombe aux endosseurs. Cet endossement peut ainsi servir à faire momentanément d'un titre à ordre un titre au porteur (3), à lui donner toutes les facilités de circulation

(1) Le porteur peut remplir valablement l'endos à son profit pourvu que ce soit sans fraude. Cass., 4 août 1852, S. 52, 1, 657. — *Contrà*, Cass., 7 avril 1813.

(2) L'endossement en blanc vaut procuration pour négocier comme pour toucher. Cass., 12 août 1817, S. 18, 1, 396 ; 20 janvier 1814, S. 14, 1, 195.

(3) Certains auteurs qui énoncent sans restriction la règle que l'endossement en blanc ne vaut que comme procuration signalent cependant cet effet ; mais comment sans être translatif de propriété cet endossement

de cette sorte de titres, mais aussi leur facilité de perte ou de soustraction. Il existe une dernière utilité de l'endossement en blanc : quand on ne sait pas si une personne acceptera l'affaire qui doit aboutir à l'endossement, par exemple si un banquier consentira à escompter la lettre de change, on lui expédie la traite endossée en blanc : s'il refuse d'escompter, il la retourne; s'il accepte, il remplit l'endossement à son nom.

SECTION III. — De la signature commerciale.

Dans cette matière de la lettre de change, la signature a une grande importance. En effet, l'article 140 du Code de commerce dispose que tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. Il en résulte que plus un effet de commerce porte de signatures, plus il y a de personnes engagées au paiement de l'effet, plus par conséquent la garantie est efficace et plus grande est la valeur commerciale de l'effet. Aussi pour éviter de trop grands risques, les statuts des établissements du crédit exigent-ils d'ordinaire un certain nombre de signatures pour admettre les effets à l'escompte : ainsi la Banque de France en exige trois (1), et généralement les sous-comptoirs deux, auxquelles ils ajoutent la leur

pourrait-il servir à transformer le titre en titre au porteur dont le propre est de se transférer par simple tradition ?

(1) Décret du 16 janvier 1808, art. 11.

pour présenter ensuite l'effet à la Banque. Si grande est la valeur d'une signature, qu'on la regarde comme l'équivalent d'une garantie réelle (1) et qu'on admet généralement qu'une hypothèque ou un gage (2) peut remplacer l'une des signatures. Du reste la valeur de la signature varie avec la solvabilité et la notoriété du commerçant.

Il y a des signatures qui, d'après le Code de commerce, n'ont pas une valeur aussi complète : ce sont celles des femmes et des filles non négociantes ; elles ne valent à leur égard que comme simple promesse (art. 113).

La signature est tellement aux yeux des négociants le symbole de l'obligation, obligation dont tous les biens du signataire doivent répondre, qu'on arrive à la regarder comme une sorte de créancier du signataire, ainsi qu'en fait foi une maxime courante de probité commerciale : « On se doit à sa signature ».

D'après l'article 14 de l'arrêté du 27 prairial an X sur les Bourses de commerce, les agents de change sont civilement responsables de la vérité de la dernière signature des lettres de change ou autres effets qu'ils négocient. Auparavant leur responsabilité s'étendait à toutes les signatures. — On s'est demandé si un huissier devait répondre aussi de la sincérité des signatures des

(1) Décret du 16 janvier 1808, art. 12.

(2) V. décret du 26 mars 1848 autorisant la Banque de France à admettre à l'escompte en remplacement de la 3^e signature des récépissés de dépôts sur marchandises.

endosseurs d'un effet de commerce dont il obtient le recouvrement. L'ancienne jurisprudence répondait par la négative (Parl. de Paris, 3 janvier 1782), cependant il doit garantir l'individualité du porteur au nom duquel il agit (V. Paris, 31 janvier 1815).

CHAPITRE VI

PROTECTION DE LA SIGNATURE PAR LA LOI.

En raison même de l'importance que la loi attache aux effets de la signature, les fraudes qui s'exercent autour d'elle sont nombreuses. Or; pour qu'elle puisse rendre les services que l'on en attend, pour qu'elle puisse jouer le rôle que nous venons d'exposer, il faut que son crédit reste entier. Il a donc fallu que de sévères sanctions pénales la protègent, tant contre le signataire qui refuserait à tort de reconnaître sa signature, que contre les tiers qui simuleraient la signature d'un tiers, la lui extorqueraient ou en abuseraient. De là d'une part la disposition de l'article 213 du Code de procédure, d'autre part les crimes de faux et d'extorsion de signature et le délit (ou crime) d'abus de blanc seing.

SECTION I. — **Protection contre le signataire.**

Il serait trop facile pour se dérober aux conséquences d'une signature donnée, ou pour retarder l'exécution de l'obligation par elle constatée, de contester l'authenticité de cette signature. La procédure de vérification d'écriture est toujours longue, ses résultats ne sont pas

d'une certitude absolue : le tort causé au porteur de l'effet ou au détenteur du titre signé est donc toujours grand, et aussi le trouble apporté à la marche des affaires : il fallait donc, quand la contestation était reconnue sans fondement, punir le signataire de mauvaise foi, de manière à rendre le plus rare possible de semblables dénégations. C'est ce qu'a fait l'article 213 du Code de procédure qui les punit d'une amende de 150 francs, en outre des dommages-intérêts et de la contrainte par corps. On peut se demander seulement si ces pénalités, surtout depuis la disparition de la dernière en 1867, sont assez fortes et s'il n'y aurait pas lieu de relever le chiffre de l'amende.

Du reste on a déjà augmenté le chiffre de cette amende, qui n'est pas nouvelle, car on la trouve déjà dans Beaumanoir (chap. XXXV, § 4 : « Moult est vilaine coze de nier son scel et por ce en est le peine grans de celi qui en est atains, car il en est renommés de triquerie, et l'amende en est au souverain de soissante livres »).

SECTION II. — Protection contre les tiers.

On peut abuser de la foi qui s'attache à la signature en imitant ou en altérant une signature, en contraignant par la force ou par la ruse une personne à donner sa signature, ou en faisant d'une signature volontairement donnée un usage différent de celui pour lequel elle a été donnée.

I. *Faux*. — D'après les articles 145 et 147 du Code pénal, le faux peut avoir lieu, entre autres procédés, par l'apposition de fausses signatures, par l'altération des signatures déjà existantes, par la supposition de personnes, ou par des écritures faites ou intercalées sur des actes depuis leur confection ou clôture, par conséquent depuis qu'ils ont été signés. Il est puni des travaux forcés à perpétuité si le coupable est un fonctionnaire ou officier public, des travaux forcés à temps si c'est une autre personne mais dans un acte authentique, ou public (1), ou de commerce, ou de banque ; de la réclusion si c'est dans une écriture privée. Les personnes qui font usage des pièces fausses sont punies aussi des travaux forcés ou de la réclusion suivant les cas. Enfin l'article 164 ajoute une amende à ces pénalités.

Sans exposer toute la théorie du faux, mentionnons quelques décisions relatives particulièrement au faux en signature. Une idée générale qui se dégage des textes relatifs au faux, c'est que la loi a placé sur la même ligne, au point de vue du faux, l'écrit entier et la signature. Ainsi le seul fait d'apposer simplement une fausse signature sur les registres d'une faculté pour se présenter à un examen à la place d'un étudiant, constitue le crime de faux en écriture publique (Cass., 4 décembre 1863, D. 64, 1, 56). On avait soutenu qu'il ne pouvait y avoir

(1) Si l'acte ainsi fausement signé contient un attentat à la liberté, le maximum des travaux forcés à temps devra être appliqué (art. 118, C. pén.).

là un crime punissable, parce qu'il manquait l'élément préjudice, parce qu'une signature de ce genre ne causait et ne pouvait causer de tort à personne. L'arrêt répond qu'un tel faux lèse la société entière et en particulier tous ceux qui subissent réellement l'examen, en leur assimilant des personnes qui n'ont aucun droit à posséder le même diplôme qu'eux. Il est à remarquer que ce caractère de préjudice social est si ordinaire dans le faux que le Code pénal le range parmi les crimes contre la chose publique.

Il a été jugé encore que le fait de revêtir une fausse dépêche télégraphique de fausses signatures de fonctionnaires certifiant la transmission de la dépêche constituait le faux en écriture publique (Cass., 6 juillet 1867, D. 68, 1, 236).

Ainsi encore il y a faux en écriture privée par contrefaçon de signature dans le fait d'avoir signé un faux nom sur le registre d'un pharmacien, afin de se procurer de l'arsenic pour un usage criminel (Cass., 5 mars 1849, 26 juillet 1832).

Pour qu'il y ait faux il n'est pas nécessaire qu'il y ait imitation d'une signature déterminée. Les mots « contrefaçon de signatures » dont se sert l'article 147, et « fausses signatures » qu'emploie l'article 145, sont assez larges pour comprendre l'apposition de signatures de personnes imaginaires (1), ou l'écriture du nom

(1) *Contrà*, dans le cas de l'art. 147. Bruxelles, 29 juillet 1831, D. A. XXIV, p. 591.

d'une personne réelle d'une manière tout à fait différente de celle dont cette personne signe habituellement.

Le faux peut résulter de la signature, non d'un acte véritable, mais d'une simple lettre missive (1).

Le simple mensonge couvert par une signature ne constitue pas un faux, lorsque l'auteur de cette mention mensongère est le signataire. Cependant, si le titre, au moment où cette mention y a été portée, était revêtu déjà d'autres signatures, par exemple d'un endos ou s'il était accompagné d'un autre acte émanant d'un tiers et dont la nouvelle mention faussait également la portée par voie de conséquence, par exemple une acceptation de lettre de change, il y aurait bien faux dans ce cas (2).

II. *Extorsion de signature*. Ici la signature est bien de la main de celui dont elle reproduit le nom, mais il ne l'a pas donnée de son plein consentement, il a cédé à la pression d'un tiers. Celui-ci est passible des peines portées par l'article 400 du Code pénal, article qui se trouve dans la section des vols, quoiqu'il y ait plutôt dans ce fait une sorte de faux, non plus un faux matériel, mais un faux intellectuel : le faussaire n'a pas matériellement tracé une fausse signature, mais c'est sa volonté, imposée au signataire par des moyens illégaux,

(1) Cass., 28 novembre 1840, D. A. V° *Faux*, 313; Poitiers, 16 novembre 1846, D., 47, 2, 125.

(2) Cass., 22 juillet 1858, D. 58, 1, 425.

substituée à la volonté de ce signataire, qui a fait tracer cette signature.

Peu importerait que l'acte couvert par la signature extorquée fut entaché de nullité : les moyens employés sont par eux-mêmes assez graves, accompagnés de l'intention de s'enrichir aux dépens d'autrui, pour mériter une répression (Cass., 6 févr. 1812, D. Alph., v^o Vol, n^o 608 et 9 mai 1867, D. 68, 1, 238. Ce dernier arrêt distingue entre la nullité absolue et la nullité relative).

La peine diffère suivant les moyens employés : si on a usé de force, de violence ou de contrainte, moyens auxquels le signataire pouvait difficilement se soustraire, ce sont les travaux forcés à temps (art. 400, al. 1) ; si la signature a été obtenue par des menaces écrites ou verbales, des révélations ou imputations diffamatoires, moyens devant faire moins d'impression sur un esprit courageux, et dont on peut se garantir dans une certaine mesure, la peine n'est plus que d'un à cinq ans de prison et 50 à 3.000 francs d'amende (art. 400, al. 2).

Cette peine est moins forte que celle du faux, parce que le trouble social est moins grand : la personne à qui la signature a été extorquée connaît l'existence de la pièce ainsi signée et pourra souvent s'opposer à ce qu'elle soit mise en circulation et ne cause préjudice à des tiers.

III. *Abus de blanc-seing.* — Ici encore la peine est moins forte, parce que l'imprudence de la victime a été

plus grande, et par suite la facilité de l'acte délictueux pour le coupable.

La signature émane bien du signataire au nom duquel elle a été faite, le consentement de celui-ci existe également quant au fait même de donner sa signature, mais ce qui a été fait contrairement à sa volonté, frauduleusement, c'est l'acte couvert par cette signature ; les conventions, reconnaissances, etc., auxquelles elle donne la validité.

Comme c'est cet usage qui constitue le délit, ce délit se reproduit chaque fois que l'on se sert frauduleusement du blanc-seing et par suite la prescription ne commence à courir qu'à partir du dernier usage (1).

Il faut, d'après l'article même qui punit cet abus (a. 407, C. pén.), sous-distinguer deux hypothèses : ou bien l'acte en blanc a été remis par le signataire à la personne qui en a fait usage, mais cet usage n'est pas celui pour lequel il le lui a remis, ou bien le blanc-seing n'était pas destiné dans la pensée de son auteur à être rempli par cette personne ; ce n'est plus la manière dont on l'a rempli, mais le fait même du remplissage qui est frauduleux.

α) Si la remise a été volontaire, la peine est celle de l'escroquerie, quoique l'article qui l'édicte soit placé dans le paragraphe consacré aux abus de confiance. Il y a là une bizarrerie de classification, d'autant plus que c'est plutôt avec le faux que l'abus de blanc seing a de

(1) Cass., 5 janvier 1883, S. 83, 1, 366.

l'analogie, quoiqu'il soit beaucoup moins grave. Cette peine est l'emprisonnement d'un an à cinq ans et l'amende de 50 francs à 3.000 francs, plus l'interdiction facultative pendant 5 à 10 ans des droits civiques, civils et de famille mentionnés en l'article 42.

β) S'il n'y a pas eu remise du blanc-seing du signataire à celui qui en a fait usage, la fraude devient plus grave parce que la victime peut ne pas connaître l'usage qui a été fait de sa signature ; en tout cas on ne peut lui reprocher une confiance excessive ; enfin la perversité du coupable est plus grande. La loi le traite comme un véritable faussaire et le punit comme tel (art. 407, al. 2).

Comment peut-on prouver qu'il a été fait du blanc-seing un usage contraire à celui pour lequel il avait été donné ? Il faut distinguer, comme pour la pénalité, s'il y a eu remise volontaire ou si l'acte a été rempli par une personne autre que celle à laquelle il était destiné. Dans le 1^{er} cas il y a eu un contrat entre le signataire et le porteur du blanc-seing, il faut donc appliquer les règles de preuve qui régissent les conventions, et l'article 1341 interdit la preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes. Or prétendre qu'on a abusé d'un blanc-seing, c'est bien aller contre le contenu actuel de l'acte. Il faudrait pour admettre le témoignage, un commencement de preuve par écrit (1). A l'égard des tiers qui ne peu-

(1) Cass., 5 avril 1864, S. 64, 1, 215. Il y a lieu de faire exception pour le cas où le blanc-seing a été remis pour un acte de commerce (Cass., 22 avril 1864, D. 64, 1, 149 ; 26 sept. 1861, D. 61, 1, 501).

vent savoir dans quel sens et dans quelles limites le signataire a autorisé son mandataire à user du blanc-seing, il doit être tenu de subir les conséquences de son imprudence. Quand il y a usage du blanc-seing par une tierce personne, le signataire n'a plus d'imprudence à se reprocher, la seule cause de l'abus, c'est un crime de faux, qui rentre dans la catégorie des faits dont on n'a pu se procurer une preuve par écrit et que l'article 1348 permet de prouver par simple témoignage (1).

Il n'y aurait plus seulement abus de blanc-seing, mais encore un véritable faux, si le blanc-seing dont il a été abusé n'avait pas été remis à titre de blanc-seing : ainsi par exemple dans une pétition, il restait un blanc entre le texte et la signature, une personne a supprimé le corps de la pétition, et écrit dans l'espace libre une reconnaissance de dette ; elle a commis un faux (2).

Quelle est la nature du délit si la personne à qui le blanc-seing a été remis, l'a transmis à une troisième personne, et que cette personne avec son aide ou sur son ordre l'ait rempli frauduleusement ? Suivant certains auteurs et certains arrêts (3), l'auteur principal serait le tiers qui a rempli le blanc-seing, or, comme le blanc-seing ne lui a pas été remis par le signataire, ce serait un faux, et le mandataire serait complice de faux, ce qui mène à ce résultat bizarre qu'il est plus puni que

(1) Grenoble, 24 juin 1829, S. 30, 2, 30. — Cass., 2 juillet 1829, S. 29, 1, 259. — V. Aubry et Rau, § 756. — Demolombe, XXIX, 368.

(2) Cass., 22 octobre 1812, D. A. II, 174.

(3) Cass., 4 février 1819, D. A. V° *Faux*.

s'il avait rempli lui-même le blanc-seing. Pour éviter cette anomalie, MM. Hélie et Chauveau (1) le reconnaissent seulement coupable d'abus de blanc-seing mais traitent le tiers comme un faussaire, ce qui est une autre anomalie. On a proposé encore de distinguer si l'abus a été consommé dans l'intérêt du tiers, auquel cas il y aurait faux, ou du mandataire, et alors il n'y aurait qu'abus de blanc-seing. Il semble plus raisonnable et en même temps plus juridique de décider que c'est le mandataire, qu'il ait rempli le blanc-seing lui-même ou qu'il l'ait fait remplir, qui est l'auteur principal du délit, que c'est par rapport à lui qu'on doit en apprécier la nature, qu'il est coupable d'abus de blanc-seing et son aide complice d'abus de blanc-seing (2).

Il se peut encore que la remise ait été faite par le signataire, mais que cette remise ait été obtenue au moyen de manœuvres frauduleuses et alors l'abus de blanc-seing prend la forme d'une escroquerie qui rentre bien dans les termes de l'article 405: «se sera fait remettre des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges », car, si au moment de la remise, le titre en blanc n'affecte encore la forme d'aucun de ces actes, il possède la condition principale pour pouvoir devenir un billet, une quittance, etc. Du reste, la peine est la même que dans le cas d'abus de blanc-seing puisque l'article 407 renvoie à l'article 405, mais

(1) P. 339.

(2) Cass., 22 mars 1873, D. 74, 1, 249.

il y a intérêt à distinguer au point de vue des termes du jugement de condamnation (1).

Le blanc-seing peut être vicié encore d'une autre façon dès sa remise : si cette remise a été obtenue par force, violence ou contrainte, il y a là le crime d'extorsion de signature, puni par l'article 400, si la pièce était destinée à contenir une obligation, disposition ou décharge, quoiqu'elle ne contint encore à ce moment aucun de ces actes (2).

Enfin l'obtention d'une signature soit sur un blanc-seing, soit au bas d'un acte déjà écrit, peut constituer l'abus de confiance spécial puni par l'article 406 du Code pénal, si l'on a abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur pour lui faire souscrire à son préjudice des obligations, quittances ou décharges. La peine est alors de deux mois à deux ans de prison, d'une amende variant entre 25 francs et le quart des restitutions et dommages-intérêts et de la privation facultative des droits de l'article 42.

Telles sont les mesures prises pour réprimer les abus auxquels peut se prêter la signature. Plus elles sont sévères, plus grand est le crédit qui s'attache aux signatures sincères et honnêtement obtenues, et plus la signature peut rendre de services. Peut-être pourrait-on rendre plus difficiles les imitations de signatures en

(1) Cass., 7 avril 1854, D. 54, 5, 320.

(2) Cass., 27 mars 1856, S. 56, 1, 630.

généralisant une mesure appliquée aux notaires (1) et en recevant sur des registres accessibles au public au moins la signature des fonctionnaires et celle des négociants patentés, dont on a le plus souvent à vérifier l'authenticité. Grâce à cette formalité, analogue au dépôt des marques de fabrique, on pourrait s'assurer rapidement de la conformité de la signature d'un écrit avec la signature habituelle de celui dont il est censé émaner.

(1) Une circulaire du 16 thermidor an VI prescrivait aux administrations municipales d'envoyer aux administrations centrales le tableau des signatures de leurs membres afin qu'on put en vérifier l'authenticité.

POSITIONS

Positions prises dans la thèse.

DROIT ROMAIN.

I. — La simple signature du nom écrite de main propre n'a existé chez les Romains qu'à l'époque byzantine.

II. — Les noms écrits sur les côtés extérieurs des diptyques ou triptyques ne sont pas des signatures, mais servent seulement à faire connaître les témoins dont les cachets étaient apposés près de ces noms.

III. — Le mot *propositum* à la fin des rescrits n'est pas le résultat d'une interpolation, certains de ces titres étaient bien affichés.

IV. — Dans les contrats, quand une *scriptio* avait lieu, elle n'émanait que de la partie qui n'avait pas écrit l'instrumentum.

DROIT FRANÇAIS.

I. — Un acte n'est pas nécessairement nul aujourd'hui parce qu'il est signé d'un nom de terre ou de seigneurie.

II. — Une croix ne peut aujourd'hui remplacer la signature.

III. — Quand un acte sous-seing privé est fait en double, il n'est pas nécessaire que chaque exemplaire porte la signature de tous les contractants.

IV. — Un acte non authentique ni signé ne constitue pas un commencement de preuve par écrit.

Positions prises en dehors de la thèse.

DROIT ROMAIN.

I. — La femme ne peut renoncer au bénéfice du S.C. Velléen.

II. — Le mari qui a aliéné un bien dotal peut le revendre pendant le mariage.

III. — La loi *Plætoria* ne donnait pas d'exception au mineur.

IV. — Pour établir qu'il y a eu *mutum*, il n'est pas nécessaire de prouver la mutation de propriété des deniers.

DROIT CIVIL.

I. — La belle-mère qui a convolé en secondes noces et qui, aux termes de l'article 206 du Code civil, a perdu ainsi le droit à des aliments de la part de ses gendres ou belles-filles, cesse également d'être tenue d'une obligation alimentaire vis-à-vis des mêmes personnes.

II. — L'héritier *ab intestat* qui dénie l'écriture d'un testament n'est pas tenu de faire la preuve de la fausseté de ce testament contre le légataire universel envoyé en possession.

III. — Le partage n'est pas soumis pour sa validité à la nécessité de la rédaction d'un écrit.

IV. — Un aveu fait devant le juge de paix dans une tentative de conciliation qui n'a pas abouti, ne constitue pas un aveu judiciaire.

DROIT COMMERCIAL.

I. — Les clauses d'irresponsabilité insérées dans les con-

trats de transport par chemins de fer, en cas d'application de tarifs spéciaux, ne sont pas valables. Elles ont seulement pour effet de déplacer la charge de la preuve.

II. — La dissolution d'une société commerciale, résultant d'un jugement, doit être publiée.

III. — En cas de faillite de l'acheteur, le vendeur d'immeuble qui a perdu son privilège pour ne pas l'avoir rendu public avant la déclaration de faillite, peut encore exercer son droit de résolution.

IV. — Un tribunal correctionnel ne peut condamner pour banqueroute un commerçant dont la faillite n'a pas été prononcée par le tribunal de commerce.

Vu :

Le Président de la thèse,

P. F. GIRARD.

Vu :

Le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

DES SUBSCRIPTIONES ET DE LA SIGNATURE.

	Pages
INTRODUCTION. — Notions générales sur les titres écrits à Rome . .	1
PREMIÈRE PARTIE. — Des subscriptiones.	17
CHAPITRE I. — Différentes formes de subscriptiones. . .	21
SECTION I. — Subscriptiones confirmatives	21
§ 1. — <i>Sur un acte propre</i>	21
§ 2. — <i>Sur un acte étranger</i>	23
SECTION II. — Subscriptiones attestatives d'authenticité . . .	35
§ 1. — <i>Sur un acte propre</i>	35
§ 2. — <i>Sur un acte étranger</i>	37
CHAPITRE II. — Différents cas où une subscriptio était nécessaire ou usitée	44
SECTION I. — Actes publics	44
§ 1. — <i>Lois</i>	44
§ 2. — <i>Sénatus-consultes</i>	46
§ 3. — <i>Constitutions impériales</i>	47
§ 4. — <i>Traités</i>	51
§ 5. — <i>Conciles</i>	52
§ 6. — <i>Décisions des magistrats</i>	53
SECTION II. — Actes privés.	56
§ 1. — <i>Contrats</i>	56
§ 2. — <i>Testaments</i>	59
DEUXIÈME PARTIE. — De la signature.	67
CHAPITRE I. — Différences entre la subscriptio et la signature.	67
CHAPITRE II. — Origine de la signature	74
CHAPITRE III. — Forme de la signature	77

DROIT FRANÇAIS
DE LA SIGNATURE DES ACTES EXTRA-
JUDICIAIRES.

INTRODUCTION. — Notions historiques.	81
CHAPITRE I. — Nature et importance de la signature dans la pratique moderne.	101
CHAPITRE II. — Forme de la signature.	110
SECTION I. — Du nom dont on signe.	110
SECTION II. — Des signatures incorrectes, illisibles et incomplètes.	115
SECTION III. — De la place de la signature et du moment où elle doit être apposée	118
SECTION IV. — Des accessoires de la signature	121
SECTION V. — Formalités remplaçant la signature.	132
CHAPITRE III. — Du signataire.	139
CHAPITRE IV. — Des cas où la signature est prescrite.	146
CHAPITRE V. — Effets de la signature.	152
SECTION I. — Des actes sous seing-privé.	152
SECTION II. — Du blanc-seing	161
SECTION III. — De la signature commerciale.	164
CHAPITRE VI. — Protection de la signature par la loi.	167
SECTION I. — Protection contre le signataire.	167
SECTION II. — Protection contre les tiers	168
I. — Faux	169
II. — Extorsion de signature	171
III. — Abus de blanc-seing.	172
POSITIONS.	179

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot, Saint-Dizier (Hte-Marne), 15-17, passage Verdeau, Paris.